INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 332 - OCTOBRE 2021

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 332

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Le commerce extérieur de viande bovine poursuit son redressement
    - Prix en hausse
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Toujours plus haut !
- Femelles
  - Europe
    - Les cours des réformes toujours au plus haut
- Maigre
  - La hausse est désormais bien enclenchée
- Veaux de boucherie
  - L'offre moindre soutient les cours
- Veaux nourrissons
  - Les cours pâtissent de la baisse de l'engraissement en France

Lait de vache
- Sursaut passager en France comme dans l'UE-27
- Lait bio : des marchés européens plus équilibrés qu'en France
- Collecte laitière
  - Croissance laitière ralentie dans les grands bassins exportateurs

Viande ovine
- France
  - L'offre réduite soutient la cotation
- UE et monde
  - Des prix mondiaux très élevés

Lait de chèvre et viande
- Viande caprine
  - Le difficile équilibre de la filière chevreau

Où va le jeune bovin ? Quel produit pour quel marché ?

Cotations « au beau fixe »

Dernière révision le 19 octobre 2021

Face à une demande toujours soutenue et une offre le plus souvent limitée, les cotations des gros bovins finis mâles et femelles atteignent des sommets en France comme ailleurs en Europe.

Le marché porteur entraîne une hausse de la demande des engraisseurs français et tire les cotations des broutards vers le haut, d'autant que les bonnes disponibilités fourragères chez les éleveurs naisseurs ne pressent pas les sorties.

L'offre étant également inférieure à la demande, les cours des veaux gras n'ont cessé d'augmenter depuis août. Seule ombre au tableau, le prix du veau nourrisson en France est à son plancher automnal du fait du pic des naissances.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Le commerce extérieur de viande bovine poursuit son redressement

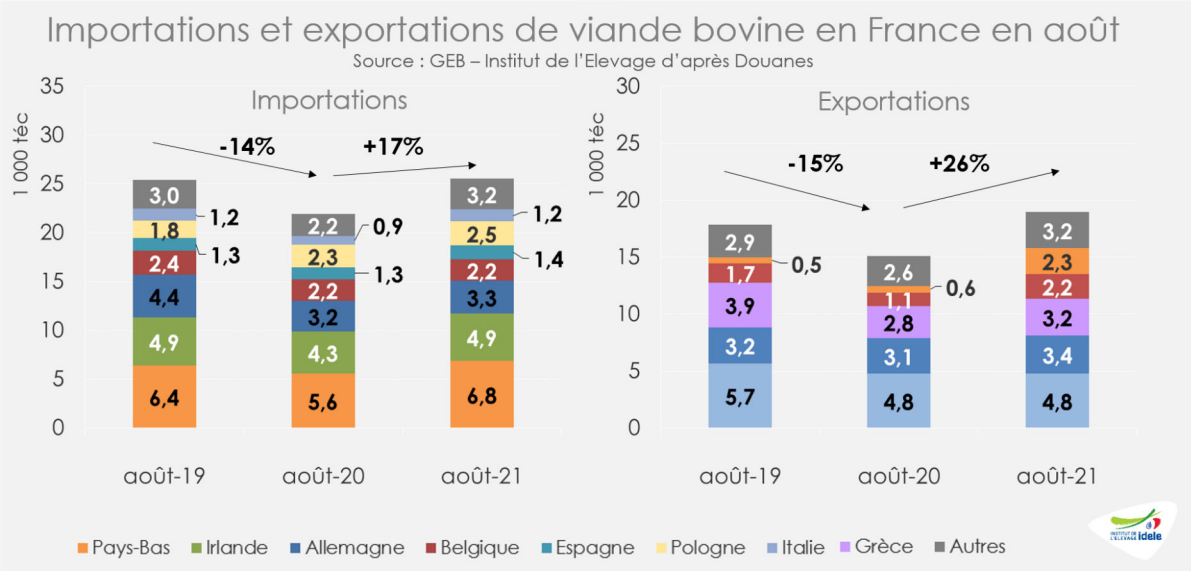
Dernière révision le 19 octobre 2021

Le commerce extérieur français de viande bovine a poursuivi son rebond en août : les importations et les exportations étaient en forte hausse par rapport à 2020. Le redressement partiel de l'activité de restauration s'est poursuivi au début de l'été. Mais, les nouvelles habitudes d'achat prises par les consommateurs perdurent.

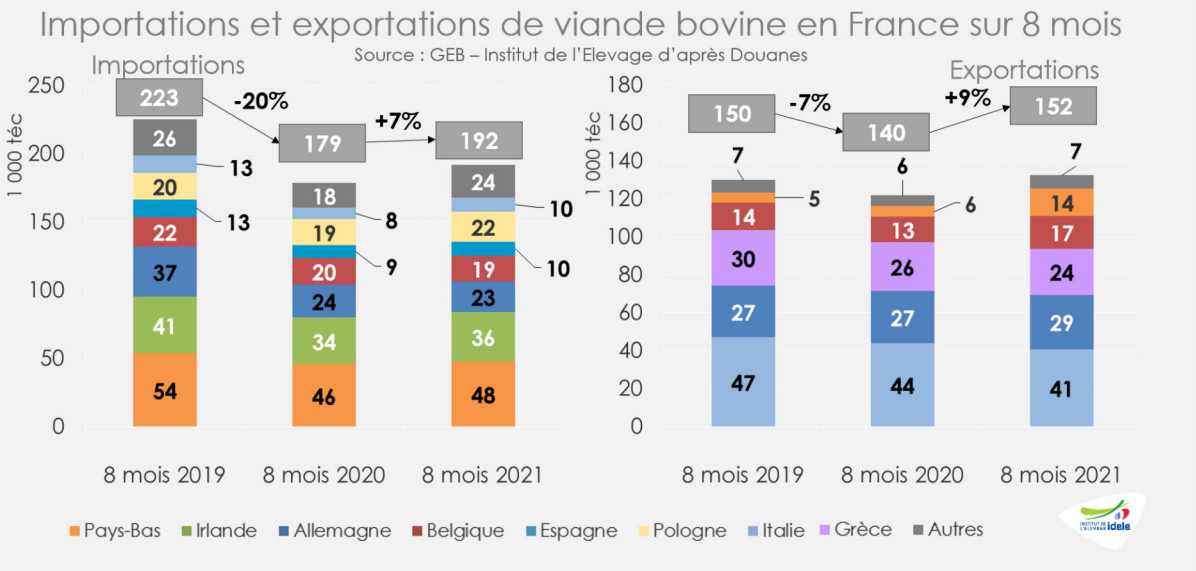
Poursuite du rebond des échanges

En août 2021, le commerce extérieur français de viande bovine a poursuivi son redressement, tout particulièrement à l'export :

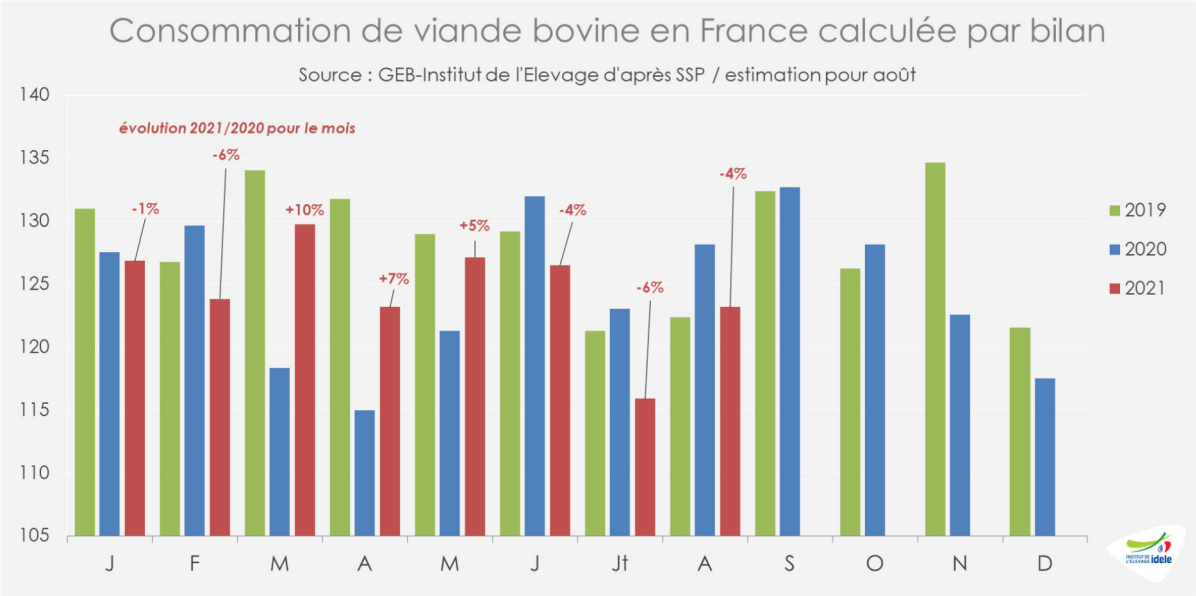
- Avec des disponibilités en femelles plutôt limitées en France, les **importations** ont dépassé 25 500 téc, davantage que ces deux dernières années (+17% /2020 et +1% /2019). Les achats aux Pays-Bas (6 800 téc ; +22% /2020) et en Irlande (4 900 téc ; +15%) ont été particulièrement dynamiques.
- Dans le même temps, les **exportations** ont flirté avec les 19 000 téc (+26% /2020 et +6% /2019) pour un marché européen demandeur de viande de jeunes bovins. Parmi les principales destinations, les envois vers l'Italie sont restés modestes avec 4 800 téc (= /2020 et -16% /2019), mais les ventes ont à nouveau été très dynamiques vers l'Allemagne (+9% à 3 400 téc) et ont poursuivi leur fort développement vers les Pays-Bas (2 300 téc ; x4 /2020) et la Belgique (2 200 téc ; x2 /2020).



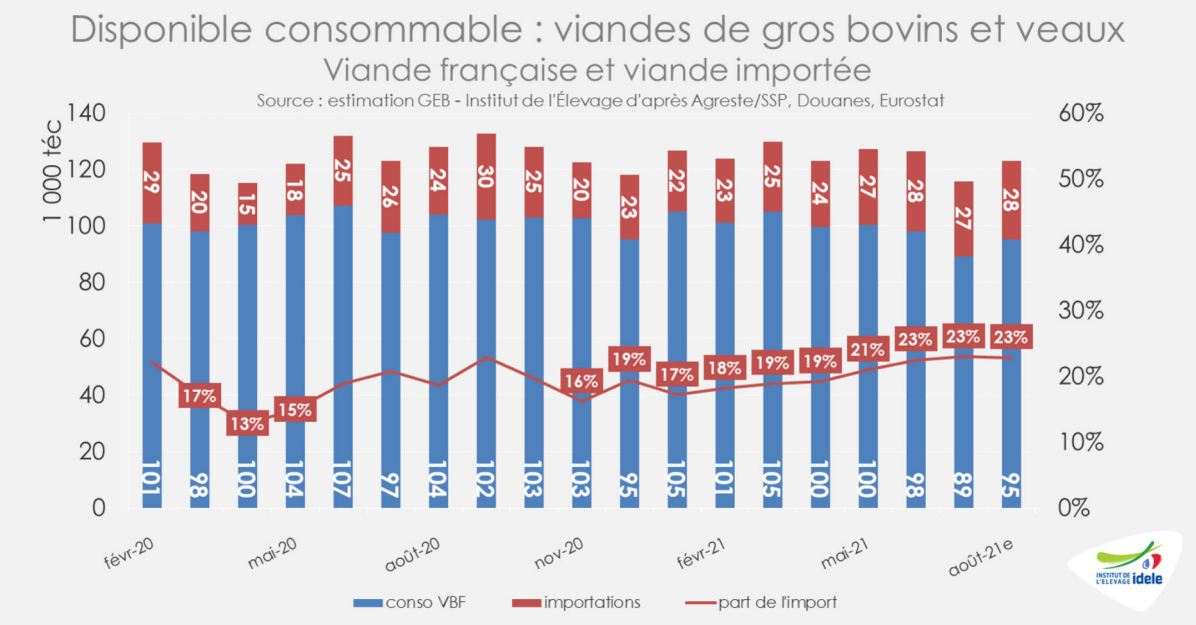
En cumul depuis le début de l'année, les exportations françaises dépassent les volumes des deux dernières années, avec 152 000 téc (+9% /2020 et +1% /2019).



En août 2021, **la consommation calculée par bilan** était à nouveau en recul par rapport à l'été 2020, à 123 200 téc (-4% /2020 mais +1% /2019). En cumul depuis le début de l'année, la consommation restait stable à près de 1 million de téc (= /2020 et -3% /2019).



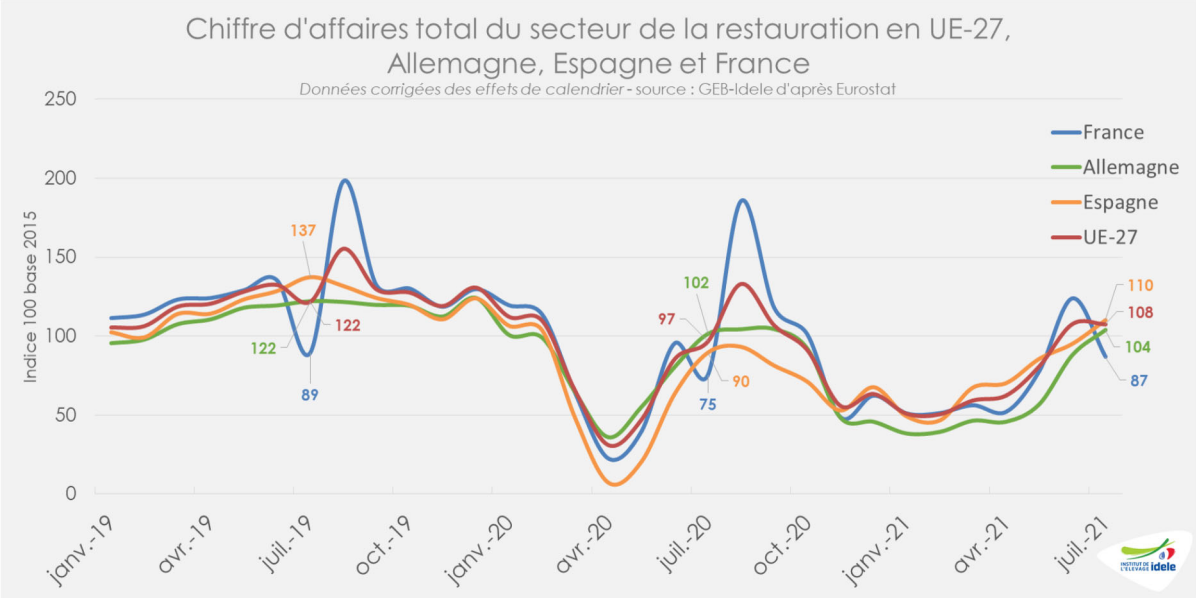
La part des viandes importées dans les disponibilités totales d'août 2021 est redevenue similaire à l'avant pandémie, la consommation de viande bovine française (veau inclus) était à nouveau en recul (-9% /2020). **Sur les huit premiers mois de l'année, la consommation française de VBF a totalisé 794 000 téc, en retrait par rapport à une année 2020 atypique (-2% /2020 et -1% /2019).**



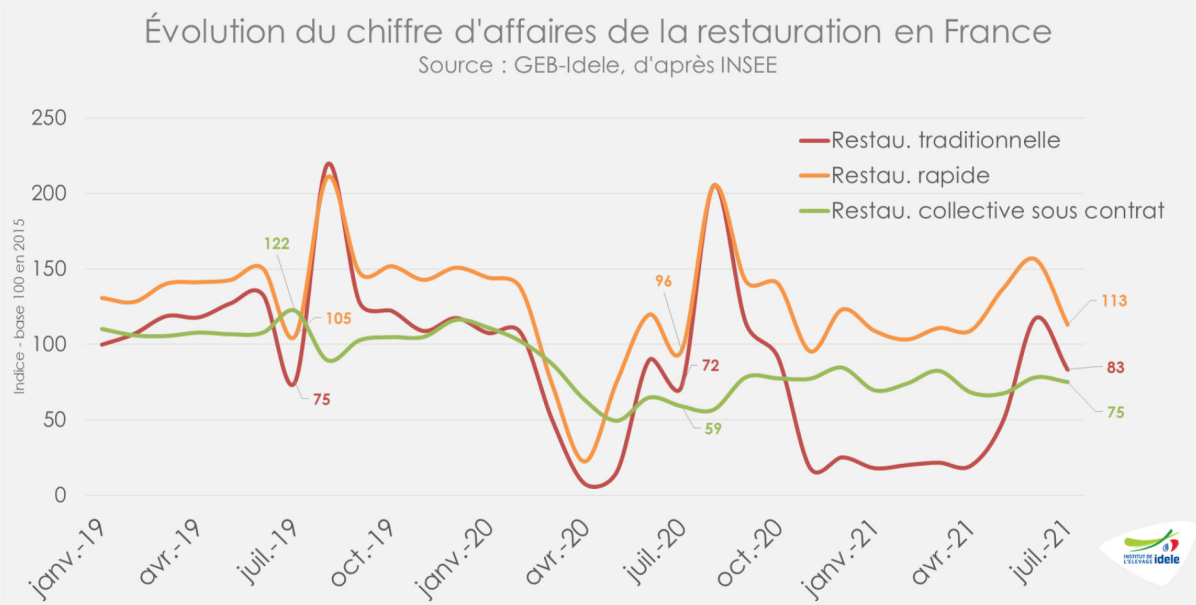
Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Redressement partiel du chiffre d'affaires de la restauration en Europe

La reprise des activités de restauration et de tourisme dans l'UE s'est traduite dans les chiffres d'affaires de la RHD. Dans l'UE à 27, il a ainsi sensiblement progressé dépassant en juillet le niveau de 2020, période déconfinée (+11% /2020 mais -8% /2019). Le redressement était toujours très partiel en Allemagne (+2% /2020 et -13% /2019) en Espagne (+23% /2020 et -16% /2019) ou en France (+15% /2020 et -1% /2019).

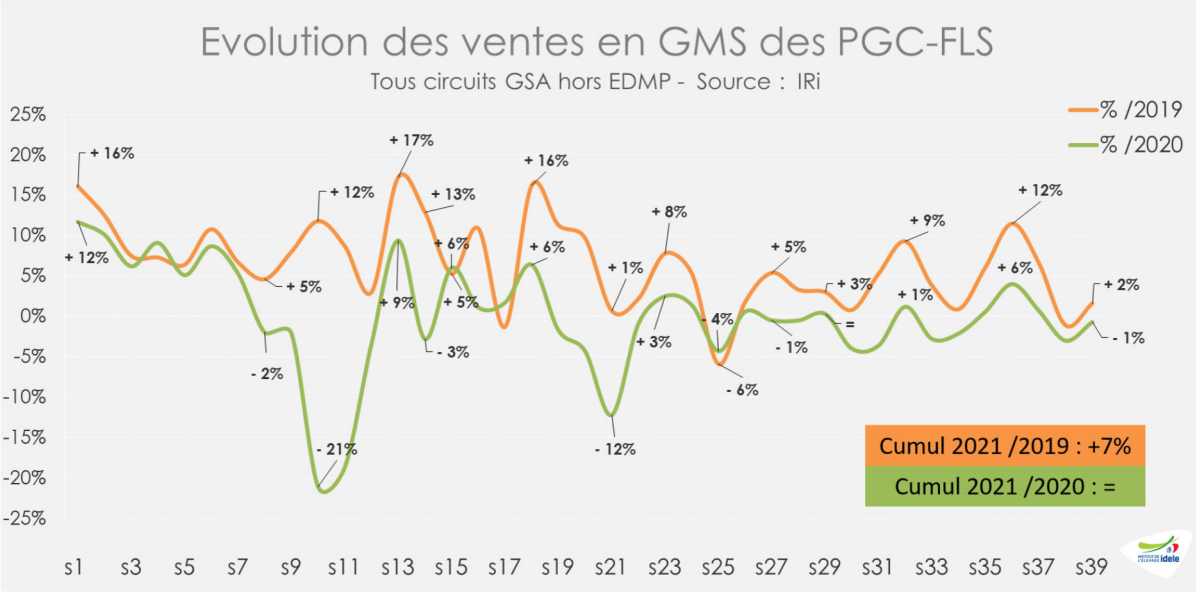


En France, le chiffre d'affaires de la **restauration collective** a poursuivi son redressement mais celui-ci reste partiel, affecté par les nouvelles habitudes prises depuis la pandémie comme le télétravail (+27% /2020 mais -39% /2019). D'autres secteurs de la RHD ont dépassé les niveaux d'avant pandémie. C'était déjà le cas depuis plusieurs mois pour les *fast-foods* dont les performances sont restées élevées en juillet (+18% /2020 et +7% /2019). Cependant la restauration traditionnelle a dépassé pour la première fois en juillet 2021 ses performances d'il y a deux ans (+16% /2020 et +11% /2019).

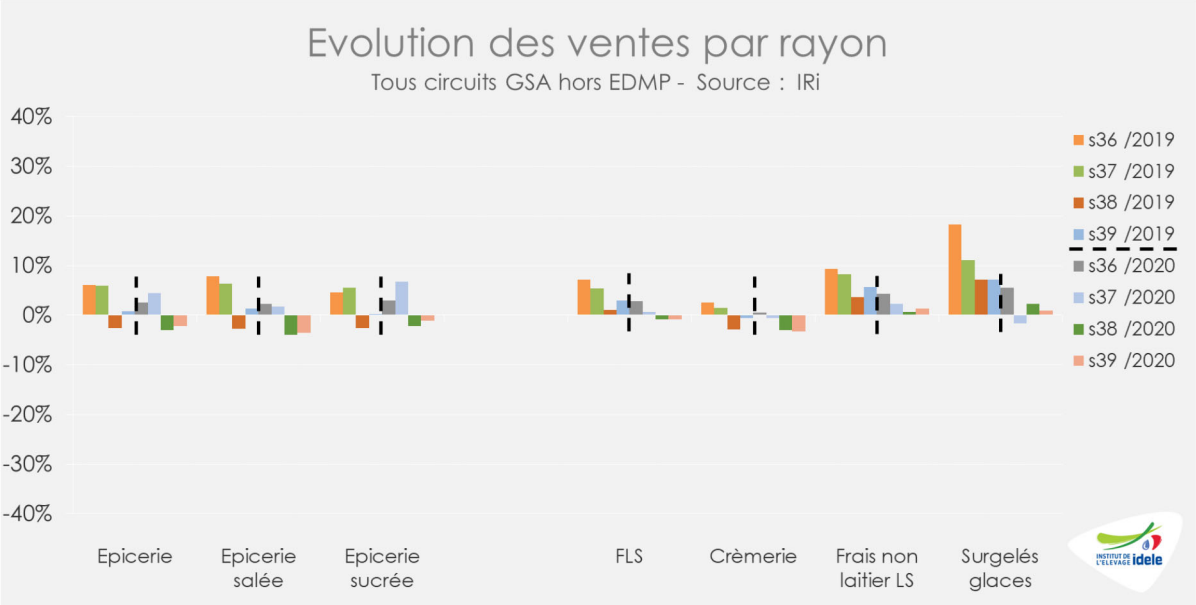


Des ventes au détail toujours supérieures à l'avant pandémie

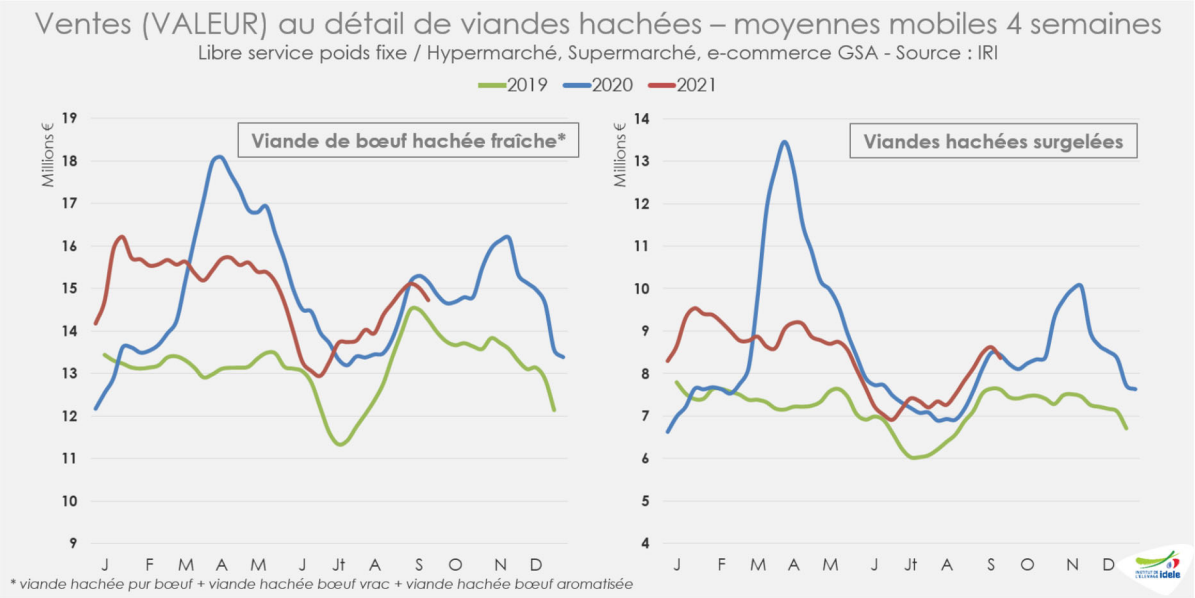
Les niveaux de vente au détail restent soutenus alors même que la crise sanitaire s'estompe et que la contrainte des mesures sanitaires s'amenuise. Les ventes de produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS) se sont légèrement tassées en semaine 38 (-3% /2020 et -1% /2019) et 39 (-1% /2020 et +2% /2019). En cumul depuis le début de l'année, les ventes de PGC-FLS en GMS restaient globalement stables par rapport à l'année dernière (= /2020 et +7% /2019). D'après IRi, en comparaison sur deux ans, les consommateurs conservent certaines habitudes prises lors des confinements successifs, vis à vis de plusieurs rayons dont les surgelés.



Les ventes de « produits frais non laitiers » (dont les viandes réfrigérées) comme de surgelés (dont les viandes congelées) ont également été en léger retrait en semaines 38 et 39 par rapport à une année 2020 marquée par une accélération de la circulation du virus et des alertes relatives à la 2ème vague de la pandémie, mais restent bien supérieurs aux niveaux de 2019.



Si **les ventes de viandes hachées** se sont tassées en fin de période, elles restent à des niveaux élevés. Entre les semaines 35 et 38, les ventes de haché réfrigéré (-3% /2020 ; +3% /2019) comme de haché surgelé (-1% /2020 ; +10% /2019) continuaient d'être dynamiques.



Viandes bovines » Gros bovins » France »

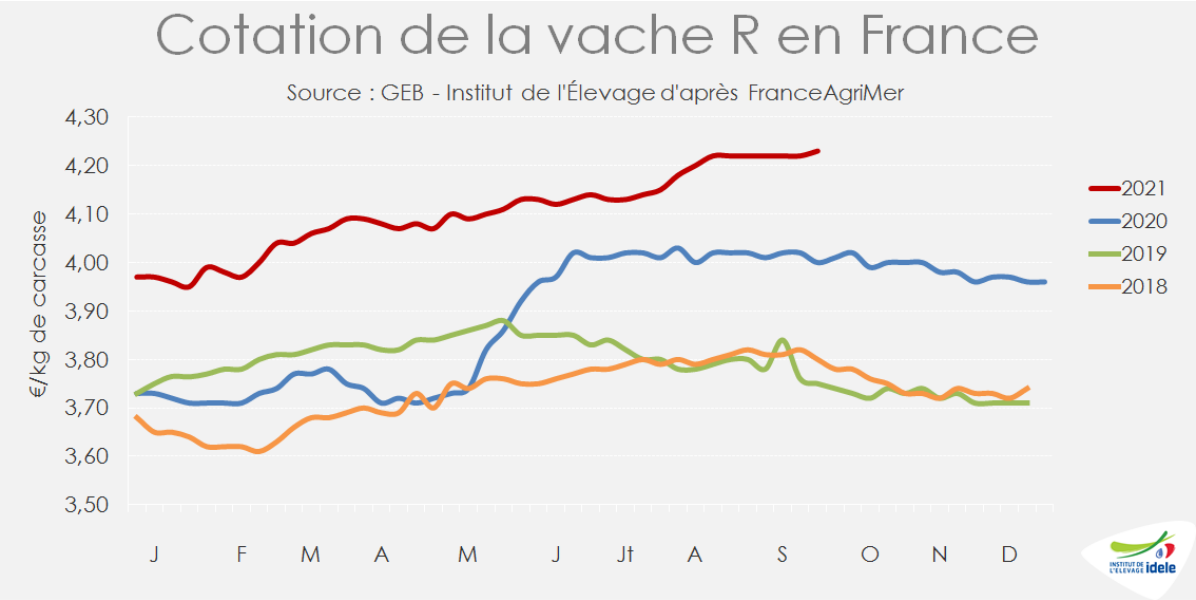
Prix en hausse

Dernière révision le 19 octobre 2021

Les prix des vaches allaitantes progressent toujours quand ceux des laitières plafonnent. D'une part la demande pour la viande française fait face à une offre limitée, et d'autre part la viande importée se renchérit du fait de la pénurie sur le marché européen. Du côté des jeunes bovins, les prix profitent de l'envolée des cours partout en Europe, à un rythme cependant moindre.

La vache R à 4,23 € début octobre

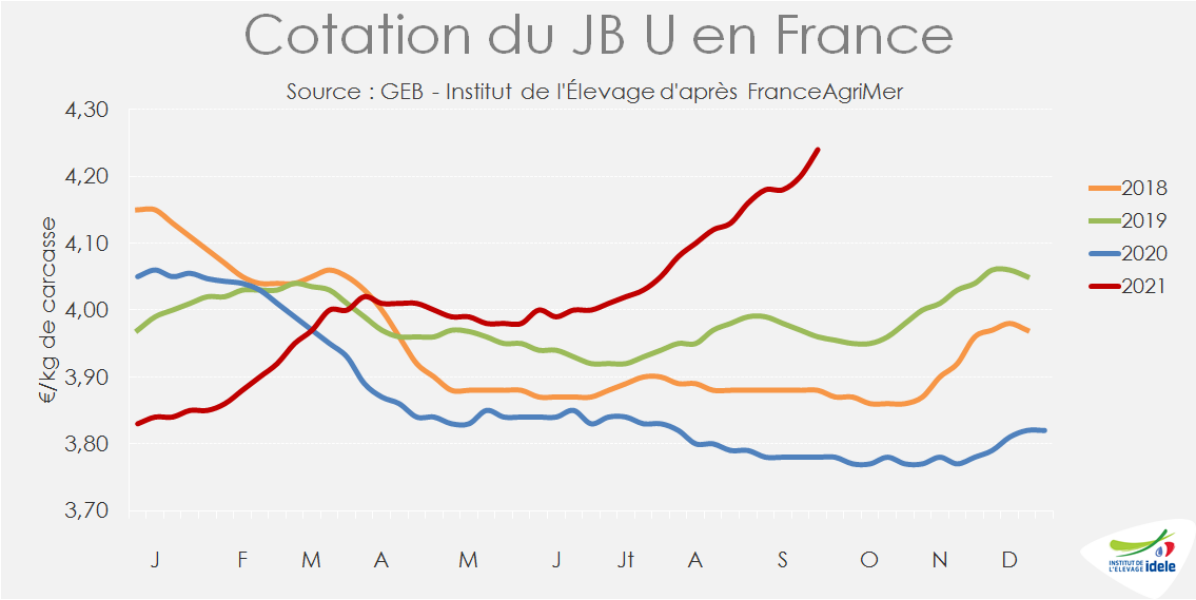
L'offre limitée en France comme chez nos voisins européens (lire l'article sur les femelles en Europe) continue de soutenir les prix des femelles. Les cours des vaches allaitantes ont encore gagné quelques centimes depuis le mois dernier. En semaine 40, la vache U cotait 4,84 €/kg (+6% /2020 et +10% /2019) et la vache R 4,23 €/kg (+6% /2020 et +13% /2019). Les cotations des vaches laitières se sont effritées d'un centime en septembre mais restent historiquement élevées, à 3,52 €/kg pour la vache O (+12% /2020 et 2019) et 3,32 €/kg pour la vache P (+15% /2020 et +22% /2019).



D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev basé sur les outils de plus de 1 500 tonnes de gros bovins, les abattages de vaches laitières sur les semaines 33 à 40 étaient en baisse de -1% /2020. Ceux de vaches de type viande étaient en légère hausse (+1%) par rapport à un niveau bas en 2020, ceux de génisses étaient stables. Les abattages de bœufs ont poursuivi leur baisse (-1% /2020).

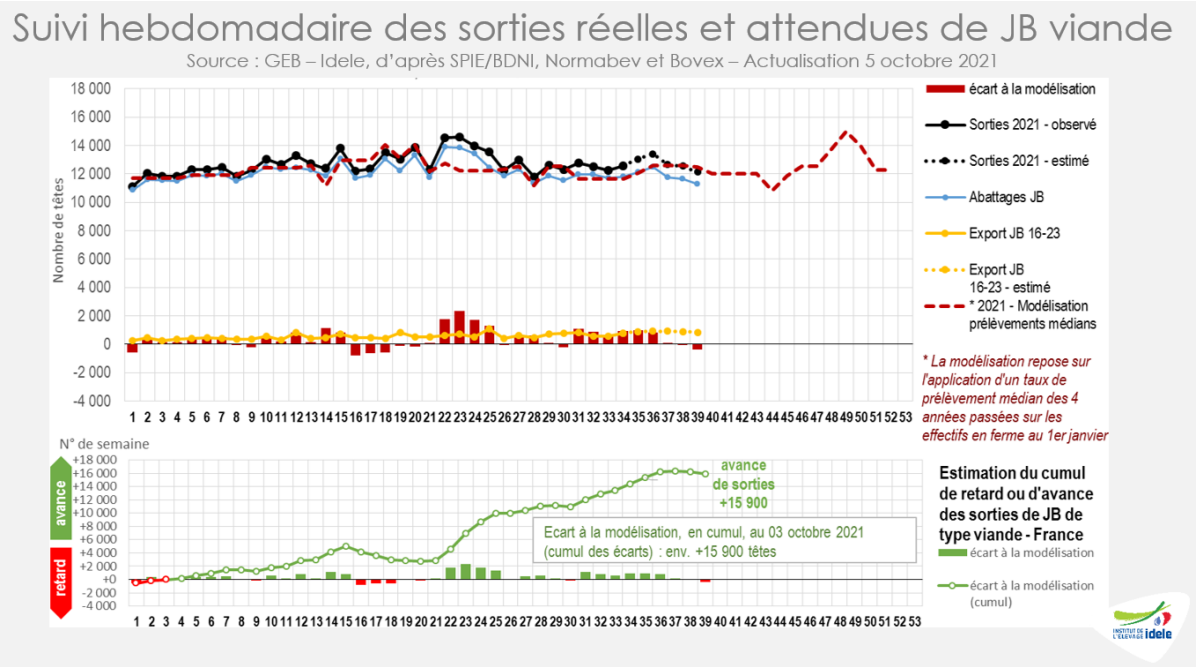
Les JB français profitent de l'envolée des prix sur le marché européen

La hausse des cours des jeunes bovins partout en Europe (lire l'article sur les JB en Europe) participe à faire grimper les prix français, d'autant que l'offre nationale est en retrait. Le JB U a encore gagné 8 centimes en 1 mois pour atteindre 4,24 €/kg de carcasse en semaine 40 (+12% /2020 et +7% /2019). Le JB R a également gagné 8 centimes à 4,07 €/kg (+13% /2020 et +8% /2019). Le JB O s'est quant à lui renchéri de 4 centimes à 3,53 €/kg (+12% /2020 et +11% /2019). Cette hausse reste cependant moindre que celle sur les marchés allemands ou italiens.



Les abattages de JB de type viande restent dynamiques, tirés par la hausse de la demande. Selon l'indicateur hebdomadaire de Normabev, le nombre de JB de type viande abattus sur les semaines 33 à 40 était stable par rapport à 2020 et en hausse de +3% /2019. L'âge moyen des animaux abattus était par ailleurs redescendu sous la moyenne triennale 2017-2019 (-4 jours), bien en dessous de celui de 2020 (-11 jours).

Les sorties de JB viande depuis le début de l'année sont supérieures à la prévision issue du modèle MODEMO, ce qui traduit un rythme de prélèvement plus dynamique des mâles en ferme que la tendance des 4 années antérieures. Au 3 octobre, l'avance de sorties cumulée depuis le début de l'année atteignait +15 900 têtes.



Les abattages de JB de type lait étaient en fort recul sur les semaines 33 à 40 (-16% /2020 et -15% /2019) en lien avec le déclin de cette production qui paraît structurel. Les animaux abattus étaient par ailleurs plus jeunes (-13 jours /2020 et -5 jours /2019), traduisant là encore des sorties anticipées par rapport aux années précédentes.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

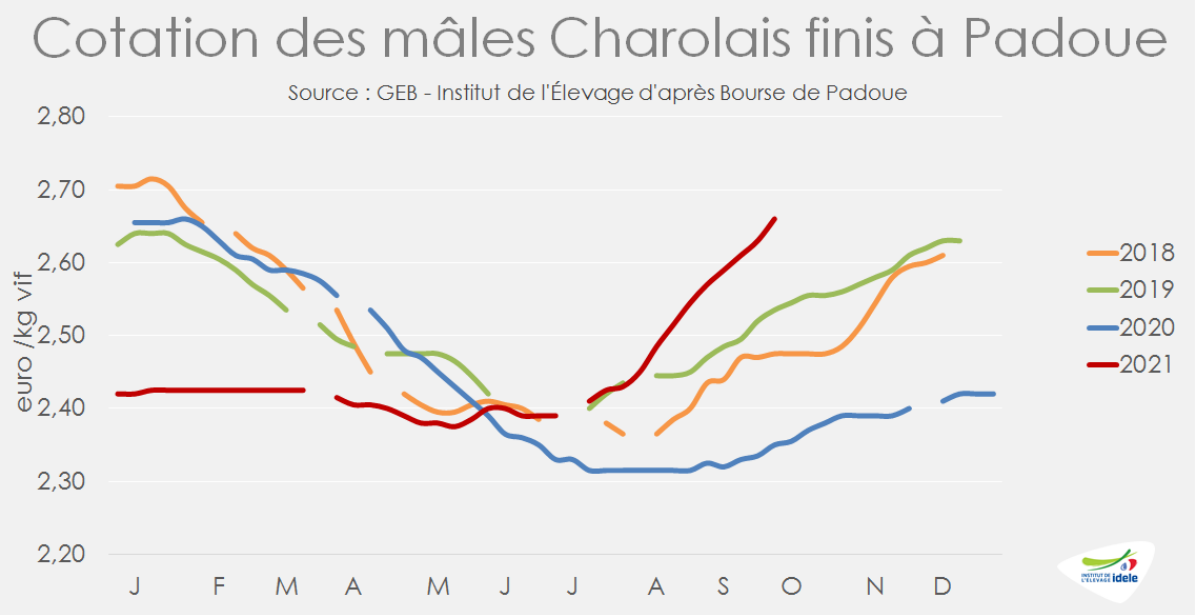
Toujours plus haut !

Dernière révision le 19 octobre 2021

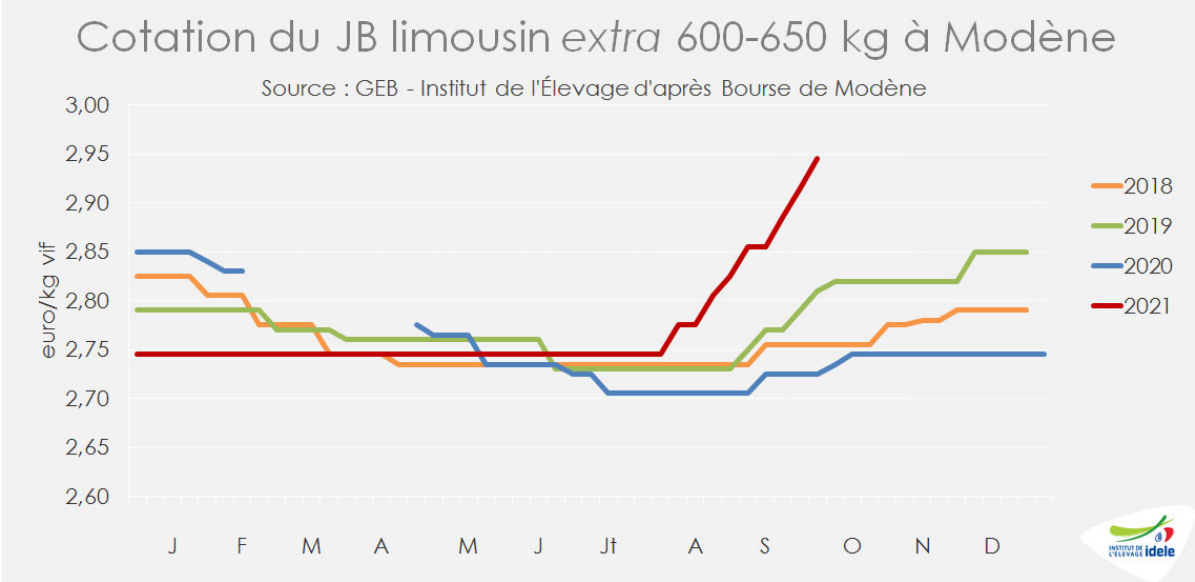
Les prix des jeunes bovins poursuivent leur progression partout en Europe, y compris en Espagne où l'offre reste pourtant abondante.

Italie : hausse des cours

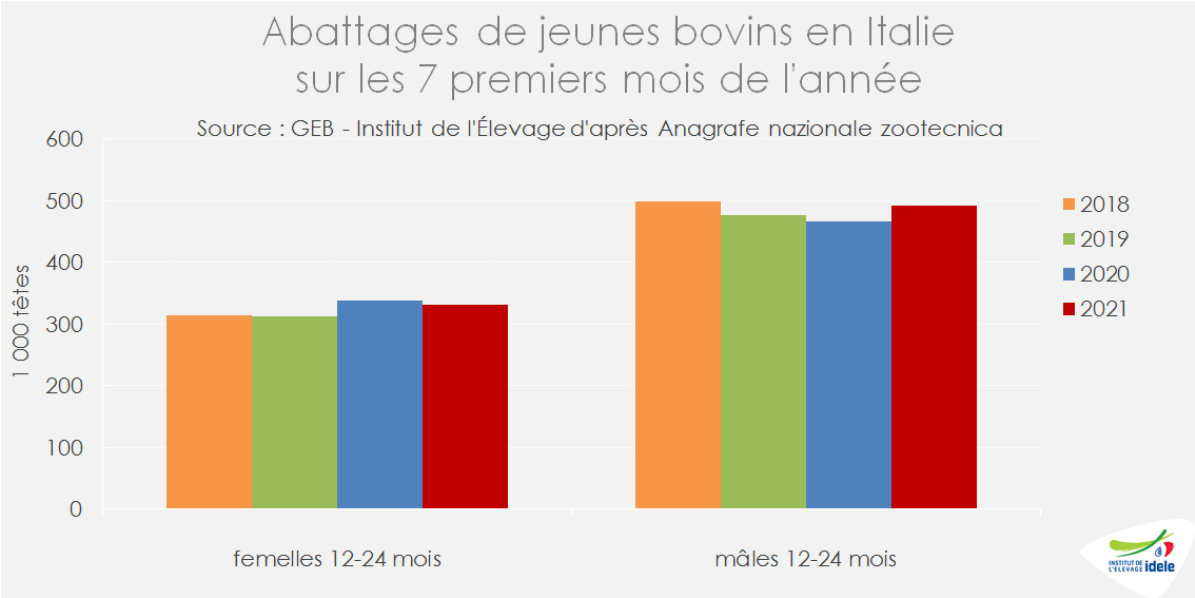
En **Italie**, la remontée des cours se poursuit. A la bourse le Modène, la cotation du Charolais « extra » a gagné 19 centimes/kg vif en 10 semaines pour atteindre 2,84 €/kg vif en semaine 40. Celle du Charolais « prima qualità » a progressé encore plus vite, de +22 centimes pour atteindre 2,73 €/kg vif. Ces deux nouvelles cotations ne sont pas comparables à la cotation précédente qui a été arrêtée en mai dernier. En revanche, la cotation des mâles charolais à Padoue permet d'avoir un recul pluriannuel. Elle a progressé de 24 centimes en 10 semaines pour atteindre 2,66 €/kg vif en semaine 40, dépassant de +13% son niveau de 2020 et de +5% celui de 2019.



La cotation du mâle limousin extra à Modène est elle-aussi nettement haussière : elle a gagné 20 centimes en 10 semaines, à 2,95 €/kg vif en semaine 40 (+4% /2020 et +3% /2019).



Sur les 7 premiers mois de l'année, 491 000 bovins mâles de 12 à 24 mois ont été abattus d'après la base de données sanitaires transalpine (+6% /2020 et +3% /2019). Auxquels s'ajoutaient 331 000 femelles du même âge (-2% /2020 mais +6% /2019), totalisant 822 000 jeunes bovins des 2 sexes (+2% /2020 et +4% /2019).

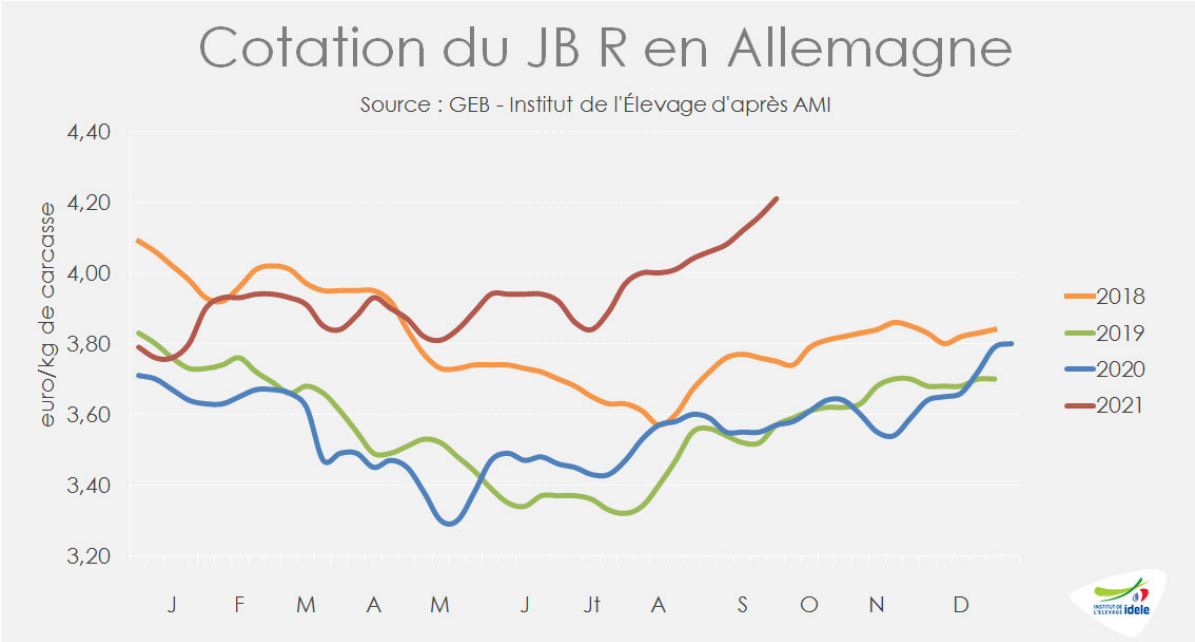


Cette hausse de l'offre, particulièrement forte pour les mâles, est le résultat de nombreuses mises en place dans les ateliers italiens à partir de l'été 2020 après la chute des prix des broutards français.

Au 30 juin 2021, la BDNI italienne ne recensait plus que 384 000 mâles de 1 à 2 ans, soit -1% qu'un an plus tôt, mais toujours +2% par rapport à 2019.

Allemagne : le JB R à 4,21 €/kg de carcasse !

En **Allemagne**, les cours des jeunes bovins sont en hausse continue depuis juillet, sans avoir connu de baisse saisonnière au 1er semestre. Le JB U cotait 4,27 €/kg de carcasse en semaine 39 (+18% /2020 et 2019), le JB R 4,27 €/kg (+18% /2020 et 2019) et le JB O 3,99 €/kg (+22% /2020 et 2019).

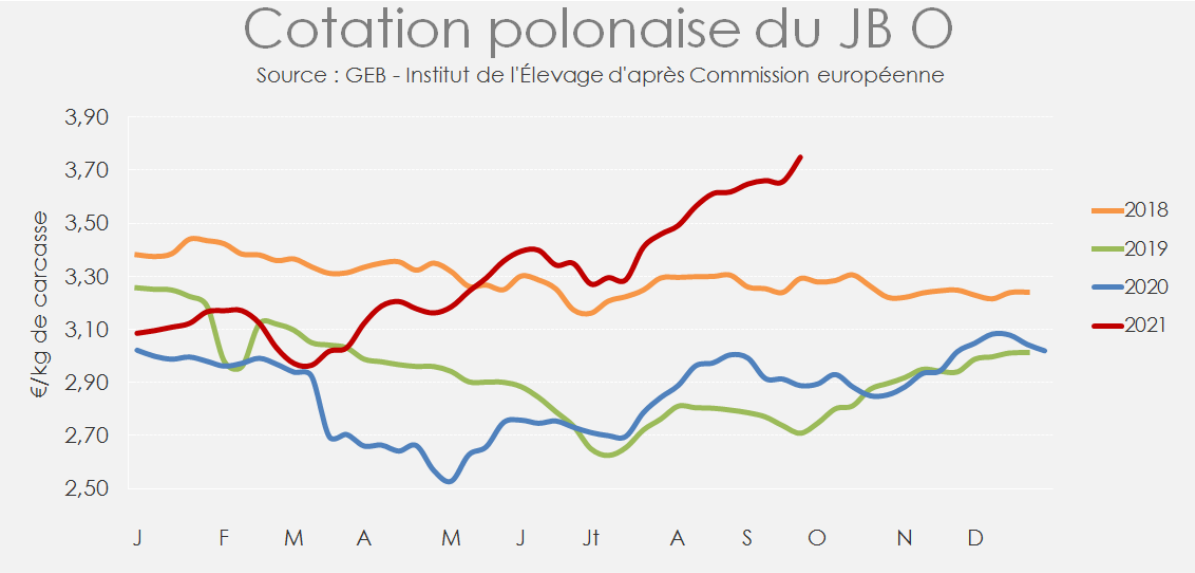


Sur les 8 semaines 32 à 39, les abattages de taurillons étaient pourtant en légère hausse par rapport à 2020 (+1%), mais en recul de -5% /2019 selon l'indicateur hebdomadaire AMI. L'engraissement outre-Rhin poursuit son déclin structurel : l'enquête cheptel de mai dernier recensait 820 000 bovins mâles de 1 à 2 ans (-4,4% /2020).

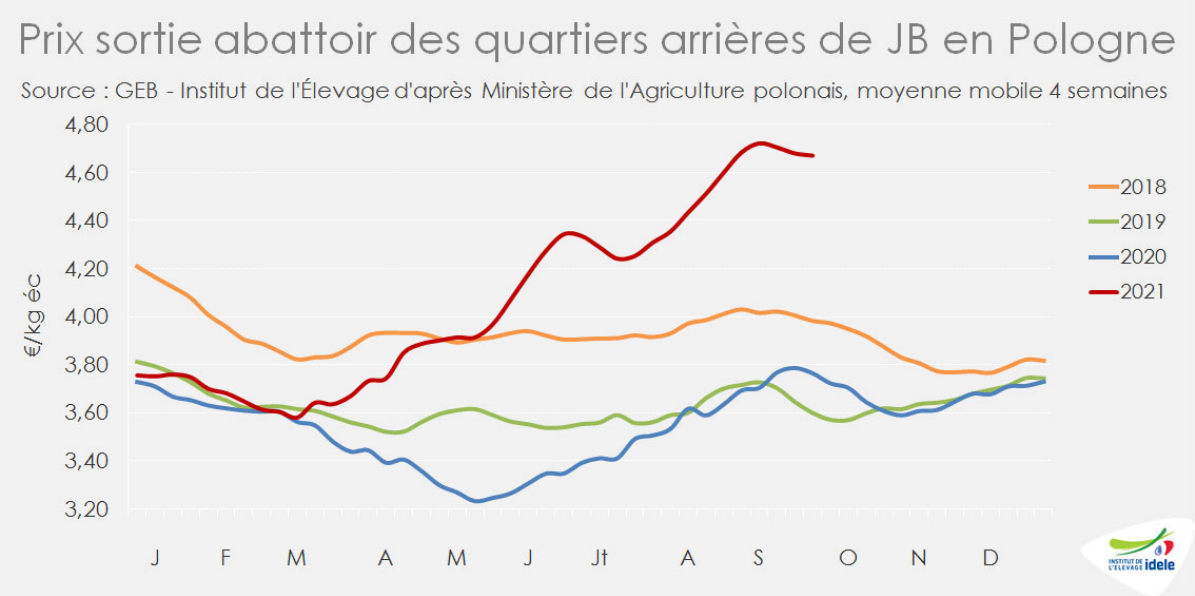
D'après les experts allemands, la hausse des cours est amenée à se poursuivre, les abatteurs ayant du mal à trouver des animaux. Par ailleurs, la forte réduction des volumes de viande argentine, alors que les restaurants ont rouvert leurs portes, accentue le sentiment de pénurie. Le Gouvernement argentin a en effet prolongé jusqu'au 31 octobre les restrictions à l'exportation de viande bovine afin de limiter l'inflation sur le marché national : depuis fin juin, les exportateurs argentins ne peuvent exporter mensuellement que la moitié des volumes qu'ils avaient exportés le même mois de l'année 2020.

Pologne : le JB O à 3,75 €/kg de carcasse !

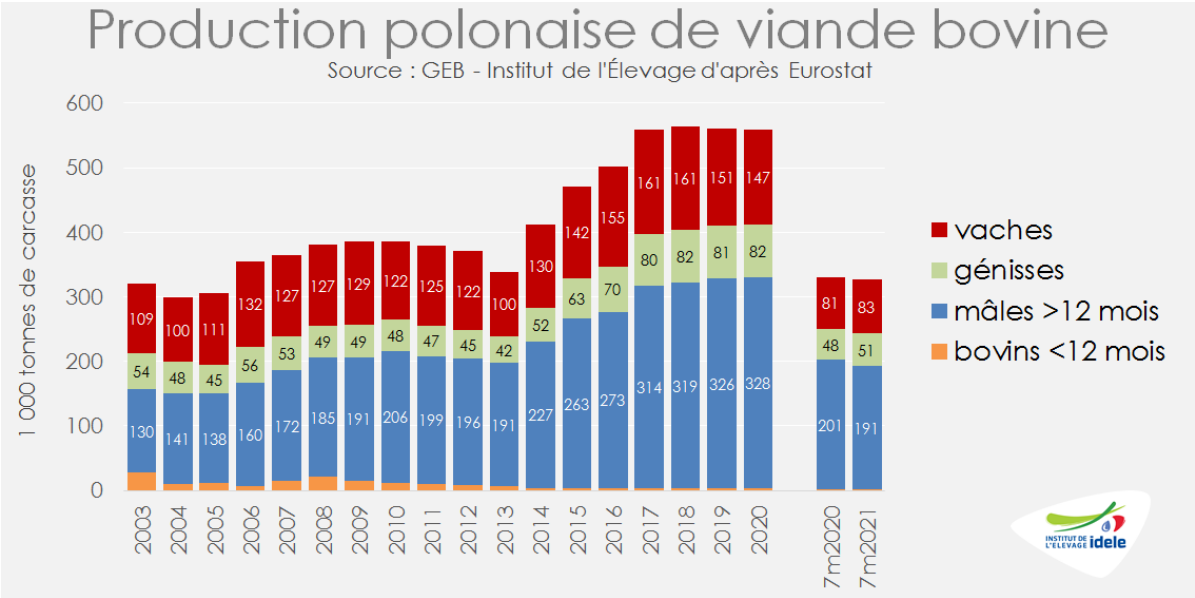
En **Pologne**, le JB O cotait 3,75 €/kg de carcasse en semaine 39 (+30% /2020, +38% /2019 et même +14% /2018). Le manque d'offre, face à la reprise de la demande pour la restauration partout en Europe, continue de tirer les prix.



Les quartiers arrières, dont certaines pièces sont particulièrement demandées en restauration commerciale, ont vu leur prix flamber à partir de mi-mai. D'après les données du Ministère de l'agriculture polonais, le prix moyen sortie abattoir d'un quartier arrière de JB s'établissait à 4,73 € en semaine 39 (+25% /2020, +34% /2019 et +18% /2018). Avec l'automne, les quartiers avants démarrent leur hausse. Ils ont gagné 30 centimes/kg éc en 1 mois pour atteindre 2,90 €/kg de carcasse en semaine 39 (+25% /2020, +30% /2019 et +18% /2018).

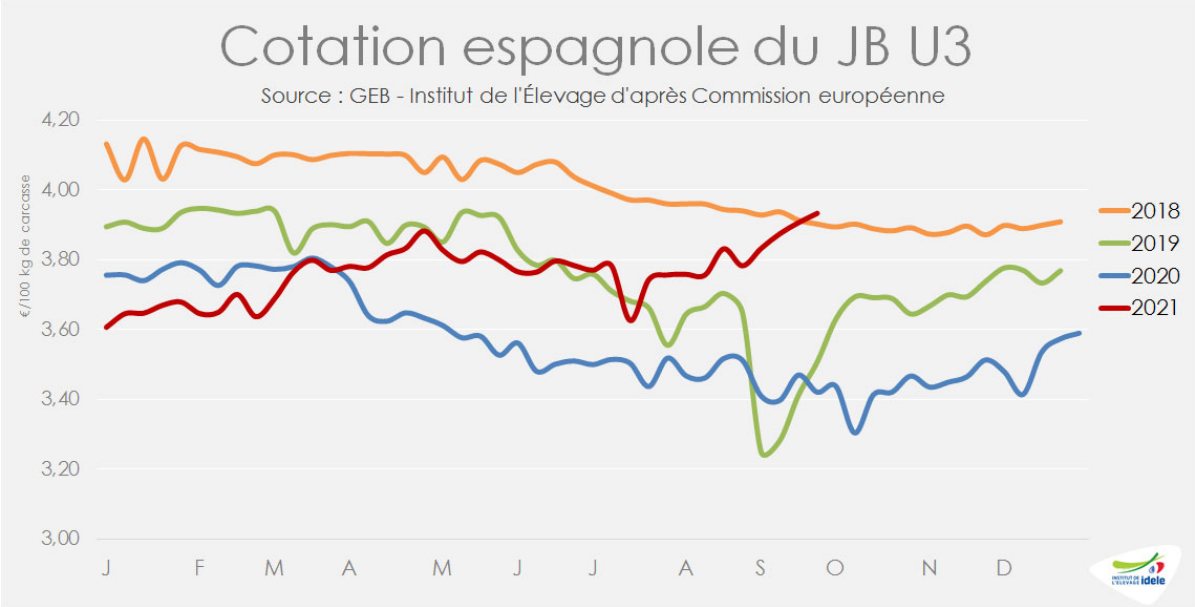


Après une longue période de croissance, la production polonaise plafonne désormais (depuis 2018). Sur les 7 premiers mois de l'année, les abattages de bovins ont totalisé 277 000 tonnes équivalent carcasse (-1% /2020, +2% /2019 et -2% /2018). Pour rappel, 2019 avait été marquée par une crise sanitaire qui avaient conduit à un décalage des abattages sur le 2nd semestre.



Espagne : les prix remontent malgré une offre abondante

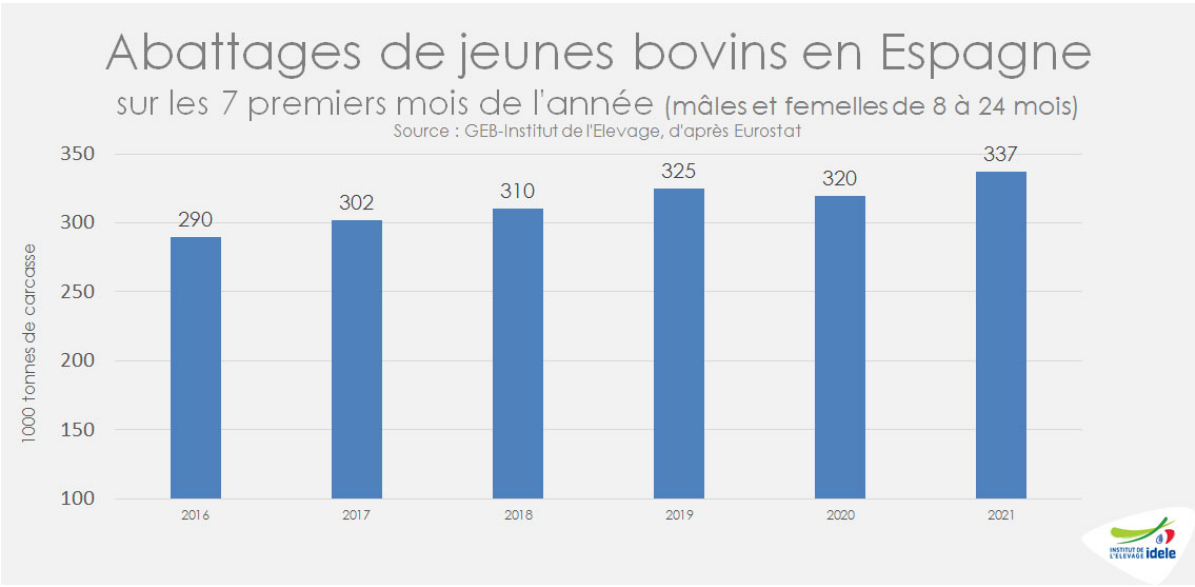
En **Espagne**, la cotation du JB U est remontée à 3,93 €/kg de carcasse en semaine 39 et celle du JB R à 3,85 €/kg. Elles dépassent toutes deux largement leurs niveaux des années précédentes (+15% /2020, +12% /2019) et sont même repassées au-dessus de leur niveau élevé de 2018 (+1%).



D'après les opérateurs, le dynamisme du secteur de la restauration en Espagne permet de maintenir les prix des pièces à griller à de hauts niveaux tandis que la demande croissante sur le marché européen permet de revaloriser les avants chaque semaine. Cette remontée des cours est bienvenue pour les engraisseurs espagnols, très dépendants de l'achat d'aliment, et donc confrontés à une très forte hausse de leurs coûts de production.

Les hausses de prix semblent plus difficiles à passer du côté de l'export en vif, les importateurs algériens et libanais repoussant leurs commandes. Mais la Libye reste aux achats.

Sur les 7 premiers mois de 2021, les abattages espagnols de bovins mâles et femelles de 8 à 24 mois ont totalisé 337 000 tonnes équivalent carcasse (+5% /2020, +4% /2019 et même +9% /2018, année durant laquelle les Espagnols envoyaient encore de nombreux bovins finis vers la Turquie). Ce haut niveau de production explique la pression exercée sur les prix au 1er semestre.

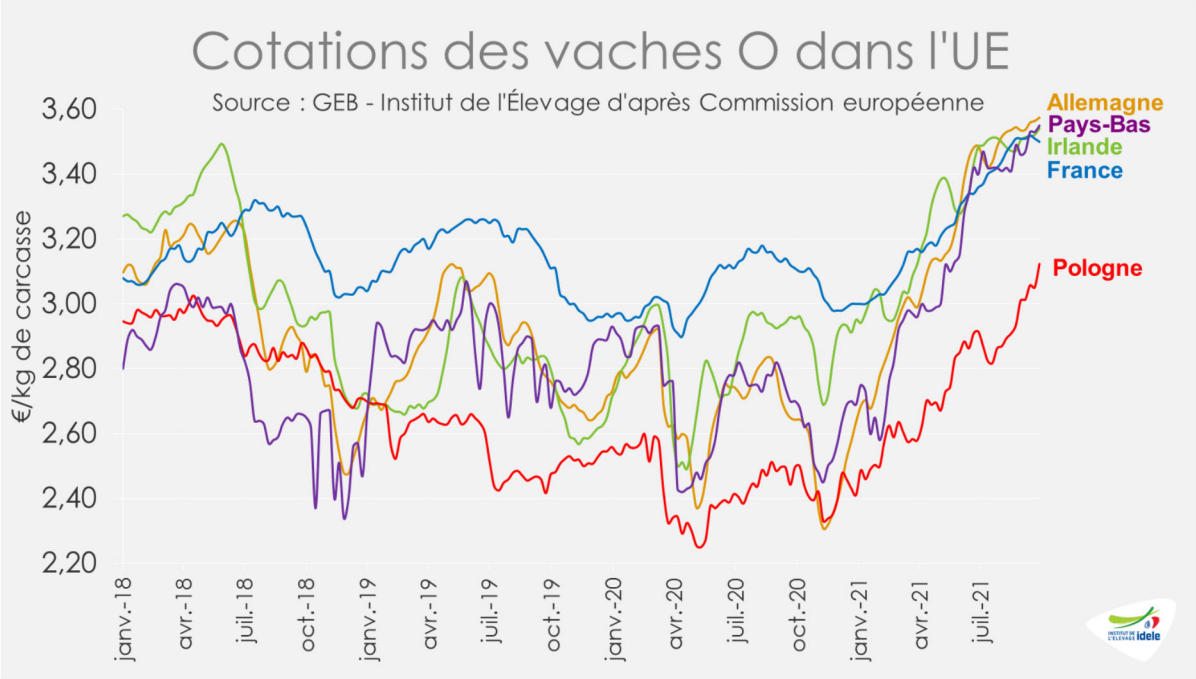


Viandes bovines » Femelles » Europe »

Les cours des réformes toujours au plus haut

Dernière révision le 19 octobre 2021

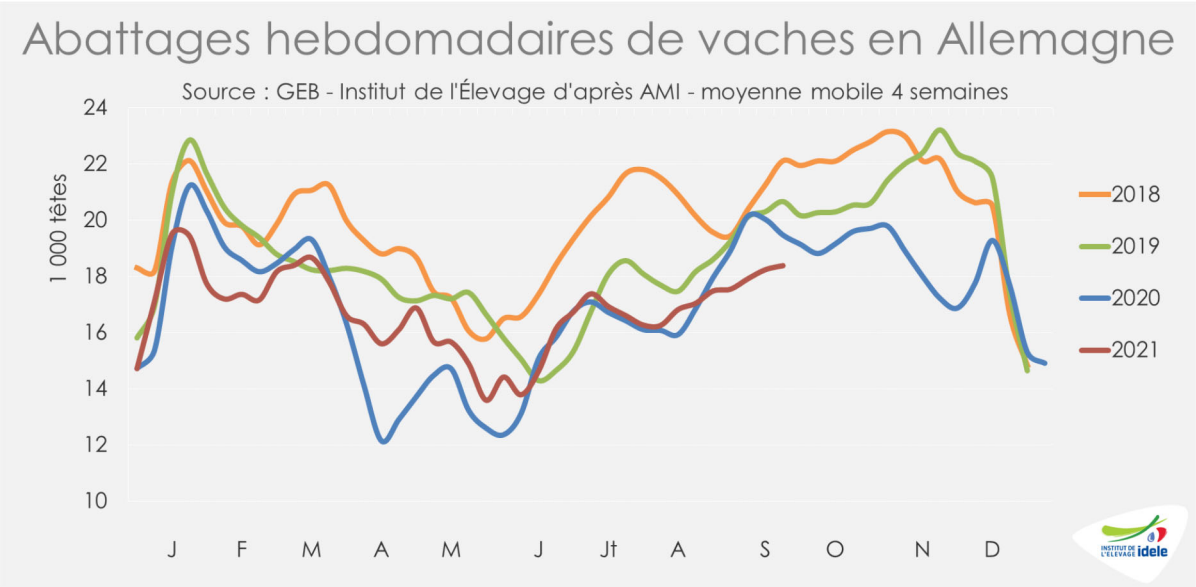
Face à des marchés laitiers dynamiques, qui limitent les réformes, les cours des vaches en Europe continentale sont toujours à la hausse. Certaines cotations ont atteint des niveaux record.



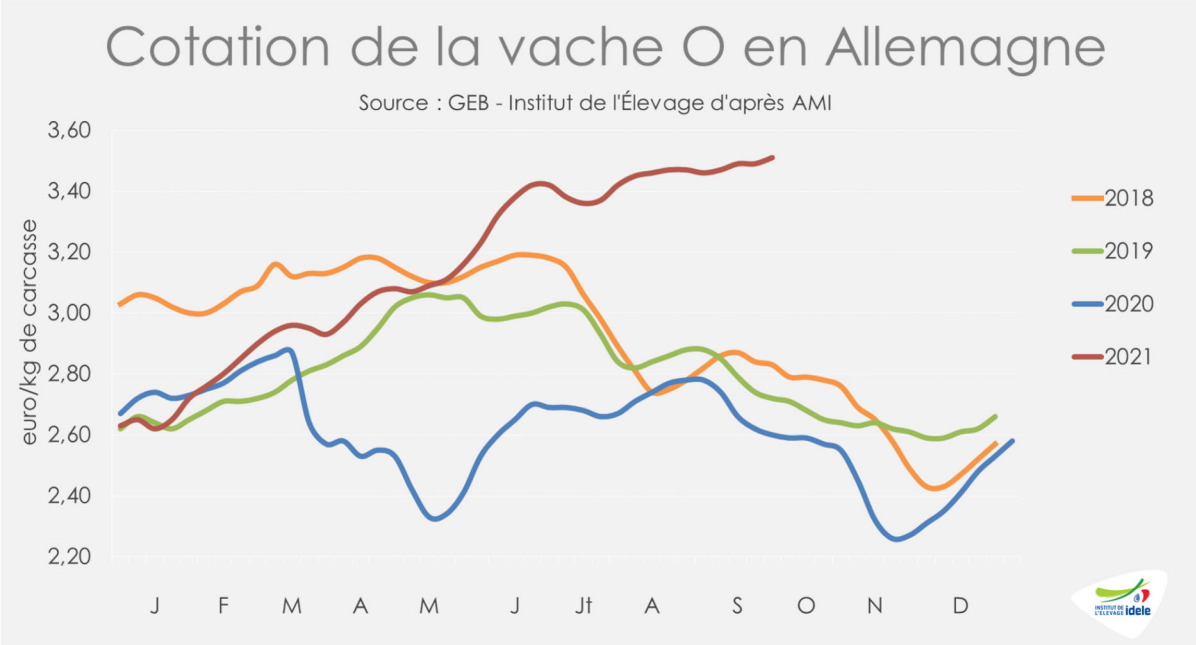
ALLEMAGNE : les cotations des réformes à un niveau élevé

En **Allemagne**, la dernière enquête cheptel de mai faisait état d'une contraction du cheptel de vaches laitières (-2% /2020 à 3,89 millions de têtes) et allaitantes (-2% à 625 000 têtes). Avec une conjoncture laitière plutôt porteuse, l'offre en vaches de réforme reste d'autant plus limitée.

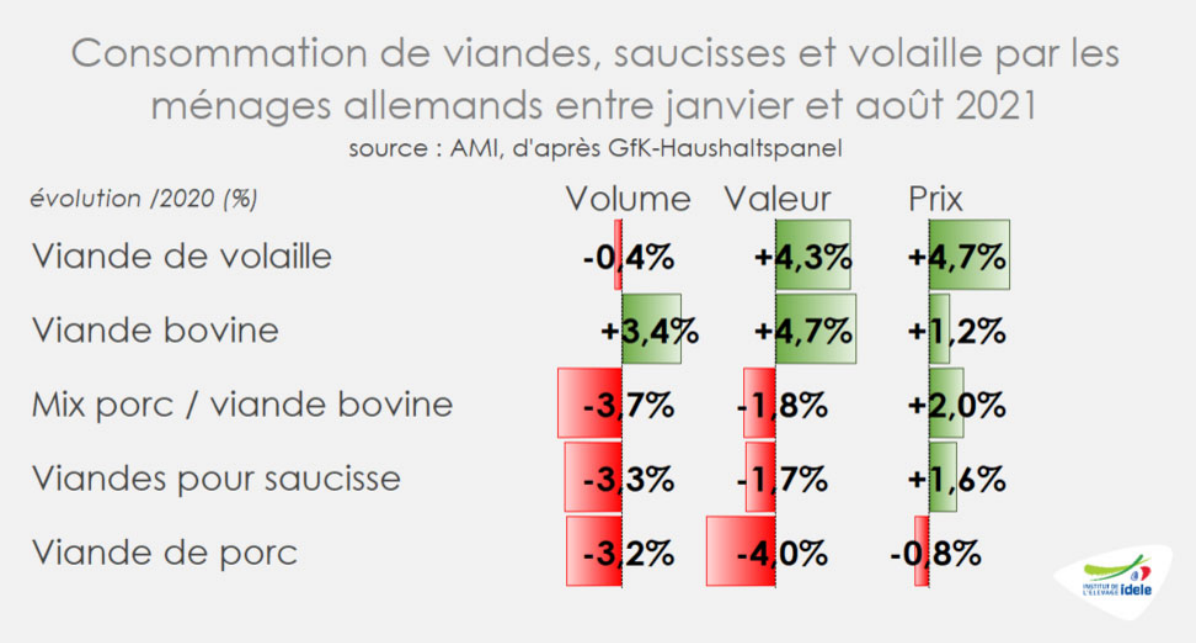
Sur les quatre dernières semaines connues (s.36 à 39), les abattages de réformes restent très en dessous des niveaux des trois dernières années (-6% /2020, -11% /2019 et –17% /2018).



Ainsi, contrairement à la tendance saisonnière habituelle, les prix des vaches ont poursuivi leur hausse. La vache O cotait 3,51 €/kg de carcasse en semaine 39 (+35% /2020 et +29% /2019) un niveau supérieur de 93 centimes à celui du début de l'année !

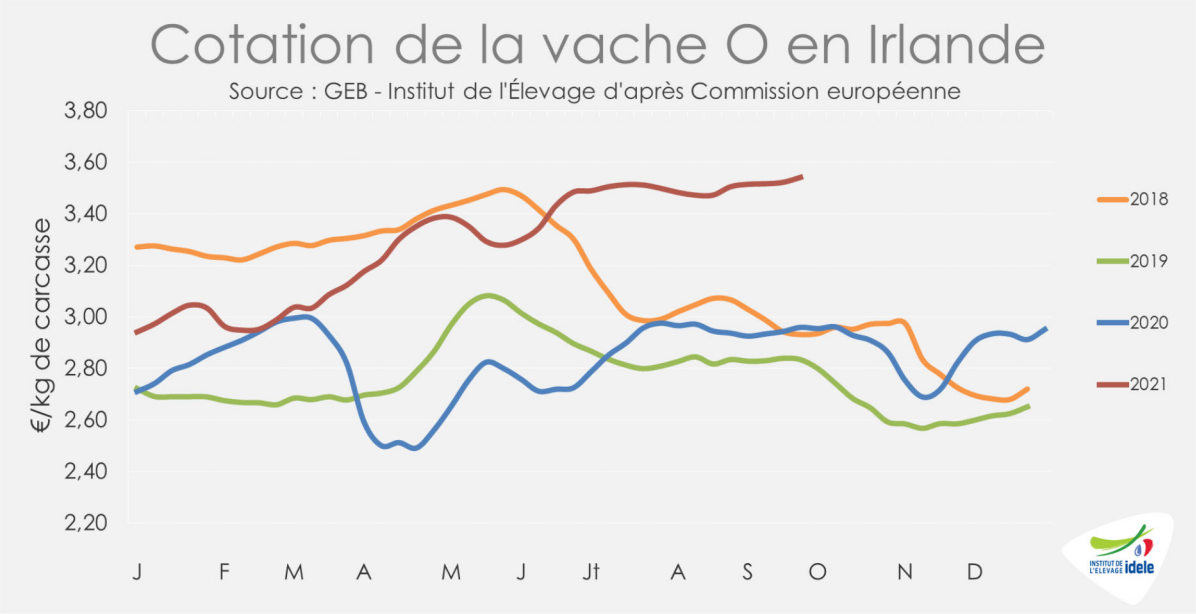


Les ventes au détail de viandes avaient été élevées durant les différentes périodes de confinement, affectées par la fermeture partielle du secteur de la restauration. Avec la levée des restrictions sur la RHD, les ventes au détail se sont récemment tassées. Mais le bilan en volume reste toujours positif pour la viande bovine en cumul sur les huit premiers mois de l'année (+3% /2020). Il est plus contrasté pour la viande de volaille (=), mais surtout pour les viandes pour saucisses (-3%), la viande de porc (-3%) et surtout pour la viande hachée mélangée (-4%), qui avait été plébiscitée en début de pandémie.

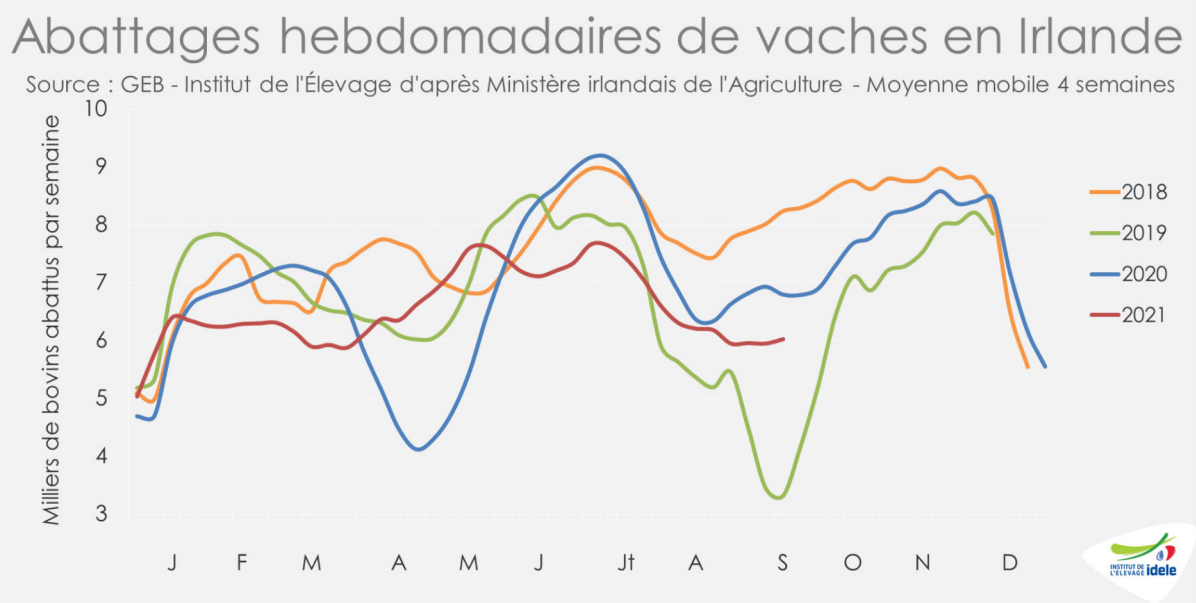


IRLANDE : peu de réformes à abattre et cours soutenus

En **Irlande**, le cours de la vache O reste à un niveau élevé. A 3,54 €/kg de carcasse en semaine 39 (+20% /2020 et +25% /2019), elle a progressé de 4 centimes en un mois (+1%). Ce niveau n'avait plus été atteint depuis l'été 2015.

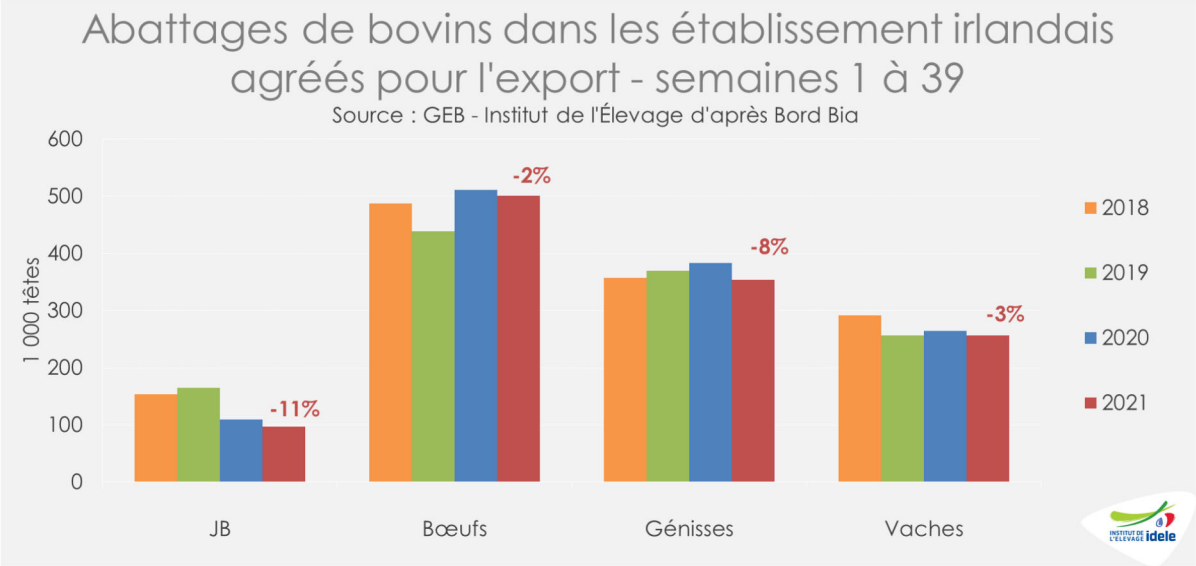


Là aussi, le manque d'offre explique la dynamique des prix. En effet, d'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'Agriculture irlandais, les abattages de réformes sont demeurés très limités dans les abattoirs agréés pour l'export (-11% /2020 sur les semaines 36 à 39).



Les abattages de « *Prime Cattle* » (animaux jeunes) ont été cependant plus intenses. Ceux de génisses (+7% /2020) comme de bœufs (+5%) ont progressé sur les quatre dernières semaines, tirés par la demande des enseignes britanniques. Les menaces de pénuries au Royaume-Uni poussent la distribution britannique à s'approvisionner chez son voisin irlandais et cela pourrait durer encore plusieurs mois (voir chapitre Royaume-Uni).

En cumul depuis le début de l'année, les abattages ont été en retrait pour toutes les catégories : vaches (-3% /2020), génisses (-8%), bœufs (-2%) et surtout JB (-11%). La progression de la production de jeunes mâles entiers pour l'Europe continentale en anticipation du *Brexit* observée en 2019 n'a pas perduré.



L'offre irlandaise devrait rester limitée en 2021. Les résultats provisoires de l'enquête cheptel irlandaise de juin montrent en effet une forte baisse des effectifs de bovins destinés à l'abattage âgés de deux ans et plus (-10% /2020). Les effectifs de bovins âgés de 1 à 2 ans étaient en revanche en progression (+6% ou +103 000 têtes), ce qui pourrait donner lieu à une hausse de production en 2022.

En attendant, le recul du nombre de vaches allaitantes sur un an (-4% /2020 à 940 000 têtes) a été compensé par une augmentation de vaches laitières (+2% à 1,6 million de têtes). Le cheptel total de vaches atteignait 2,5 millions de têtes, relativement stable d'une année sur l'autre.

Cheptel de bovins en Irlande au 30 juin

Source : Central Statistics Office Ireland

1 000 têtes	2019	2020	2021	2020 /2019
Cheptel total	**7 209**	**7 314**	**7 359**	**+1%**
Cheptel reproducteur	**2 560**	**2 603**	**2 595**	**=**
Vaches laitières	1 505	1 568	1 605	+2%
Vaches allaitantes	1 000	983	940	-4%
Taureaux*	55	52	50	-4%
Total cheptel non reproducteur	**4 651**	**4 712**	**4 764**	**+1%**
>2ans	***794***	***799***	***719***	***-10%***
Mâles**	403	410	364	-11%
Femelles***	391	389	355	-9%
1-2 ans	***1 849***	***1 796***	***1 899***	***+6%***
Mâles	838	790	864	+10%
Femelles	1 011	1 006	1 035	+3%
<1an	***2 008***	***2 117***	***2 146***	***+1%***
Mâles	940	1 013	1 028	+2%
Femelles	1 068	1 104	1 118	+1

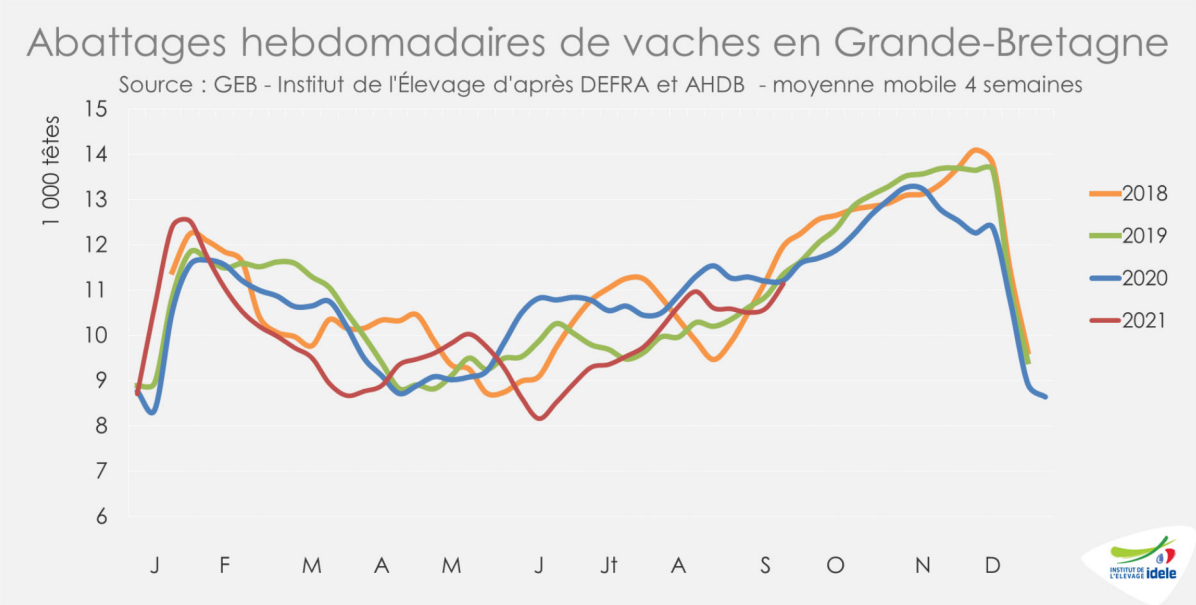
** taureaux reproducteurs uniquement / ** hors taureaux reproducteurs / *** hors vaches*

ROYAUME-UNI : les cotations des réformes refluent

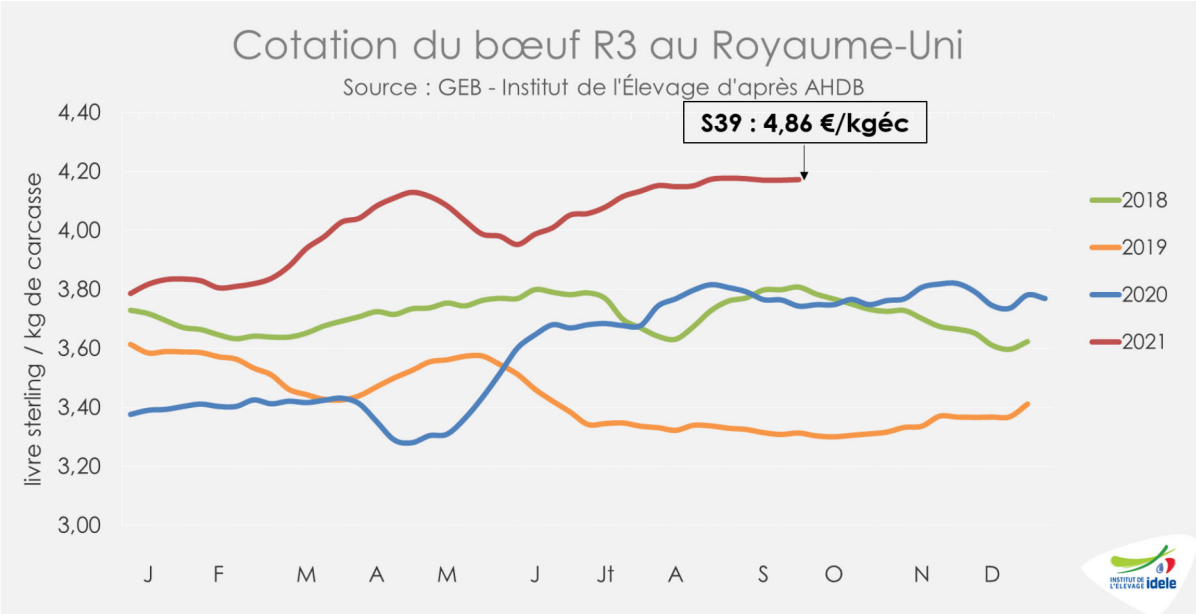
Au **Royaume-Uni**, l'industrie bovine britannique a été affectée par plusieurs difficultés au cours des dernières semaines :

- Les fermetures temporaires de certaines usines d'engrais ont perturbé la disponibilité en CO_2 indispensable pour maximiser la durée de conservation de la viande dans les emballages de vente au détail.
- La disponibilité en personnel dans les abattoirs et salles de découpes reste problématique après le Brexit : le secteur est très employeur de main d'œuvre étrangère.
- La pénurie globale de chauffeurs routiers en Grande-Bretagne se poursuit (pour la même raison), ce qui a un impact en amont et en aval de la chaîne d'approvisionnement.

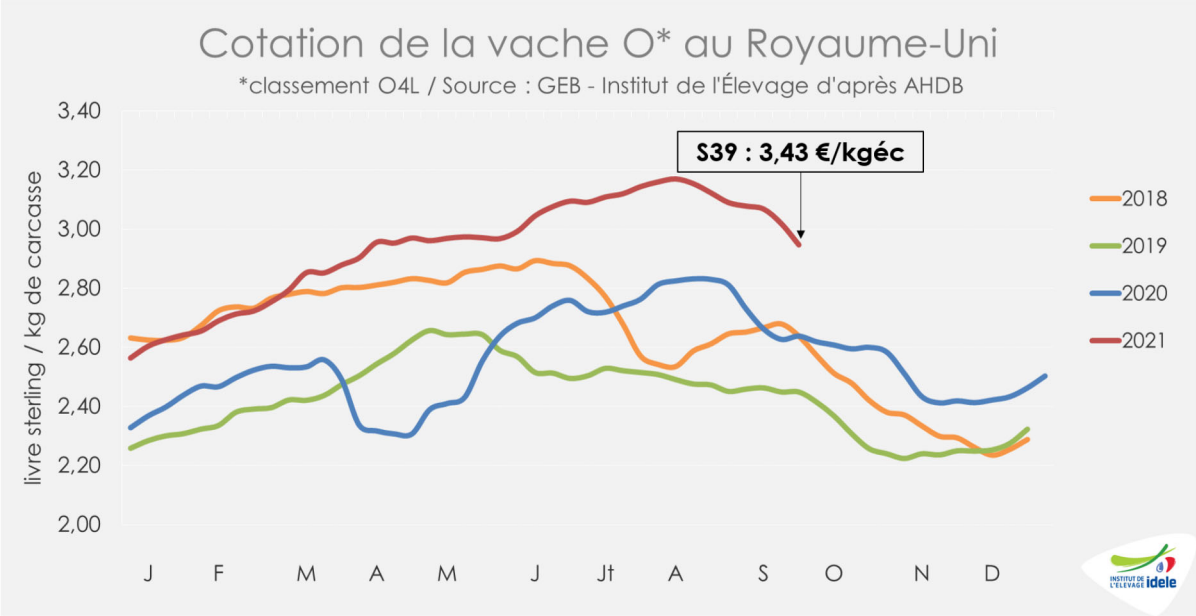
Récemment (s.36 à 39), les abattages de gros bovins ont été plutôt contenus (=/2020 et -8% /2019). La majorité des catégories de bovins ont été concernées. Sur les quatre dernières semaines connues (s.36 à 39), les abattages de vaches étaient ainsi toujours en retrait (-1% /2020 et -2% /2019).



Avec une demande plutôt dynamique, les cotations des animaux jeunes (« *prime cattle* ») sont restées relativement stables à des niveaux élevés. La cotation de la génisse R3 dépassait les 4,16 £/kg de carcasse (+11% /2020 et +26% /2019) quand celle du bœuf R3 atteignait 4,17 £/kgéc en semaine 39 (+11% /2020 et +26% /2019) soit 4,86 €/kg de carcasse.

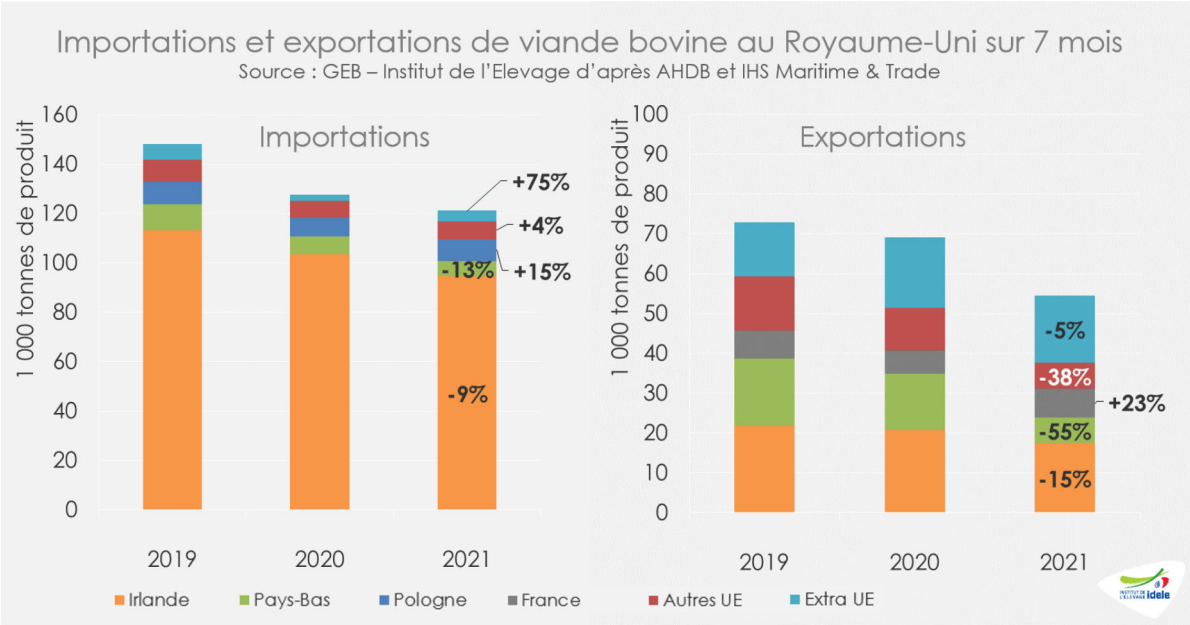


En revanche, les cotations des réformes ont poursuivi leur reflux saisonnier habituel. Elles restent cependant à des niveaux élevés. Avec 13 pence de moins en un mois, le cours de la vache O atteignait tout de même 2,95 £/kg de carcasse en semaine 39 (+12% /2020 et +20% /2019), soit 3,43 €/kg.



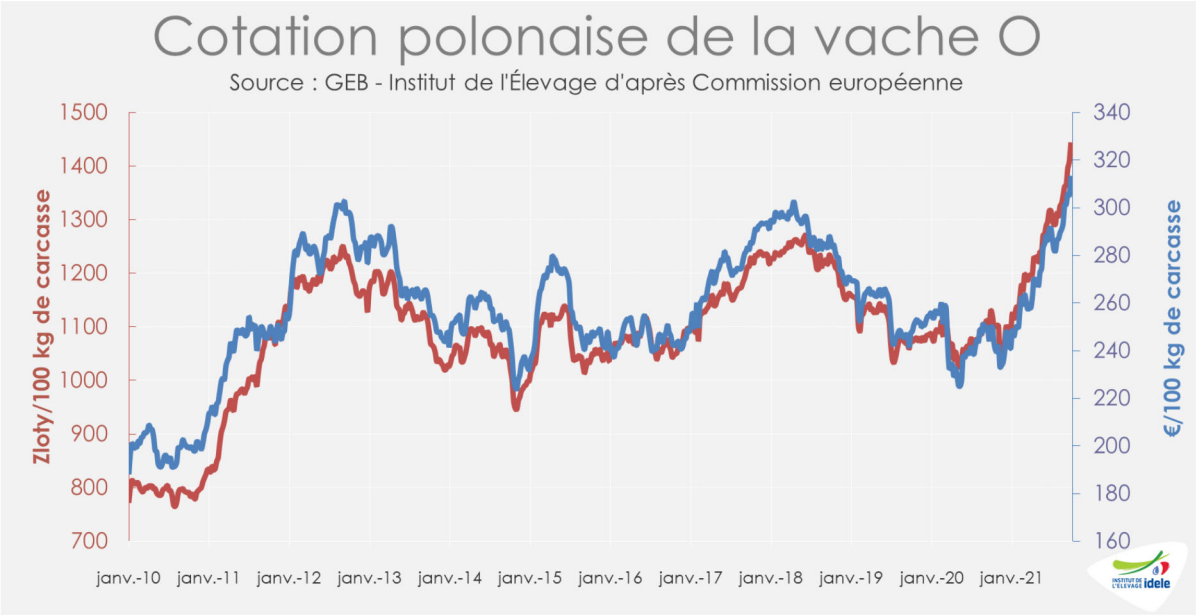
Le commerce extérieur britannique a poursuivi son redressement partiel en juillet dernier après un début d'année compliqué. Le Royaume-Uni a importé 19 800 tonnes brutes de viande bovine réfrigérée et congelée en juillet (+15% /2020). Les envois depuis l'Irlande ont été dynamiques (+9% à 15 000 tonnes). D'autres origines ont réalisé de bonnes performances comme la Pologne, les Pays-Bas, l'Espagne et l'Uruguay. En cumul sur 7 mois, ce sont 121 200 tonnes qui ont été importées au Royaume-Uni (-5% /2020).

Le Royaume-Uni a exporté 9 600 tonnes de viande bovine en juillet 2021 (+8 % /2020), notamment vers la France (+45% /2020 à 1 300 tonnes). Certains exportateurs britanniques trouveraient désormais plus facile sur le plan administratif d'exporter d'abord vers la France, puis de réexpédier la viande vers d'autres destinations européennes. En cumul sur 7 mois, le Royaume-Uni a exporté 54 600 tonnes de viande bovine réfrigérée et congelée (+21% /2020).

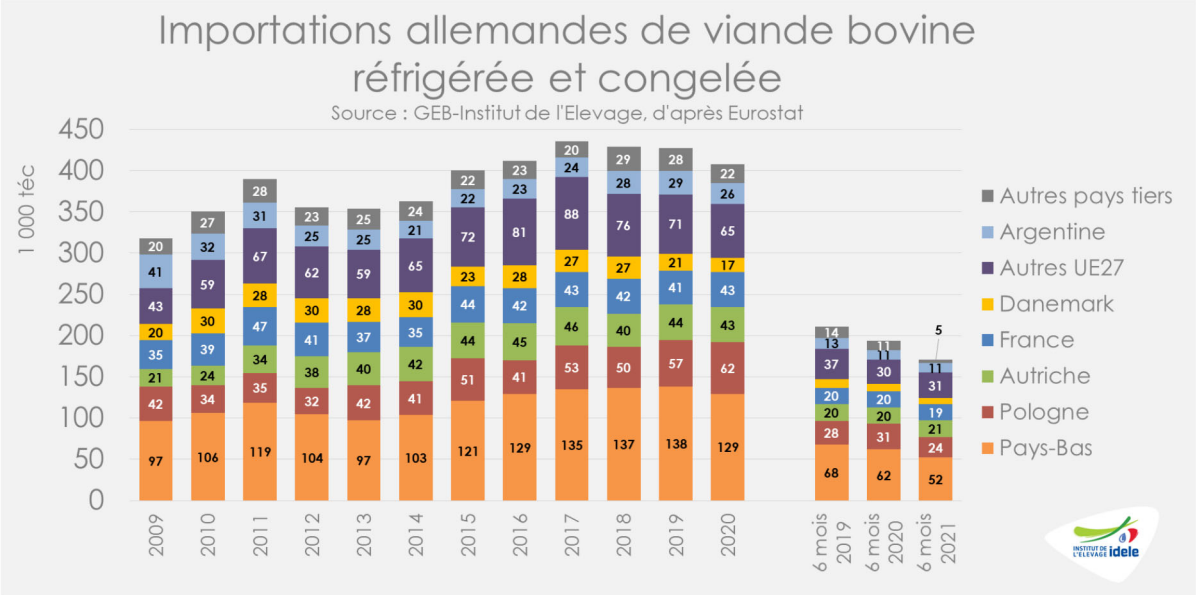


POLOGNE : des cours à des niveaux exceptionnels

Le marché polonais des réformes bénéficie plus que jamais du « retour à la normale » de la restauration un peu partout à travers l'UE. La cotation de la vache O polonaise a dépassé des sommets jusqu'ici jamais atteints. En semaine 39, elle a atteint 3,12 €/kg de carcasse (+28% /2020 ; +29% /2019). C'est 12 centimes de plus qu'il y a un mois (+4%). Avec la légère dépréciation de la devise polonaise à la fin de l'été, la progression est encore plus marquée en zloty (+31% /2020 et +36% /2021).



Sur le 1er semestre 2021, le commerce extérieur polonais de viande bovine s'est déjà redressé. Les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée ont atteint 212 000 téc (+1% /2019 et 2020). Les expéditions ont notamment progressé vers l'Allemagne (+13% /2020 à 39 600 téc) et des destinations jusqu'alors plus secondaires, dont la France (+9% /2020 à 14 300 téc).



Viandes bovines » Maigre »

La hausse est désormais bien enclenchée

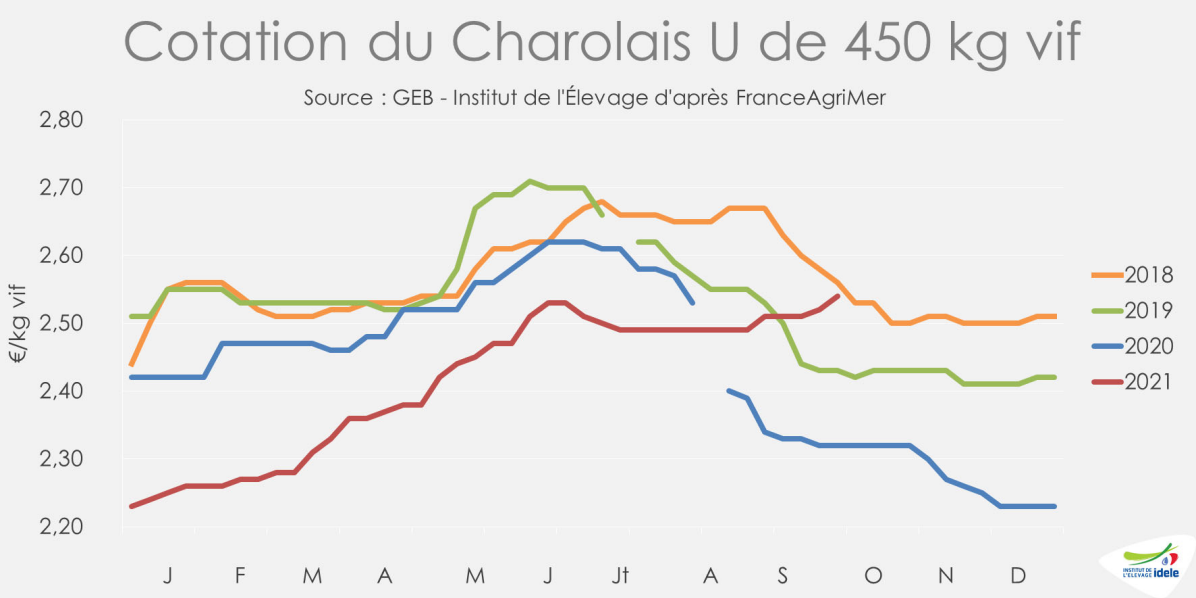
Dernière révision le 19 octobre 2021

Les prix des broutards ont tardé à suivre la remontée des cotations européennes du JB mais la hausse, à rebours de la tendance saisonnière, est désormais bien enclenchée. L'offre en gros bovins maigres français est limitée. La décapitalisation allaitante se poursuit, faisant reculer les naissances. Les bonnes disponibilités fourragères ne pressent pas les sorties chez les naisseurs et accroissent la demande des ateliers d'engraissement italiens.

Les prix des Charolais ont retrouvé leur niveau de 2018

Les cours des broutards ont poursuivi leur progression tout au long du mois de septembre, du jamais vu à cette saison où la tendance est habituellement à la baisse. Le pic saisonnier des sorties a été plus mesuré alors même que les bonnes récoltes fourragères et la forte hausse des cours des jeunes bovins partout en Europe ont favorisé les mises en place en Italie. Les broutards ont bénéficié de conditions de pâturage optimales et sont de bonne qualité sans besoin de complémentation au pré.

La cotation du Charolais U de 350 kg a gagné +3 centimes en trois semaines. A 2,68 €/kg vif en semaine 40, elle dépassait de 20 centimes son faible niveau 2020 (+8%) et de 9 centimes celui de 2019 (+3%) se rapprochant des cours 2018 (-2 cts). Le Charolais U de 450 kg, plutôt destiné au marché italien, cotait 2,54 €/kg soit +22 centimes qu'en 2020 (+9%). Les cours des Charolais devraient dépasser leur niveau 2018 dans les prochaines semaines.



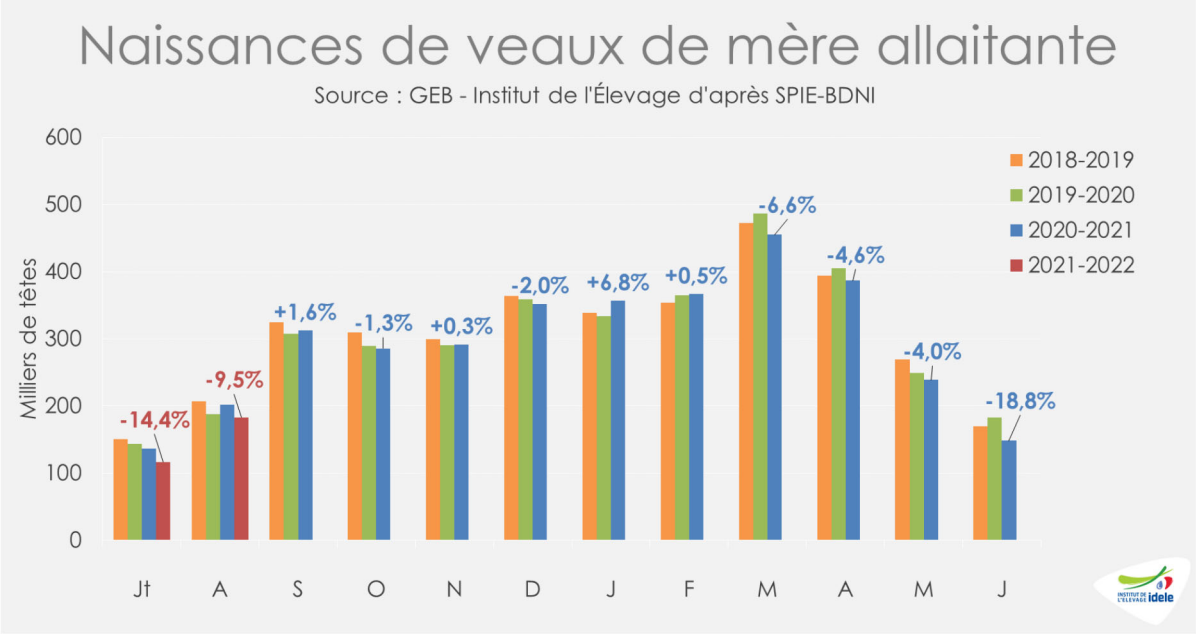
Les cours du Limousin E de 350 kg et du Croisé R de 300 kg ont également progressé et dépassé leur niveau 2020, mais ils restaient encore très inférieurs aux prix 2018 et 2019. A 2,81 €/kg en semaine 40, la cotation du Limousin était supérieure de +4% /2020? mais en repli de -3% /2019. Les Croisés cotaient 2,50 €/kg, soit +5% /2020 mais -1% /2019.

Alors que les cours des laitonnes sont d'habitude relativement stables tout au long de l'année, l'insuffisance de l'offre par rapport à la demande a fait grimper les prix. La Limousine E de 270 kg cotait 2,90 €/kg en semaine 40 (+6% /2020 et +5% /2019) dépassant le prix 2018 (+7 cts) ! La hausse a été plus modérée pour la Charolaise U de 270 kg, dont la cotation s'est établie à 2,68 €/kg (+4% /2020 et de +3% /2019).

Les naissances allaitantes sont en repli depuis mars

Les naissances de veaux de mère allaitante ont totalisé 183 000 têtes en août (-9,5% /2020 ou -19 000 têtes). En cumul depuis janvier 2021, elles ont reculé de -4,6% /2020 (-109 000 têtes). Ce recul est plus marqué pour les Charolais (760 000 naissances soit -5,8% /2020) que pour les Limousins (634 000 têtes soit -3,5%).

La décapitalisation du cheptel allaitant (-2,3% /2020 au 1er août 2021 avec 3 654 000 vaches) n'explique qu'une partie de cette baisse. La chute des naissances allaitantes observée depuis le mois de mars (-8% /2020 de mars à août 2021) s'explique avant tout par les mauvaises conditions de mise à la reproduction de la fin du printemps et de l'été 2020, marqués par une forte sécheresse et un déficit de production fourragère.



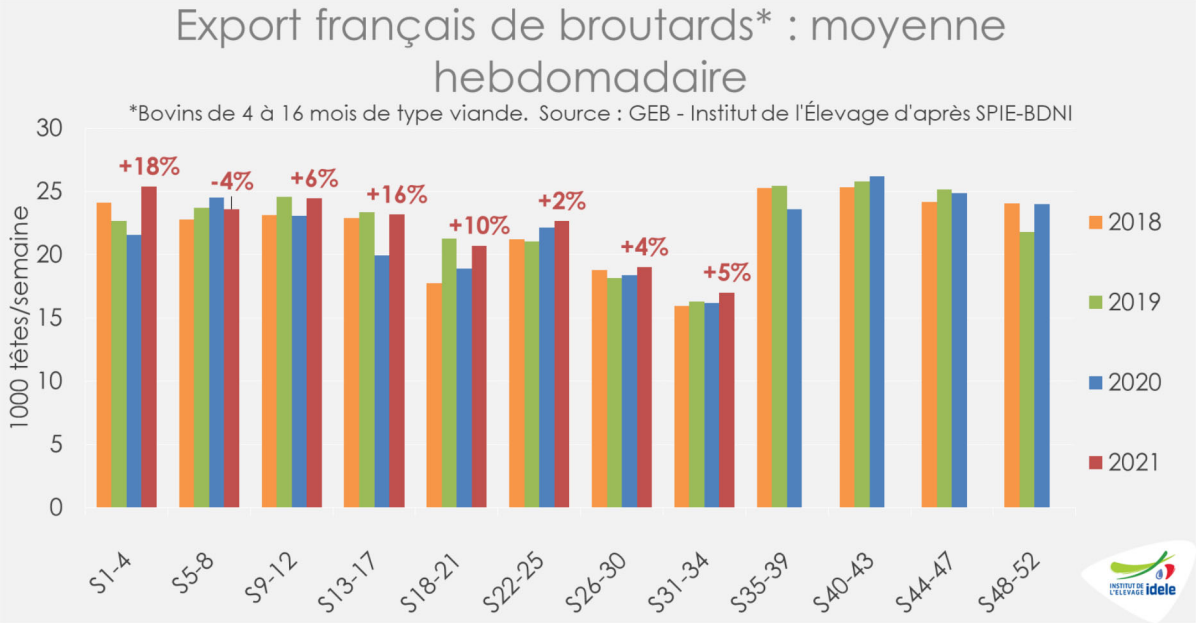
L'offre de broutards en âge d'être exportés assez stable en septembre… avant la baisse

Début septembre, l'offre de broutards en âge d'être exportés était stable. Au 1er septembre, 706 000 mâles allaitants de 6 à 12 mois étaient présents en ferme (= /2020 et -2% /2019).

Mais la disponibilité en gros bovins maigres prêts pour engraissement devrait se réduire dans les prochains mois. En effet, les effectifs de mâles de 0-6 mois présents en ferme sont en baisse du fait de la chute des naissances depuis mars 2021. Au 1er septembre 2021 on dénombrait 697 000 mâles allaitants de 0-6 mois (-9% /2020 et -7% /2019). La baisse des effectifs était particulièrement marquée pour les Charolais (-12% /2020).

Les exportations de bovins vifs ont retrouvé leur niveau 2019

En août (semaines 31 à 34) les expéditions de bovins de 4 à 16 mois de type viande ont progressé de +5% /2020 et de +4% /2019 (68 000 têtes). Les femelles représentaient 31% des envois de la période, alors qu'elles représentent 35% des exportations depuis janvier. Conformément à ce qui a été observé ces dernières années, les importations de laitonnes ont été dynamiques sur les 5 premiers mois de l'année puis ont ralenti.



Les envois français ont totalisé 742 000 têtes sur 8 mois (semaines 1 à 34), soit +6% /2020 et +2% /2019. Cette hausse des exportations a concerné à la fois les femelles (259 000 têtes, +6%) et les mâles (483 000 têtes, +7%). La progression des exportations alors même que les naissances allaitantes se contractent témoigne d'un meilleur dynamisme de l'engraissement en Italie qu'en France.

63 500 broutards ont été exportés **vers l'Italie en août** d'après les données des Douanes (+4% /2020, mais -8% /2019). La demande italienne pour les broutards français ne faiblit pas dans un contexte de hausse du prix de la viande et de réduction des disponibilités partout en Europe. En cumul sur 8 mois, 582 000 broutards ont été envoyés en Italie (+1% /2020 et 2019).

Toujours d'après les Douanes, les **envois vers l'Espagne** ont totalisé 5 000 têtes **en août** (+3% /2020, mais -31% /2019). Les importations espagnoles de gros bovins maigres français sont reparties à la hausse depuis le début de l'année, sans toutefois retrouver leur haut niveau de 2019 : depuis janvier 2021, 82 600 broutards ont été expédiés vers la péninsule ibérique, en hausse de +4% /2020, mais en repli de -21% /2019. Les engraisseurs espagnols continuent de se tourner davantage vers l'achat de veaux laitiers.

Sur les pays tiers, les envois estivaux ont été ralentis comme chaque année pour limiter l'exposition des animaux à de fortes chaleurs. En août, 1 000 broutards ont été exportés vers Isral et aucun animal n'a été envoyé vers l'Algérie. En cumul depuis le début de l'année 2021, les achats des pays tiers ont totalisé 44 000 têtes (+22% /2020 et +7% /2019). Les envois vers l'Algérie n'ont pas retrouvé leur niveau record de 2019 (28 000 têtes depuis janviers 2021, -20% /2019), mais ont néanmoins été plus intenses sur le 1er semestre qu'en 2020 (+2%). Les exportations vers la Tunisie se sont effondrées (200 animaux, -88% /2020). En revanche, les envois vers Isral ont plus que doublé en un an (16 000 têtes, +130% /2020).

Depuis le 1er septembre, les broutards exportés vers l'Espagne doivent être vaccinés

En septembre, d'après les données TRACES des semaines 35 à 39, 53 400 bovins (tous âges confondus) ont été envoyés vers l'Espagne, en repli de -1% /2020 et de -9% /2019. La contraction des exportations cache de grandes disparités : d'après les premières données SPIE-BDNI, les envois de veaux nourrissons auraient décollé en septembre tandis que les exportations de broutards seraient en baisse.

A noter que le règlement FCO a changé pour les envois vers l'Espagne. Jusqu'à présent, le pays acceptait les bovins de plus de 70 jours non vaccinés mais désinsectisés avec un test PCR négatif. Depuis le 1er septembre 2021, seuls les animaux de plus de 70 jours vaccinés depuis plus de 10 jours (2 injections) sont acceptés.

Toujours d'après les données TRACES, les envois vers l'Italie ont totalisé 103 500 têtes sur les semaines 35 à 39 (-5% /2020 et -6% /2019). La demande italienne reste ferme mais l'offre est réduite.

De bonnes perspectives pour les prix des broutards

Les cours des broutards devraient poursuivre leur hausse dans les prochaines semaines avec la réduction saisonnière des disponibilités tandis que les cours des JB devraient continuer à grimper avec l'augmentation de la demande en fin d'année.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

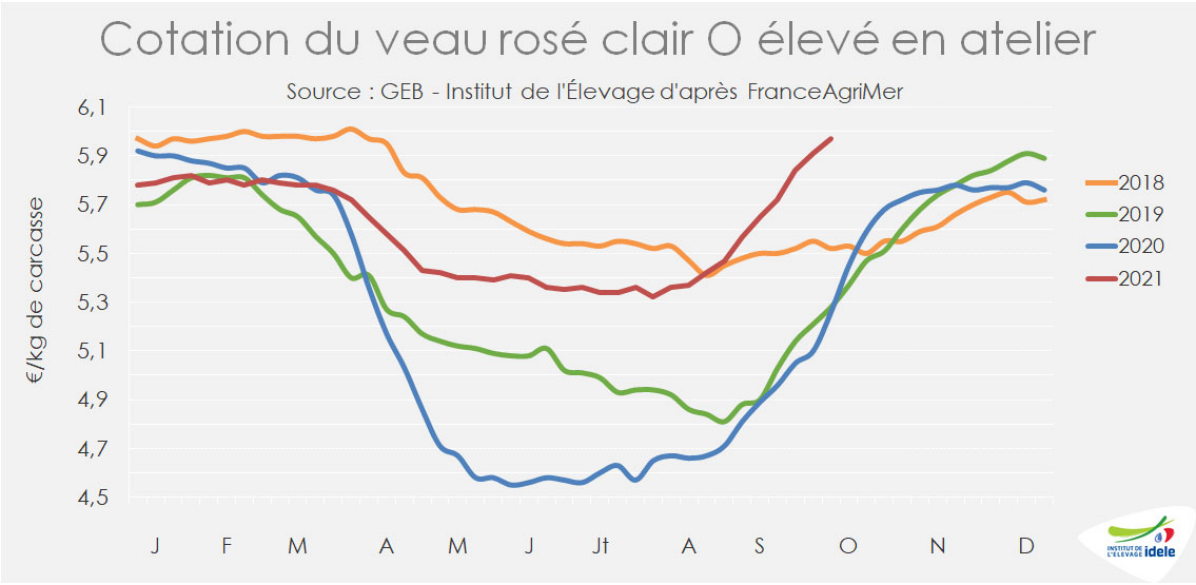
L'offre moindre soutient les cours

Dernière révision le 19 octobre 2021

Les cours des veaux gras n'ont cessé d'augmenter depuis août. L'offre est inférieure à la demande, suite au ralentissement des mises en place depuis mars 2020. Cette hausse est bienvenue dans un contexte de coûts de production toujours plus élevés. Aux Pays-Bas aussi les prix sont particulièrement élevés, avec des abattages stables par rapport à 2020 mais nettement plus modérés qu'en 2019.

La cotation du veau gras est montée en flèche

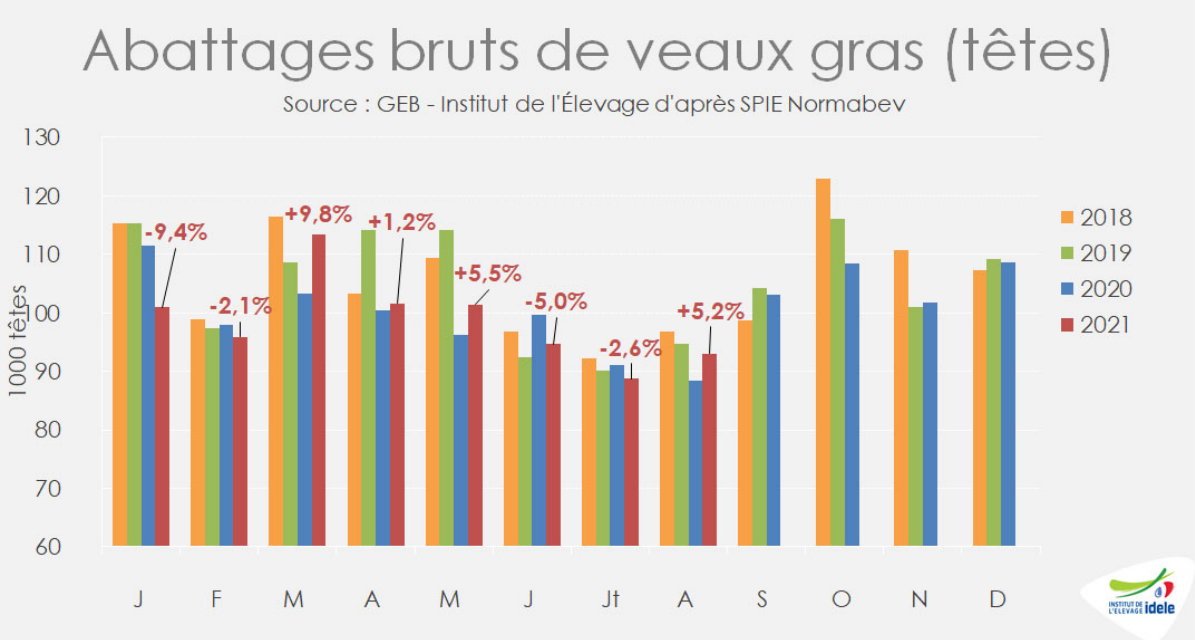
Le cours du veau de boucherie rosé clair O élevé en atelier augmente saisonnièrement à l'automne, la baisse des températures étant favorable à la consommation de viande de veau. Cependant en 2021, le cours a largement dépassé les niveaux des années précédentes, pour atteindre 5,97 €/kg de carcasse en s40. Il se situe bien au-dessus des niveaux de l'année 2019, perturbée par une surproduction en Europe, comme de 2020, impactée par le covid-19 : +14% /2020 (+71 cts) et +13% /2019 (+69 cts). En s40, le cours était encore à +37 cts au-dessus de celui de 2018.



Pour le veau R rosé clair élevé en atelier, la cotation a suivi le même rythme de hausse. Elle se situait en s40 à 6,56 €/kg éc, soit +12% /2020 (+71 cts) et +14% /2019.

Les abattages du mois d'août plus élevés qu'en 2020

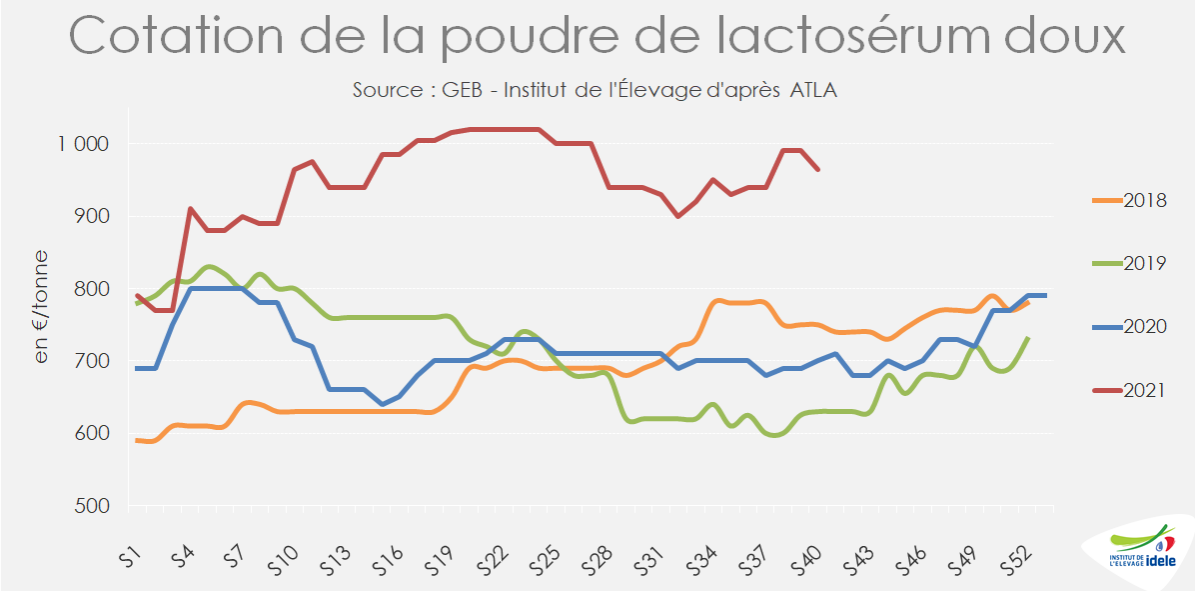
Selon SPIE et Normabev, 93 000 veaux gras ont été abattus en août 2021, soit + 5,2% /2020, alors encore très affecté par le covid-19, mais en recul de -1,8% /2019. A la faveur de la météo d'août fraîche et maussade, la consommation de viande de veau a été dynamique ce qui a accéléré les abattages. En cumul sur janvier-août, 790 000 veaux ont été abattus, un chiffre équivalent à 2020, par contre en net retrait de -4,5% /2019.



En août, la production de viande de veau a totalisé 14 000 téc (+4,7% /2020 et -1,1% /2019). L'anticipation des abattages face à une demande dynamique s'est traduite par un allègement des carcasses à 149,8 kg soit -0,8 kg /2020 (mais +1,1 kg /2019) consécutif à un net rajeunissement des veaux à 190,0 jours (-3,4 jrs /2020 et -0,7 jr /2019).

Les coûts des matières premières toujours au plus haut

Les matières premières sont restées globalement très chères, préoccupant les intégrateurs qui encaissent la hausse du coût de production.

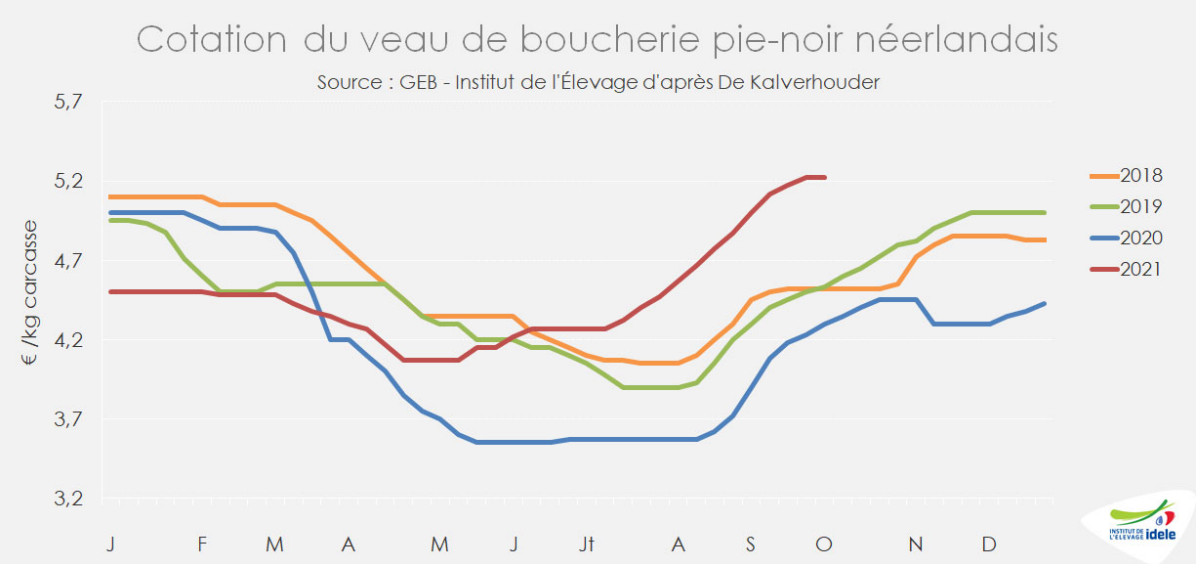


Après une période de reflux, la cotation du lactosérum doux est repartie à la hausse, alors même que la Chine semble désormais en surproduction de viande porcine suite au redémarrage fort de son engraissement il y a un an après la résolution de la pandémie de FPA. En s40, le lactosérum doux cotait encore 965 €/t, en léger retrait par rapport à la semaine précédente, mais à +38% /2020 et +22% /2019.

De son côté, la poudre de lait maigre continuait de s'apprécier et cotait la même semaine 2 710 €/t (+23% /2020). Le prix des aliments fibreux, suivi par l'IPAMPA « autres aliments pour veaux », a reflué légèrement pour la première fois de l'année en août 2021, grâce aux bonnes récoltes, à 112,9 pts mais toujours à +11 pts/ 2020 et 2019.

Aux Pays-Bas : prix élevés et abattages contenus

En s40, le journal *De Kalverhouder* annonçait le prix du veau gras pie-noir néerlandais à 5,22 €/kg de carcasse, un prix record depuis 2013 ! Les mises en place ont été limitées depuis le printemps 2020 et l'offre en veau gras reste contenue, tandis que le redémarrage de la RHD européenne a été plus fort durant l'été 2021 que 2020.



Selon Eurostat, 18 200 téc ont été abattues en juillet, soit -4,3% /2020 et -5,6% /2019. Cumulés sur janvier-juillet, les abattages néerlandais totalisent 125 000 téc, stables par rapport à 2020 mais en net recul comparé à 2019 (-7%). Pour septembre et octobre, les abattages néerlandais seraient de nouveau limités, les abattoirs cherchant à maintenir le prix élevé le plus longtemps possible.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

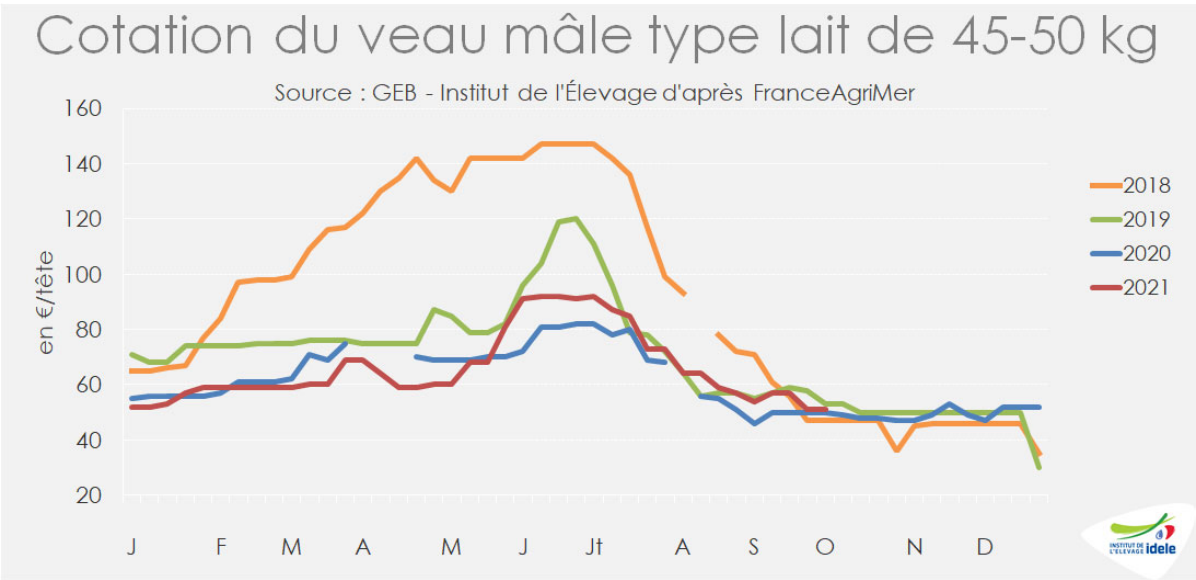
Les cours pâtissent de la baisse de l'engraissement en France

Dernière révision le 19 octobre 2021

En septembre, le prix du veau nourrisson en France était à son plancher automnal du fait du pic des naissances. Les exportations de jeunes veaux vers l'Espagne, très dynamiques depuis le début de l'année, pourraient se poursuivre étant donnée la différence de prix de part et d'autre des Pyrénées. Le marché espagnol reste très demandeur en petits veaux alors que les mises en place de veaux laitiers en France continuent de se réduire.

Cotation au plancher

Au cours du mois de septembre, le cours du veau mâle laitier de 45-50 kg a encore légèrement diminué pour s'établir à 51 €/tête en semaine 40 (+1€ /2020 et -2€ /2019), un faible niveau récurrent depuis 3 ans à l'automne au moment du pic des naissances laitières.

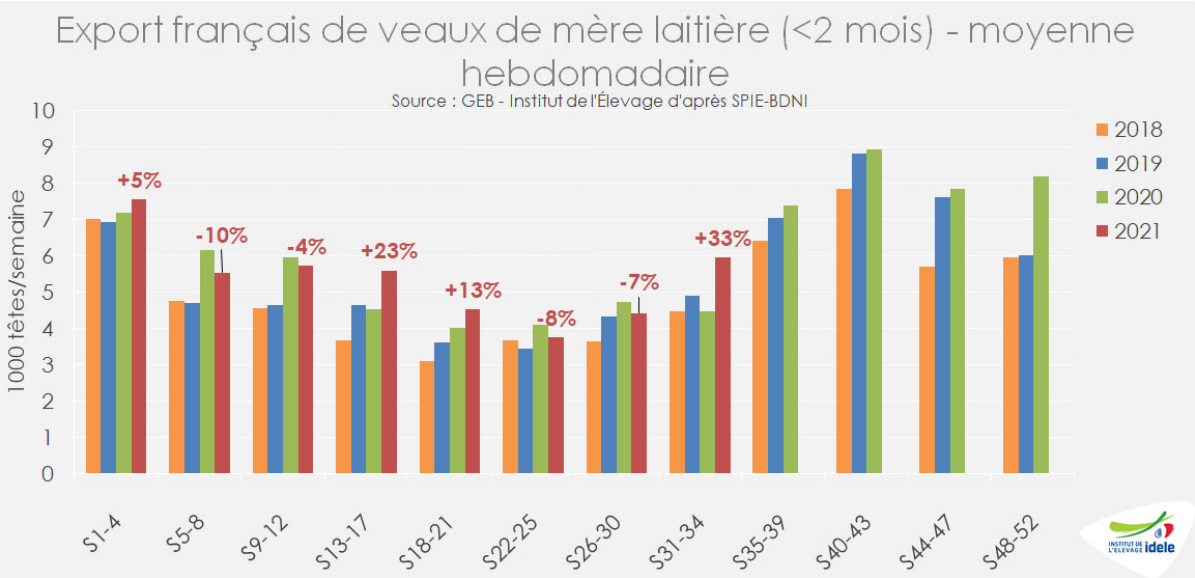


Les naissances de veaux laitiers en recul à l'approche du pic des naissances

En août 2021 selon SPIE-BDNI, 323 000 veaux de mère laitière sont nés en France, en net recul de -3,9% /2020 (-13 000 têtes). Depuis le début de l'année, 2 036 000 veaux de mère laitière sont nés, en recul de -1,9% /2020 et -0,5% /2019, dans le sillage du cheptel de vaches laitières françaises qui était en recul de -1,8% /2020 au 1er septembre (-64 000 têtes).

Les exportations progressent face à une demande française en recul

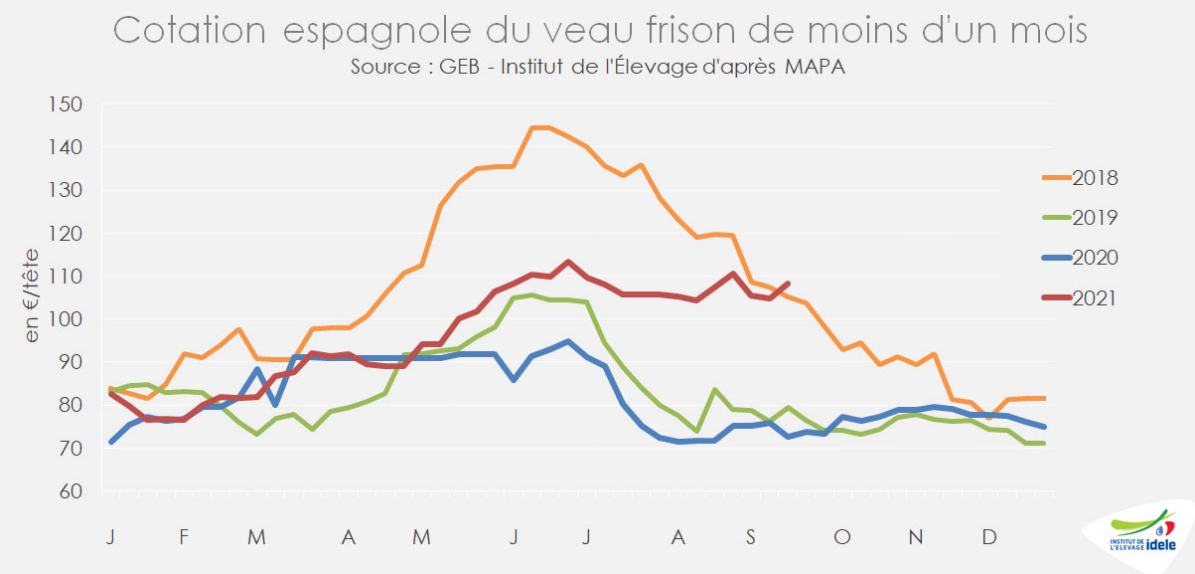
Selon SPIE-BDNI, les exportations de veaux de moins de 2 mois ont atteint 24 000 têtes en août 2021, un bond de +33% /2020 et +22% /2019. Sur les 8 premiers mois de l'année, les exportations de jeunes veaux ont totalisé 188 000 têtes (+5% /2020 et +16% /2019).



En France, les intégrateurs réduisent leurs mises en place depuis le début de la pandémie, et l'engraissement de JB et bœufs laitiers subit toujours une baisse structurelle importante. Les exportations de jeunes veaux vont se poursuivre dans les prochaines semaines avec le pic des naissances laitières.

Pas de baisse saisonnière pour la cotation espagnole du veau frison

En semaine 38 en Espagne, le veau frison de moins d'un mois cotait 108 €/tête, à +49% /2020 et +39% /2019 ! Il a rejoint les prix plus élevés de 2018.



Les engraisseurs espagnols ont continué de demander plus de veaux laitiers, moins chers que les broutards. En effet, ils sont très dépendants de l'achat d'aliment et subissent donc de plein fouet la hausse du prix des céréales et tourteaux depuis le début de l'année, ce qui impacte fortement leur trésorerie. Cette forte demande pour le veau frison a soutenu son cours et poussé les jeunes veaux français de l'autre côté des Pyrénées. La belle hausse du prix du JB espagnol redonne de l'oxygène aux engraisseurs et soutient également le cours du petit veau frison.

Lait bio en France : seule ombre au tableau

Dernière révision le 19 octobre 2021

Les cours des produits laitiers sont fermes et bien orientés, signe de disponibilités limitées en ingrédients laitiers, en premier lieu dans l'UE-27. Malgré une demande internationale plutôt robuste, la croissance de la production de lait de vache s'effondre dans les principaux bassins exportateurs de produits laitiers.

Même si le prix du lait est bien orienté, les éleveurs sont dans l'ensemble confrontés à la hausse des aliments achetés et dans certains pays à des conditions climatiques moins favorables.

En France, comme dans l'UE-27, le sursaut de la collecte observée en août a été de courte durée. En septembre, elle aurait de nouveau baissé d'une année sur l'autre, malgré de bonnes conditions fourragères.

Toujours en France, la conjoncture en lait de vache bio demeure préoccupante. La production poursuit son essor, tandis que la demande des ménages en produits laitiers biologiques continue de refluer. Dans les autres principaux producteurs de lait bio en Europe, le marché est plus équilibré.

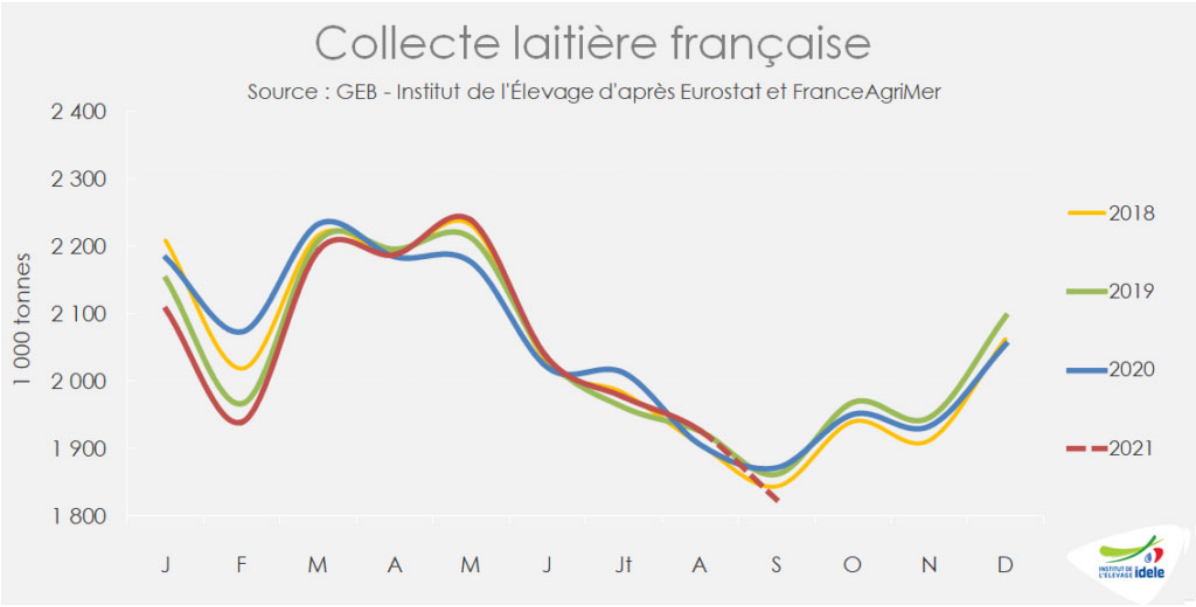
Sursaut passager en France comme dans l'UE-27

Dernière révision le 19 octobre 2021

En août, les collectes se sont redressées (d'une année sur l'autre) en France et en Allemagne après avoir reculé en juillet. Ce rebond semble de courte durée, puisque les livraisons allemandes et françaises auraient de nouveau décroché en septembre. Cet été, le prix du lait a temporairement progressé plus vite que les charges, permettant un léger redressement de la MILC, qui baissait depuis plusieurs mois. Ce redressement devrait être de courte durée, en raison de la flambée du prix des engrais et de l'énergie observée depuis septembre.

France : légère hausse en août

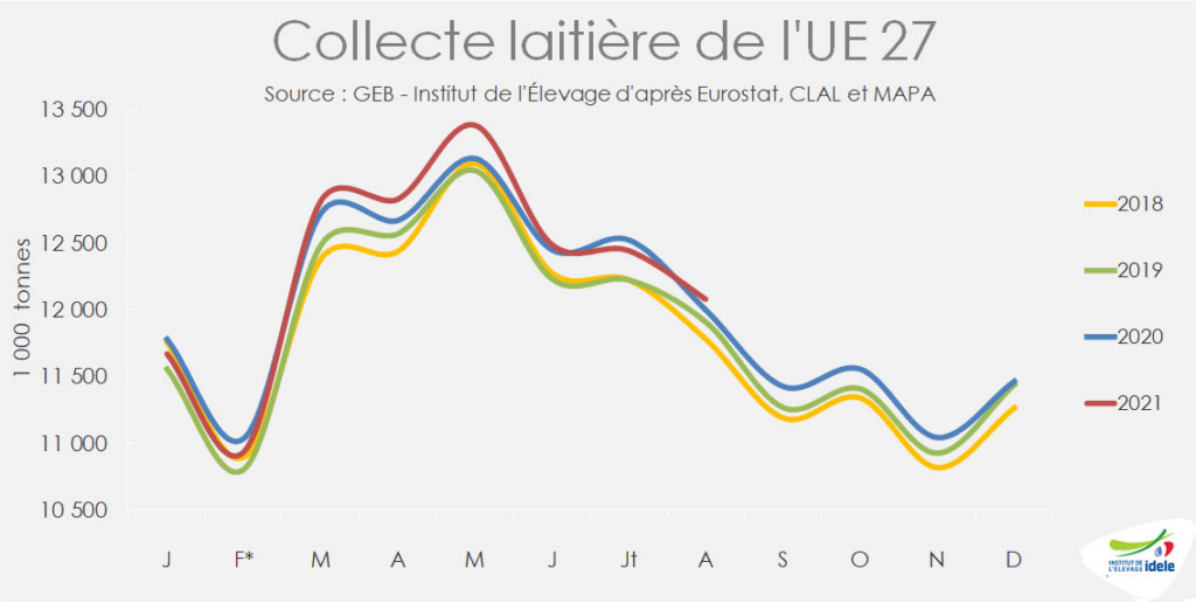
En août, la collecte française s'est établie à 1,927 Mt (+1,1% /2020 soit +21 000 tonnes). Les bonnes disponibilités fourragères et le caractère incitatif de la hausse des prix portent la productivité laitière par vache, et compensent la baisse du cheptel laitier (-1,8% /2020)



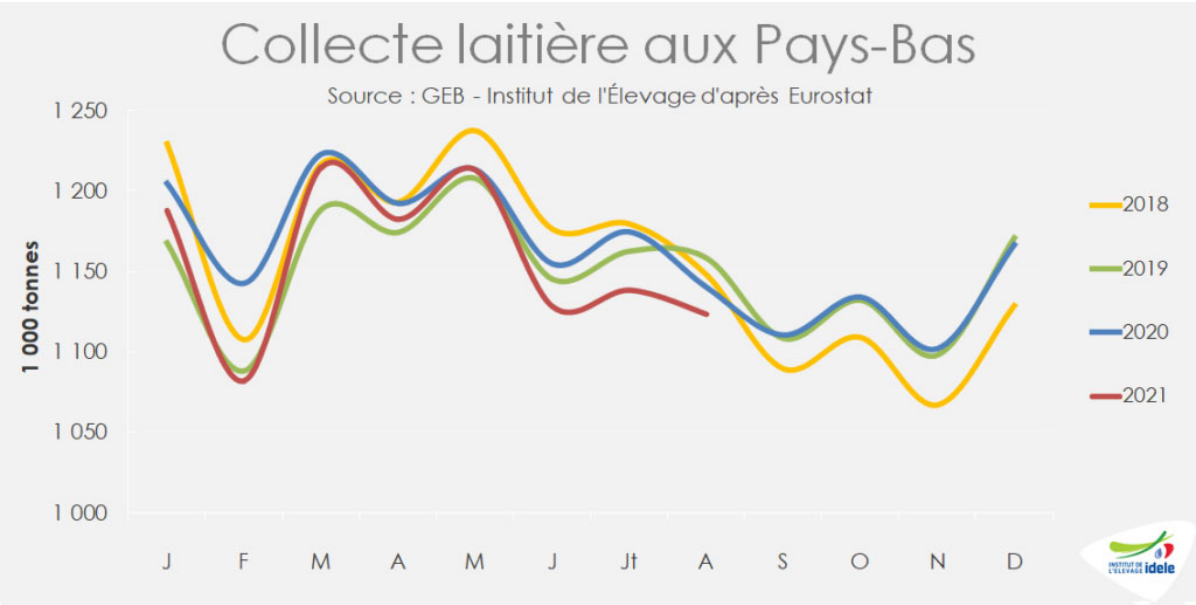
Toutefois, selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, les livraisons auraient fortement décroché en septembre, en particulier dans l'Est. La collecte de septembre se situerait à son niveau le plus bas depuis 2016.

De même que dans l'UE-27

En août, la collecte européenne a crû de +0,7% /2020, après avoir légèrement reculé en juillet. Cette faible progression cache une forte hétérogénéité dans les dynamiques des principaux producteurs européens. Les livraisons ont augmenté en France, en Irlande (+5,4% /2020, soit +48 000 t) et en Italie, mais les collectes allemande et néerlandaise ont reculé (respectivement de -1,1% /2020 et -1,5% /2020).



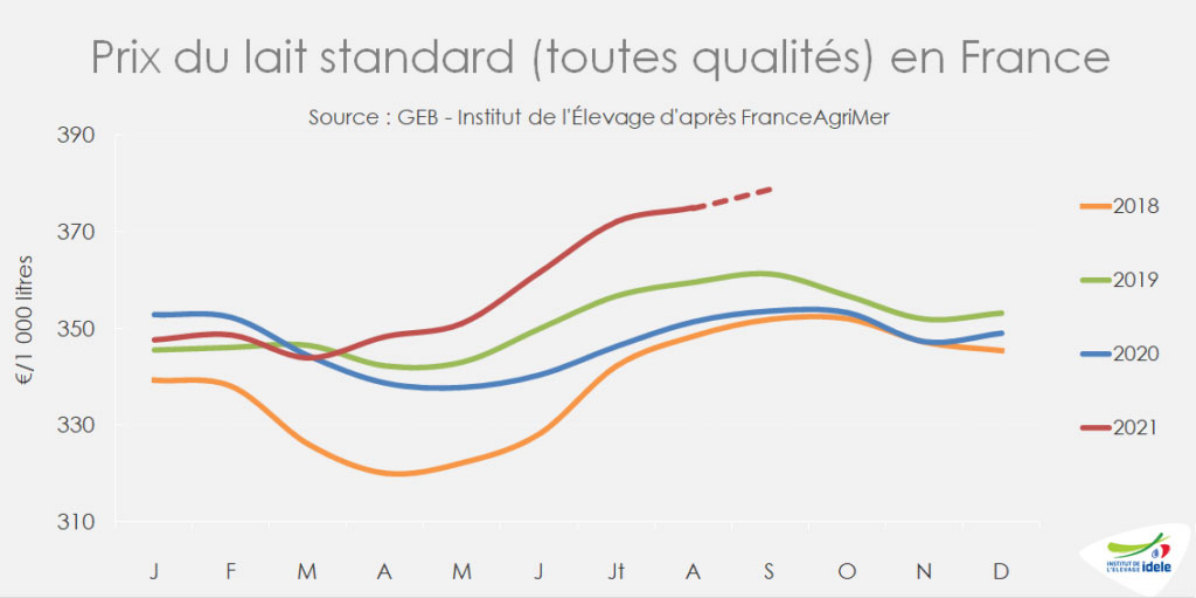
La collecte néerlandaise a fortement décroché cet été, connaissant même une chute de -3,1% /2020 en juillet. En août, elle est tombée 7% en dessous de son niveau de 2016. Cette baisse de la production est principalement liée à deux facteurs. Premièrement, la forte dépendance des exploitations néerlandaises aux aliments achetés (dont les prix flambent) pèse sur la productivité laitière. Ensuite, les réglementations sur les émissions d'azote et de phosphate limitent le potentiel productif.



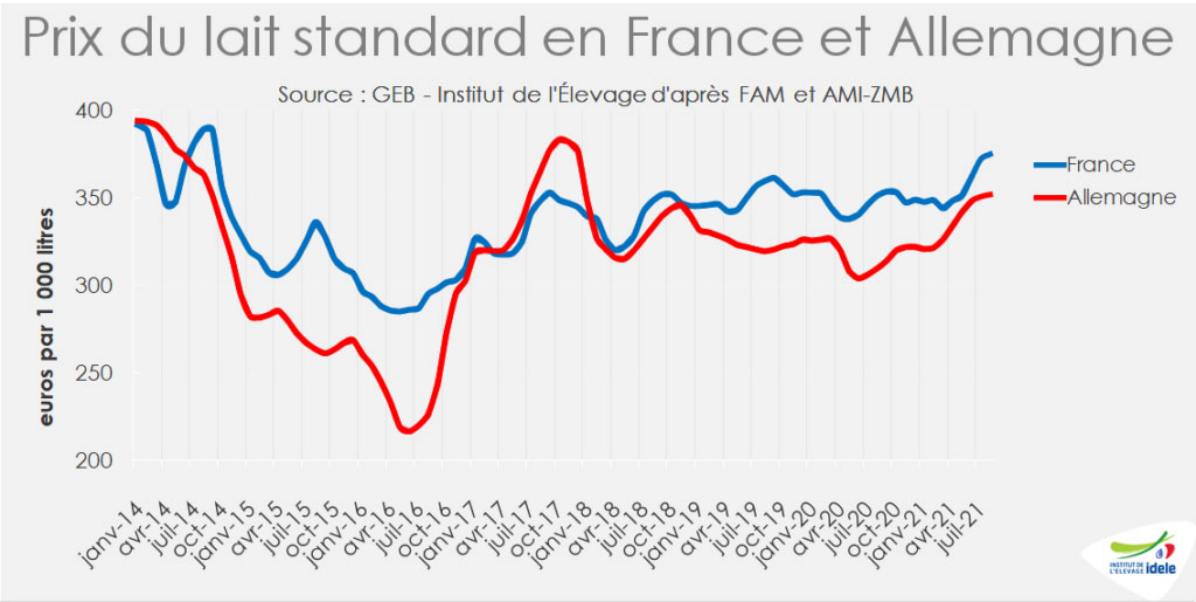
La collecte européenne devrait céder du terrain en septembre, au regard du recul significatif des livraisons hebdomadaires en Allemagne et en France , d'après les enquêtes d'AMI et de FranceAgriMer. Le décrochage des collectes des trois principaux pays producteurs européens (Allemagne, France et Pays-Bas) se traduit par de très faibles disponibilités en lait et une envolée du prix du lait vrac vendu sur le marché spot. Selon la revue *l'Eleveur laitier*, il s'élevait début octobre à près de 490 €/1 000 l mais ne concernait que très peu de transactions.

Hausse des prix équivalente en France et en Europe

En France, d'après FranceAgriMer, le prix standard tous laits confondus s'est établi à 375 €/1 000 l en août, soit +0,8% en un mois. Il affiche une hausse de +6,7% /2020. Il s'agit du plus haut niveau pour un mois d'août depuis 2014. Cet été, l'évolution du prix a été conforme à la saisonnalité habituelle, et suit la pente de l'an dernier, mais à un niveau sensiblement supérieur. La progression est légèrement plus prononcée sur le seul lait conventionnel, dont le prix standard a atteint 356 € en août (+1,3% sur un mois, +7,1% /2020). En septembre, la progression du prix devrait s'être légèrement s'accentuée.



Étant moins connecté (et donc moins réactif) au marché des commodités laitières que ses voisins du Nord de l'Europe, le prix du lait en France avait crû moins vite que la moyenne européenne au printemps. Il opère depuis 3 mois un rattrapage de cette hausse et creuse de nouveau l'écart avec le prix allemand de même composition (+23 € contre +9 € en mai).



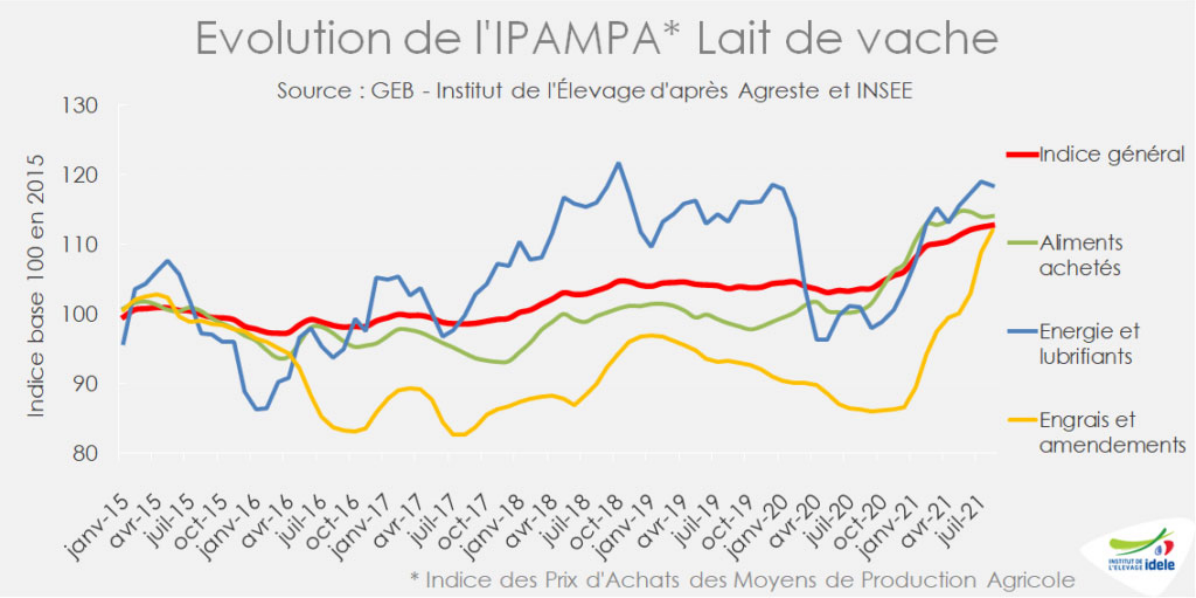
Bonne orientation des principaux indicateurs utilisés dans les formules de prix français

Cette année, l'habituelle baisse du prix à l'automne pourrait être plus mesurée, car la bonne conjoncture pourrait neutraliser en partie l'effet saisonnalité, au regard de la bonne orientation des indicateurs les plus utilisés dans les formules de prix appliquées par les laiteries.

- La bonne orientation des cours du beurre et de la poudre maigre observée début octobre pourrait persister dans les prochains mois malgré le tassement de la demande chinoise. Le fort ralentissement de la croissance dans les grands bassins exportateurs limite les disponibilités de lait (voir article collecte Monde), et pourrait
- soutenir les prix.
  Le prix du lait allemand -souvent utilisé dans les formules de prix comme indicateur de valorisation des produits
- de grande consommation exportés- connaît depuis mai une progression peu prononcée, mais continue.
  De même la hausse des coûts de production pourrait se répercuter sur le prix du lait dans les accords avec prise en compte du prix de revient du lait de vache.

Accalmie très temporaire de la hausse des charges en août

En août, l'indice IPAMPA a connu une nouvelle hausse d'un mois sur l'autre à 112,7 pts (+0,26 pt /juillet 2021, et +8,8% /août 2020), soit son nouveau plus haut niveau historique. Il s'agit du 16ème mois consécutif de hausse.



Ce renchérissement des intrants est surtout lié à la flambée du prix des engrais (+3,1 pts / juillet 2021), qui est continue depuis le début de l'année (+25%/ janvier 2021 et +29,8% /août 2020). Ce bondissement du coût des engrais s'est encore accentué à partir de septembre sous l'impulsion de la hausse du prix du gaz naturel, utilisé pour la fabrication des engrais azotés. Au 1er octobre, d'après Agritel, le prix de la solution azotée était 3 fois supérieur au prix du début d'année 2021.

Si la hausse des charges a légèrement marqué le pas en août, c'est parce que le coût de l'énergie et des lubrifiants a diminué très temporairement (-0,6 pt /juillet 2021, +17,3% /août 2020). Cette détente des prix de l'énergie sur août n'a été que de courte durée, puisque le gaz, l'électricité et les carburants connaissent une envolée depuis septembre. Début octobre, le GNR (gazole non routier) dépassait même la barre de 1€/l.

Le coût des aliments achetés s'est quant à lui stabilisé (+0,1 pt/ juillet, +13,5% sur un an). Le tourteau de soja est en moyenne 16% plus cher qu'en août 2020, et les prix des céréales culminent à un niveau supérieur de +22% /août 2020.

En résumé, la hausse de l'indice IPAMPA lait de vache devrait repartir de plus belle sous l'impulsion de la hausse des prix des engrais et de l'énergie et peser plus fortement encore sur les comptes des élevages français. Les exploitations laitières françaises présentent pourtant une plus grande autonomie alimentaire. Mais elles affichent des charges de culture plus élevées par litre de lait et subissent donc de plein fouet la hausse du coût des engrais et sont très vulnérables face à celle des énergies, en particulier du GNR. En revanche, les exploitations laitières françaises sont moins sensibles à la hausse des coûts des aliments.

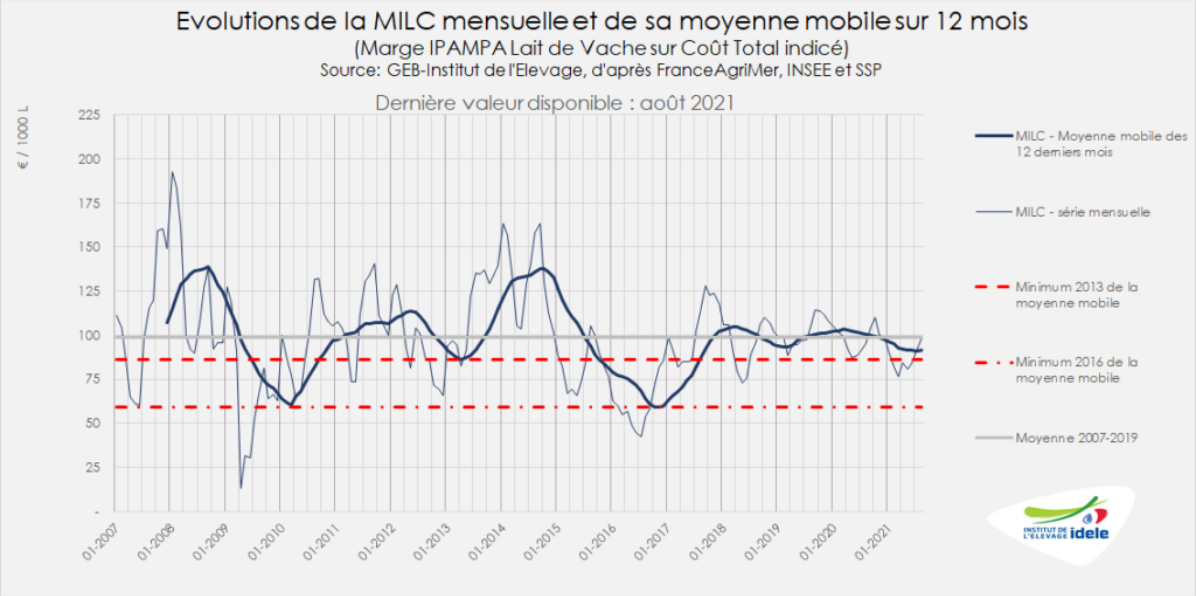
Redressement de la MILC cet été

Sur le mois d'août 2021, la MILC s'établit à 98,35 €/1 000 l. En deux mois, elle s'est nettement redressée (+13,5 € entre juin et août 2021) grâce à la hausse des prix du lait et des vaches de réformes, combinée à l'accalmie -relative et très temporaire- de la hausse des charges.

Une partie de cette progression est certes liée à la hausse saisonnière des prix du lait qui s'avère plus prononcée cette année qu'en 2020. Ainsi, en août, d'une année sur l'autre, la MILC a progressé pour la première fois depuis mars 2020, se situant +3,4 € /1 000 l au-dessus de son niveau d'août 2020. La seule hausse du prix du lait (+25 € /août 2020 en prix réel pour le lait conventionnel) n'a pas à elle seule compenser l'envolée des charges (+27 € /2020 l). Mais la hausse concomitante du prix des vaches de réforme (+5 € /1 000 l) a permis de passer dans le vert.

Sur 12 mois glissants, la MILC s'établit à 91,5 €/1 000 l, soit bien en deçà de son niveau l'an passé à pareille époque (-9 € /1 000 l). Elle se situe largement sous la moyenne 2007-2019 (99 €/1 000 l).

La MILC pourrait reculer de nouveau dans les prochains mois avec la flambée des prix de l'énergie et des engrais.



Lait de vache »

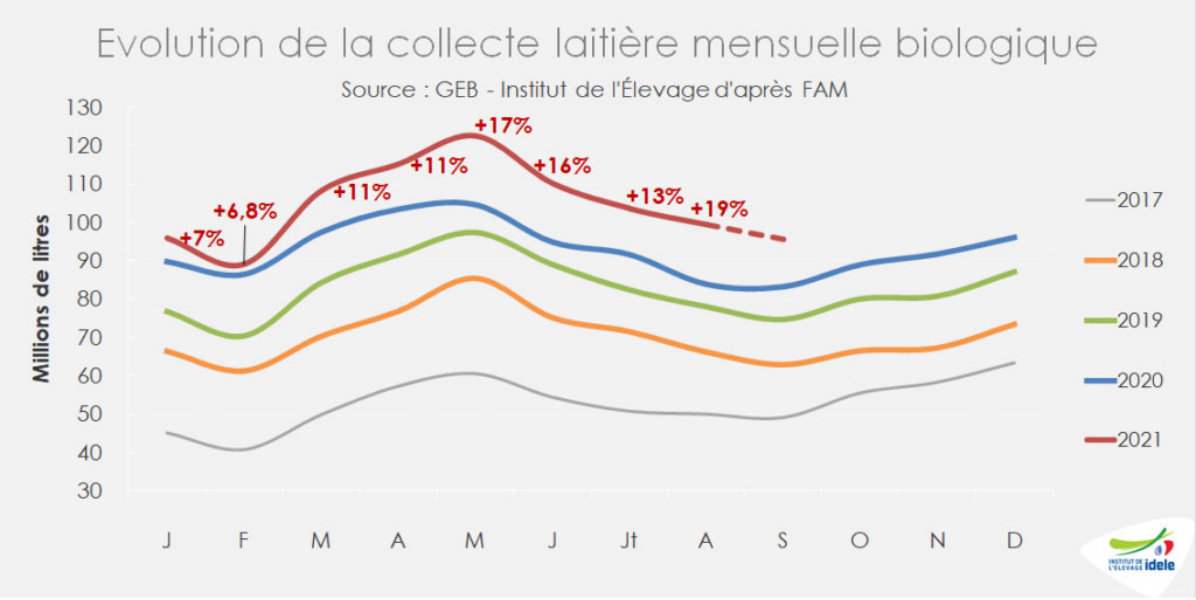
Lait bio : des marchés européens plus équilibrés qu'en France

Dernière révision le 19 octobre 2021

En France, la baisse de la consommation des produits laitiers biologiques s'est confirmée cet été, alors que la collecte se situe à des niveaux largement supérieurs à l'an dernier. Dans les autres principaux producteurs de lait bio en Europe, le marché est plus équilibré, et les prix progressent.

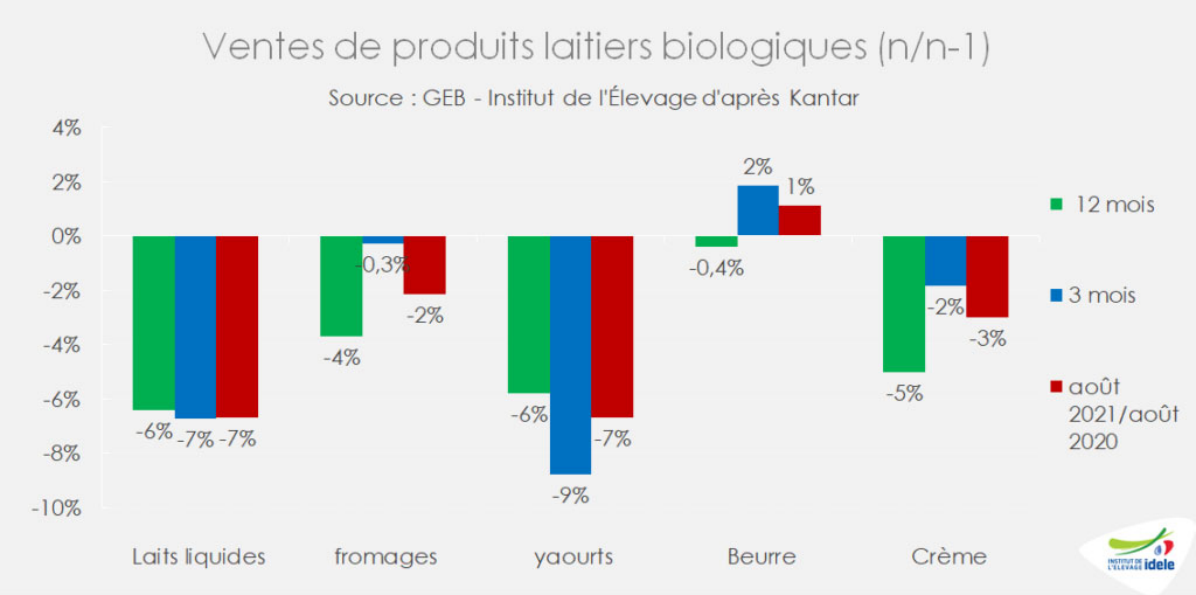
La collecte française est toujours en forte hausse

En juillet, la collecte de lait biologique s'est établie à 99,4 ML, soit +19% /2020 avec « seulement » +6% de livreurs. Deux raisons principales expliquent ce décalage. Premièrement, les nouveaux livreurs convertis au bio ont une production moyenne plus importante (autour des 450 000 l annuels par ferme selon le CNIEL, contre environ 290 000 l par ferme en moyenne sur 2020). Deuxièmement, les fortes disponibilités fourragères portent la production laitière biologique. Cette progression des volumes s'accompagne en plus d'un enrichissement du lait.

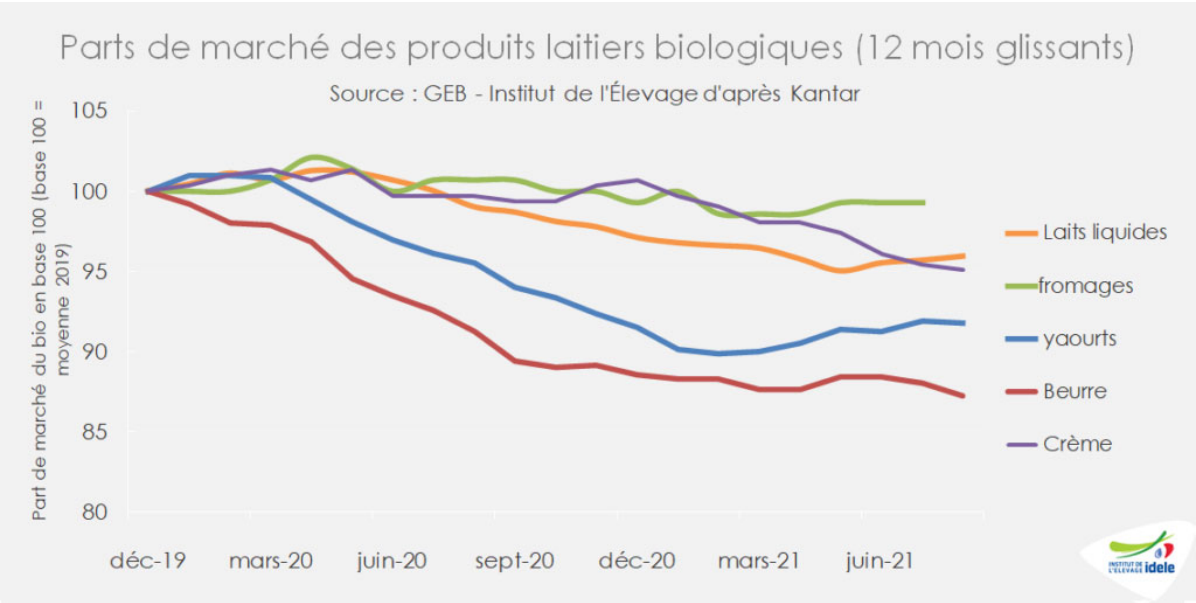


Le ralentissement de la consommation s'est confirmé cet été

Cet été, d'après Kantar, la consommation de produits bio aurait accentué sa chute. La crème (-13% /2020), le beurre (-8%) et les fromages (-9%) ont particulièrement souffert. Sur le mois d'août, toutes les catégories de produits bio étaient encore en recul /2020.



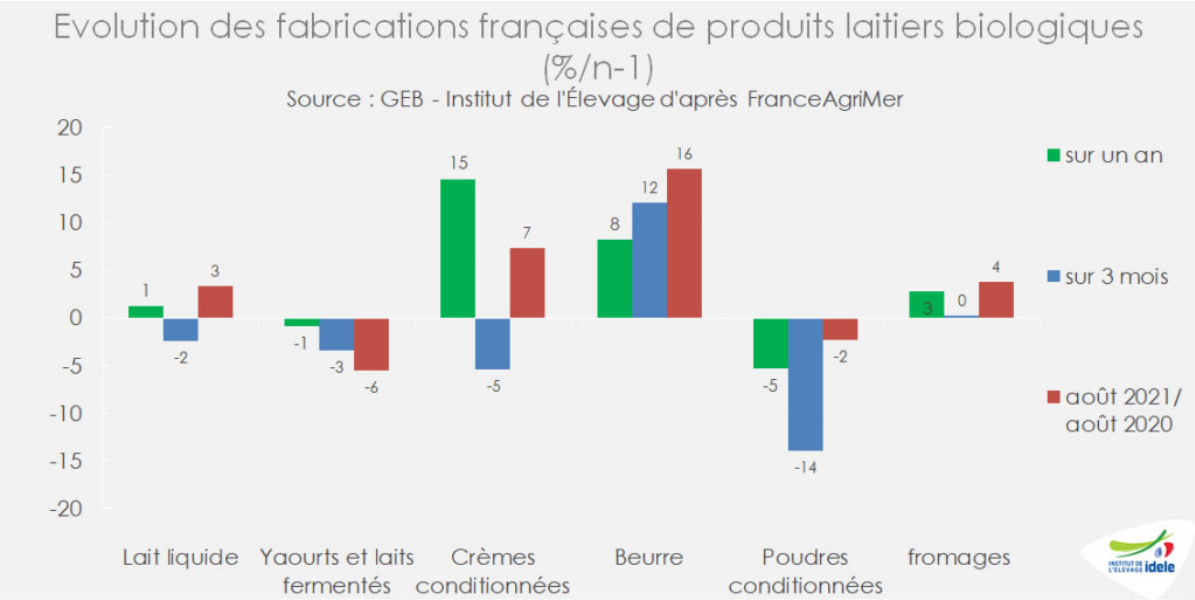
Cette baisse relative est à mettre en perspective au regard du contexte particulier de l'année 2020, et pourrait être considérée comme anodine, si elle ne s'accompagnait pas d'un recul de la part de marché bio.



Sur 12 mois glissants, la part de marché des produits bio serait moindre qu'en 2019 pour tous les produits laitiers d'après Kantar, même si la baisse est surtout prononcée pour le beurre et les yaourts.

Les fabrications de produits bio riches en matière grasse résistent

Paradoxalement, malgré une consommation de produits laitiers biologiques en berne, les fabrications de beurre (+8% sur 12 mois glissants) et de crème (+15%) continuent de progresser. L'hypothèse principale tient dans la constitution de stocks de beurre et de crème biologique UHT, signe que les opérateurs miseraient sur une reprise de la consommation. Elle peut également révéler l'existence d'un plus fort déclassement de produits transformés, plutôt qu'un déclassement de lait liquide ou en entrée d'industrie.

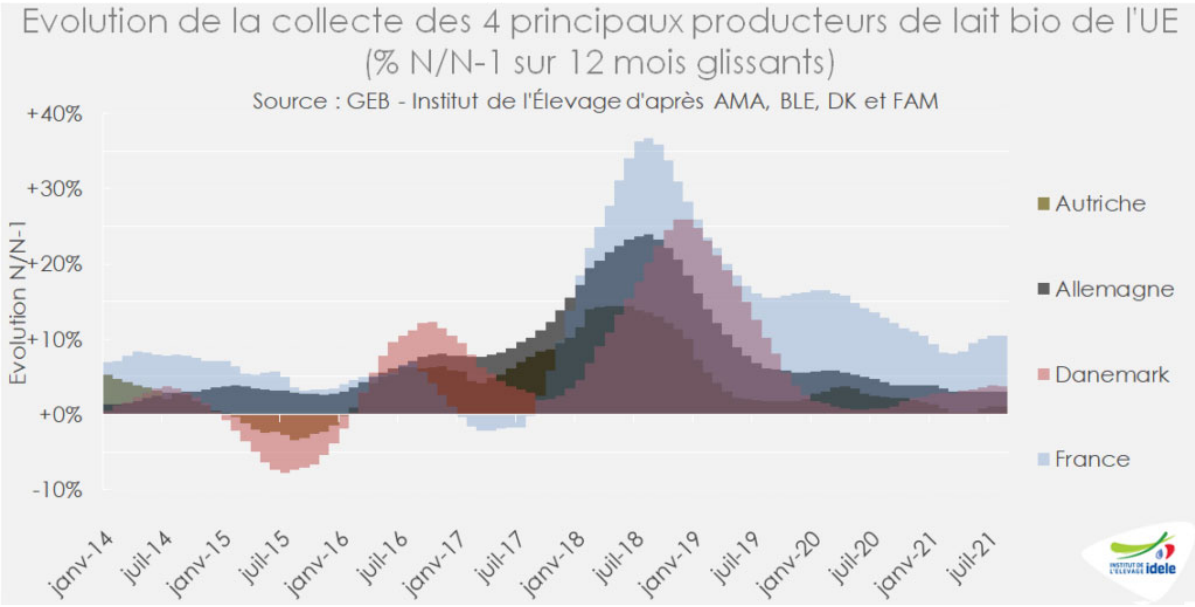


Cette progression des fabrications de produits très consommateurs de matière grasse tranche avec celle des produits valorisant davantage la matière protéique. En effet, les fabrications de fromage bio ont augmenté moins fortement (+3,5% sur un an), et celles des poudres conditionnées ont reculé (-3% sur un an). Ces évolutions contrastées des fabrications de produits bio creusent donc davantage l'écart entre valorisation de la matière grasse et de la matière protéique. Rappelons que ce déséquilibre matière caractérise l'ensemble du marché du lait français, mais est plus prononcé pour le lait bio, en raison notamment de la proportion plus faible de fromage dans le mix produit, et des faibles débouchés pour les poudres de lait biologique.

Selon nos estimations, en moyenne sur les 7 premiers mois de l'année, la proportion de matière grasse réellement valorisée en bio aurait baissé de 4 points /2020 (passant de 75% à 71% environ). Dans le même temps, le taux d'utilisation de la matière protéique diminuait de 6 points, passant de 55 à 49%. (*La part non valorisée de la MSU ne doit toutefois pas être assimilée au déclassement. Elle englobe plusieurs autres utilisations non répertoriées dans les fabrications (ingrédients secs, produits vrac…).*

En Europe, des marchés plus équilibrés

Les turbulences sur le marché du lait biologique semblent se cantonner à la France. Dans les principaux pays producteurs européens, le marché est plus équilibré. Aucun autre pays ne doit absorber une si forte croissance de la collecte de lait bio (+11%). Sur douze mois glissants, la hausse est de +1% en Autriche, +3% en Allemagne et +4% au Danemark.

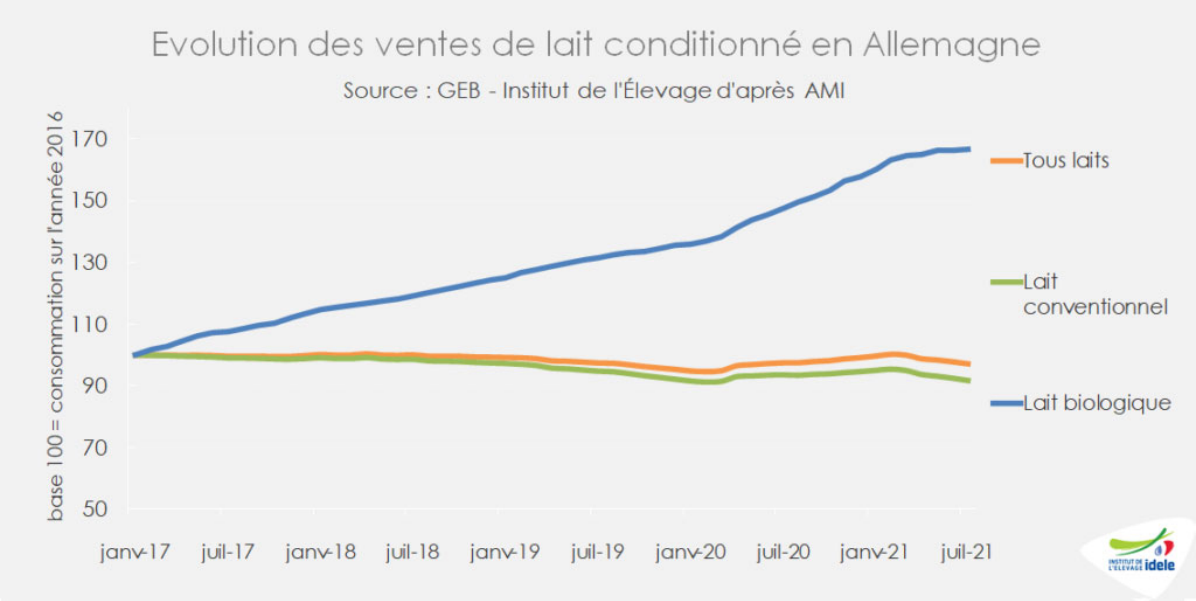


Des prix du lait biologiques en hausse partout, sauf en France

En juillet, les prix du lait bio étaient supérieurs à leur niveau de l'an dernier en Autriche (+8% /2020), en Allemagne (+4%), en Suède (+10%) et aux Pays-Bas (+7%). En France, la hausse est moindre (+1% /2020). En 2020 il n'avait en revanche pas baissé, contrairement à ceux versés dans les autres pays. Dans ces pays, la hausse traduit le choix des collecteurs de prendre en compte la hausse des coûts de production.

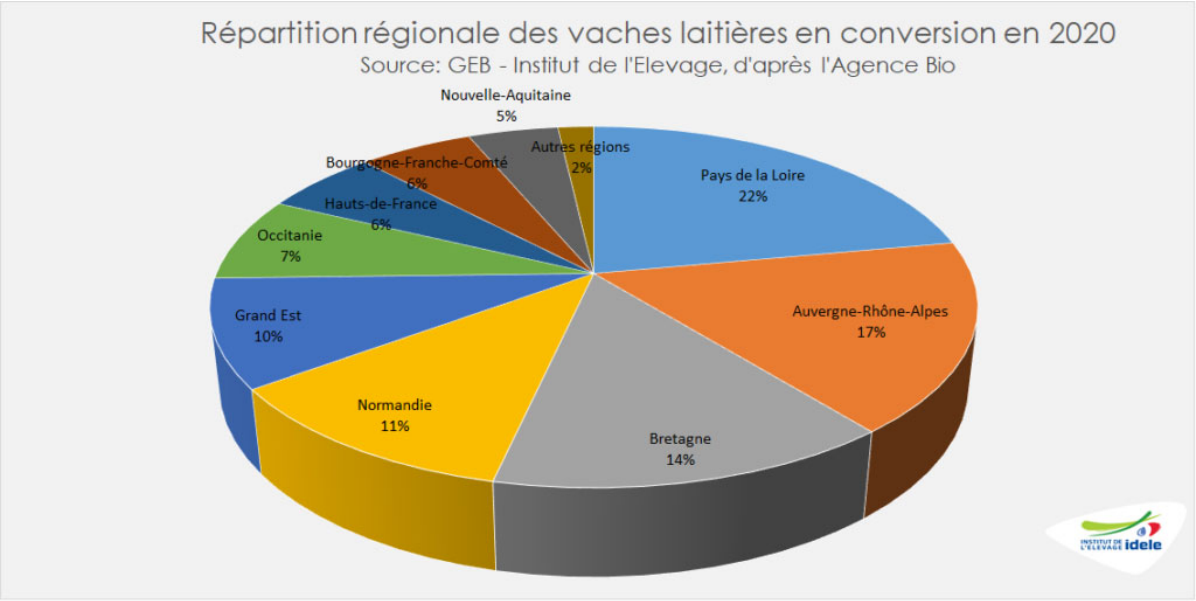
Des ventes de lait bio en hausse en Allemagne

En **Allemagne**, la consommation de lait liquide biologique se porte plutôt bien en 2021 (255 ML consommés, +6,6% /2020), même si elle a ralenti cet été. Elle a très fortement progressé sur les deux premiers mois de l'année (+21,2%/ 2020 en janvier, +13.9% en février). Depuis le mois de mai, elle est proche de son niveau de 2020. Elle progresse en revanche moins vite que la consommation du lait de pâturage, concurrent du bio, qui a progressé de +30%, mais sur des volumes de départ inférieurs.



En France, des conversions très territorialisées

En **France**, selon les données de l'Agence bio, les Pays de la Loire, et l'Auvergne-Rhône-Alpes comptaient le plus de vaches en conversion en 2020. En région AURA, les conversions sont particulièrement nombreuses dans les départements auvergnats (Haute-Loire, Cantal et Puy-de-Dôme). Cette progression résulte davantage de démarches de producteurs désireux de se convertir, en raison des difficultés de la filière conventionnelle et de certaines AOP dans les zones de montagne. Pour les mêmes raisons, les conversions sont nombreuses dans l'Aveyron. Dans les Pays de la Loire, la dynamique de conversions serait davantage liée à la stratégie offensive de certains opérateurs (Eurial, Lactalis).



Croissance laitière ralentie dans les grands bassins exportateurs

Dernière révision le 19 octobre 2021

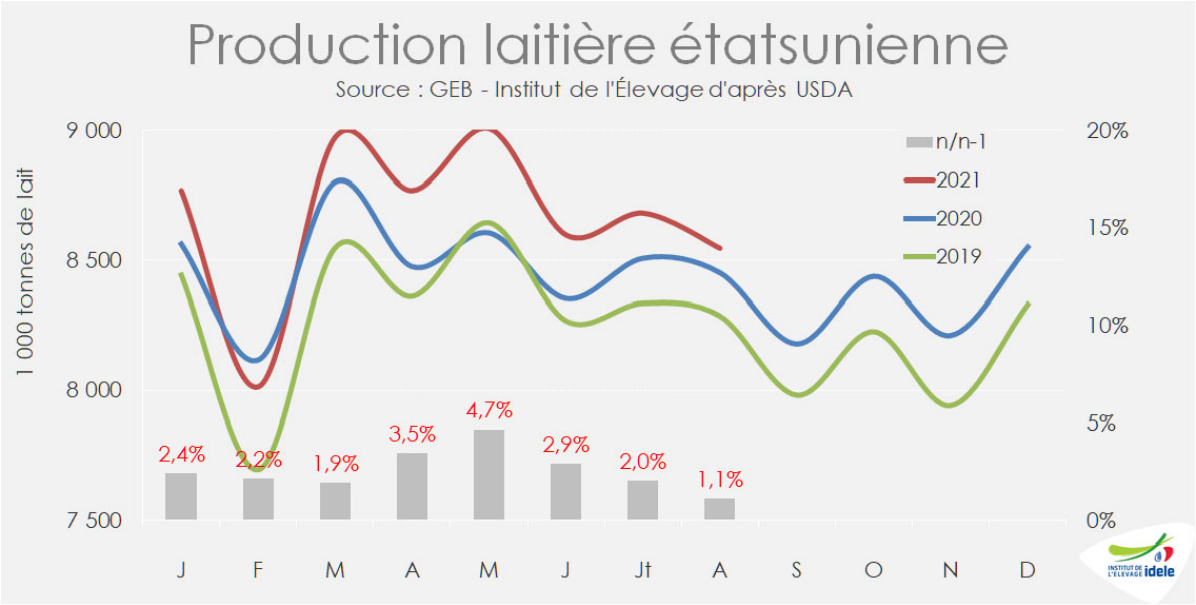
La croissance de la production laitière s'est effondrée dans l'ensemble des grands bassins laitiers au troisième trimestre. Malgré un prix du lait bien orienté, les éleveurs sont dans l'ensemble confrontés à la hausse des aliments achetés et dans certains pays à des conditions climatiques moins favorables.

Etats-Unis : production laitière moins dynamique malgré la réduction de la marge alimentaire

Aux **États-Unis**, la croissance de la production laitière a nettement ralenti : de +5% en mai à +1% en août. Les élevages laitiers ont subi une forte dégradation de la marge alimentaire qui a été divisée par deux en l'espace de un an, pour tomber à 116 $/t en août 2021, si bien qu'elle se rapproche du seuil de déclenchement de l'assurance marge alimentaire (88 $/t).

Cette dégradation tient essentiellement à la flambée des coûts alimentaires qui ont bondi de +56% en un an d'après l'USDA. Dans le même temps, le prix du lait à la production a moins varié. Il a surtout baissé depuis mai 2021, de -36 $/t en 3 mois, à 390 $/t en aout 2021 en lien avec le tassement des cours mondiaux. Dans les prochains mois, il pourrait en revanche de nouveau s'apprécier au regard de la forte remontée des cours des ingrédients laitiers.

Depuis le printemps, le cheptel laitier national ne s'étoffe plus sous l'effet de réformes laitières plus nombreuses. Stabilisé à 9,5 millions de vaches laitière au 1er juillet 2021, il se situe encore 1,4% au-dessus de son niveau du milieu de l'année 2020.



La production laitière supplémentaire est surtout transformée en produits frais et en fromages (+3,4% /2020 sur 8 mois) principalement destinés au marché intérieur où la forte reprise économique et la réouverture du *Food service* ont stimulé la demande en produits finis. Dans le même temps, les fabrications de poudre maigre sont stationnaires sur les huit premiers mois de 2021, tandis que celles de beurre ont légèrement reculé de -2% /2020.

Malgré cela, la filière étatsunienne a renforcé ses positions sur le marché mondial des ingrédients laitiers, grâce à de stocks très conséquents fin 2020.

Après avoir fortement progressé au 1er semestre, les exportations de poudre maigre ont retrouvé le bon niveau de 2020 durant l'été. Sur huit mois, elles ont progressé de +12% /2020 à 544 000 t. Celles de poudre de lactosérum sont demeurées dynamiques, sous l'impulsion de la forte demande chinoise (+21% /2020 à 380 000 t sur 8 mois). Les exportations de fromages évoluent en dents de scie d'un mois sur l'autre. En somme elles ont progressé sur 8 mois +7% à 270 000 t.

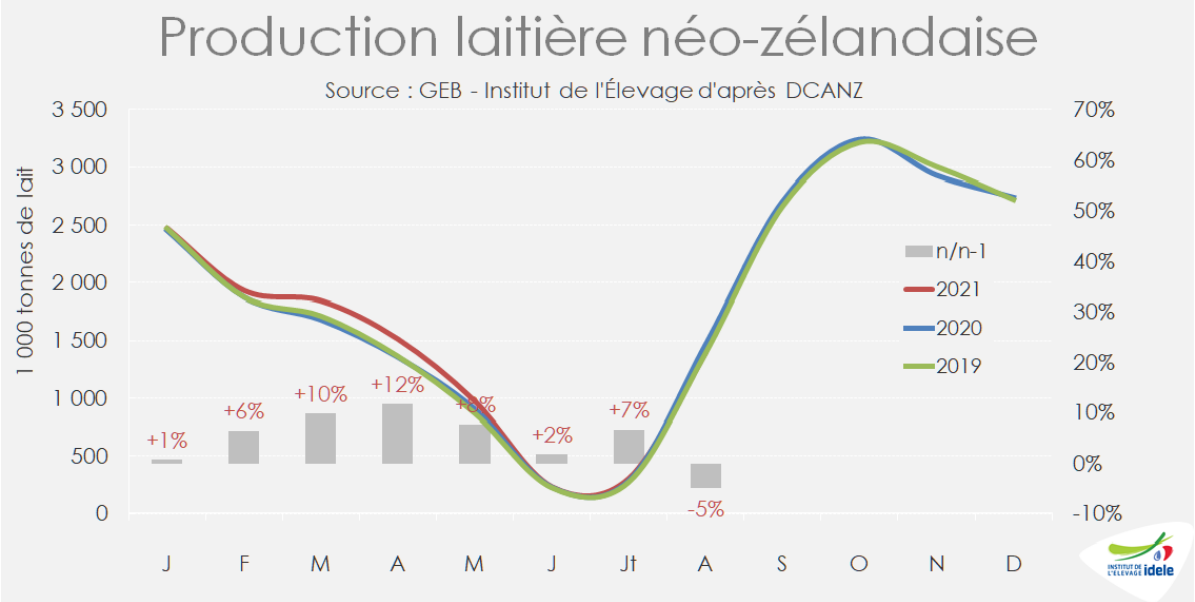
Les exportations de beurre ont certes bondi (x2,1), mais demeurent modestes au vue des volumes expédiés (32 000 t sur 8 mois). Dans le même temps, les Etats-Unis ont moins importé de beurre (-18% à 45 000 t), mais sensiblement plus de fromages (+17% à 119 000 t).

Malgré le dynamisme des exportations, les stocks de produits de report sont encore bien étoffés. Ceux de beurre sont stabilisés à un niveau record (180 000 t au 1er août), de poudre maigre ont reflué et ainsi retrouvé le niveau de l'an dernier. Enfin ceux de fromages continuent de s'étoffer à 657 000 t début août (+26 000 t ou +4% /2020).

Nouvelle-Zélande : reprise stoppée

En **Nouvelle-Zélande**, la fin de campagne 2020/2021 avait été très dynamique grâce à des conditions climatiques très favorables à la pousse de l'herbe et à un prix du lait stimulant qui a incité les éleveurs à distribuer davantage de concentrés.

La nouvelle campagne 2021/2022 connaît un début chaotique. Elle avait débuté en fanfare, en juin et juillet, grâce à un hiver exceptionnellement doux (températures supérieures de +1 à +2% à la moyenne) et plutôt humide (avec des précipitions exceptionnellement abondantes).



Puis en août, elle a été stoppée net dans son élan avec une évolution négative (-5% /2020), malgré un prix du lait payé stimulant. Les éleveurs ont perçu 608 NZ$/t de juin à août soit 25% de plus qu'au début de la précédente campagne, soit 360 €/t de lait (+33% /2020 en raison de la légère appréciation de la monnaie néozélandaise sur l'euro).

Peu avant le début de la nouvelle campagne 2021/22, Fonterra a annoncé sa fourchette de prévision de prix du lait à la production s'étalant de 7,25 à 8,75 NZ$ par kg MS, avec un point médian record de 8,0 NZ$ par kg MS. La large fourchette de prix peut s'expliquer par les incertitudes sur l'évolution de la conjoncture laitière sur la scène internationale dans les mois à venir. Sur la campagne écoulée, les livreurs adhérents à Fonterra ont finalement reçu 7,74 NZ$/kg de MS, dont 0,20 NZ$/kg de dividende, soit 380 €/t de lait avec 90 g de matière utile.

L'évolution de la production laitière s'annonce incertaine, malgré le très bon prix du lait. D'une part, le prix des intrants, notamment des aliments concentrés, s'est fortement renchéri. Ensuite, les élevages manqueraient de main d'œuvre suite aux mesures sanitaires très restrictives qui ont stoppé l'afflux de main d'œuvre étrangère, essentielle au fonctionnement de nombreux élevages. Enfin et surtout, les conditions climatiques demeurent un facteur déterminant sur la production laitière. Les météorologistes néozélandais prévoient des conditions climatiques modérément favorables à la pousse de l'herbe : des températures au moins égales à la normale, mais des précipitations probablement moins abondantes. Auquel cas la production printanière (4ème trimestre 2021) pourrait au plus égaler le niveau de 2020 à pareille époque.

Australie : nouveau trou d'air

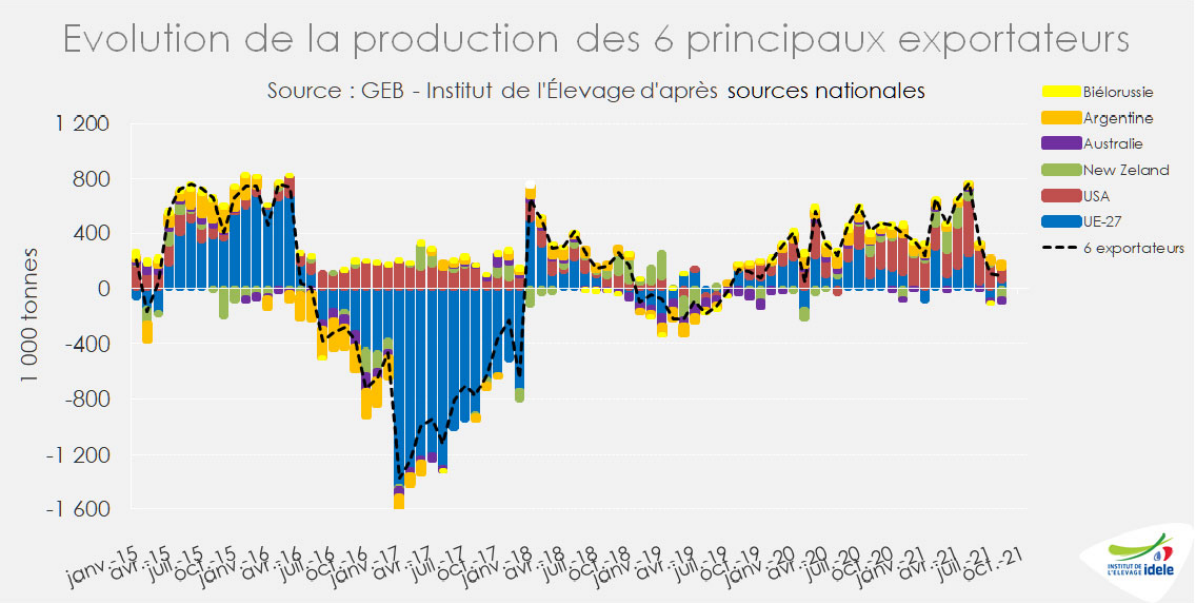
En **Australie**, la production laitière connait aussi un début de campagne difficile. Elle a reculé en juillet et août de -3,5% /2020, après avoir retrouvé le chemin de la croissance à l'issue de la campagne précédente (+1% /2019-2020). L'hiver austral particulièrement humide aurait pénalisé la production. Des perspectives climatiques plus favorables sont attendues pour le printemps austral : de bonnes précipitations, une pousse de l'herbe plutôt favorable qui peuvent permettre aux éleveurs de limiter les achats de concentrés devenus très chers. Toutefois l'éventuelle reprise de croissance s'annonce modeste et les disponibilités supplémentaires pèseront peu sur l'équilibre des marchés mondiaux.

Production dynamique en Argentine et Uruguay

En **Argentine**, La production laitière demeure vigoureuse (+3,5% /2020 depuis avril), mais à un rythme ralenti comparé au 1er trimestre (+6% /1er trimestre 2020). La hausse des coûts alimentaires, plus rapide que celle du prix du lait, freine la croissance de la production qui bénéfice de bonnes conditions climatiques. Les exportations sont bien globalement bien orientées. Celles de poudres grasses se maintiennent à un haut niveau, tandis que celles de formages ont progressé de +25% à 41 000 t sur 7 mois.

La fermeté de la demande extérieure soutient le prix du lait, malgré la demande intérieure toujours atone. Le rythme de la production se maintiendra si les conditions climatiques demeurent correctes durant le printemps et l'été austral.

En **Uruguay**, la production laitière est encore plus dynamique qu'en Argentine, en hausse de +6% /2020 sur les huit premier, grâce à un prix du lait stimulant et une très bonne année fourragère. Avec des systèmes basés sur le pâturage, les éleveurs sont peu touchés par la flambée des cours des grains.



En somme la production agrégée des principaux bassins laitiers excédentaires a modestement progressé en juillet et août (+0,4%), comparée au rythme élevé au 1er semestre de +2% /2020. Cette croissance ralentie pourrait se prolonger dans les prochains mois, avec des aliments qui demeureront chers. Les disponibilités en ingrédients laitiers seront limités dans les prochains mois et insuffisants pour satisfaire la demande mondiale plutôt ferme. Auquel cas, Dans ce cas on peut s'attendre à de substantielles remontées des cours des ingrédients laitiers et en second lieu du prix du lait à la production.

Faibles disponibilités sur les marchés

Dernière révision le 19 octobre 2021

Hormis l'Espagne qui parvient à produire plus que les années précédentes, l'offre reste restreinte dans les autres pays membres de l'UE à 27, de même qu'au Royaume-Uni.

En Nouvelle-Zélande, malgré une production en légère baisse, les envois sont dynamiques à l'approche de Noël tandis qu'en Australie, la recapitalisation semble porter ses fruits et les exportations de viande ovine repartent à la hausse.

7,44 €/kg, la cotation de l'agneau français début octobre,

Dernière révision le 19 octobre 2021

soit +0,44 €/kg d'une année sur l'autre et +1,27 € /2019.

Viande ovine » France »

L'offre réduite soutient la cotation

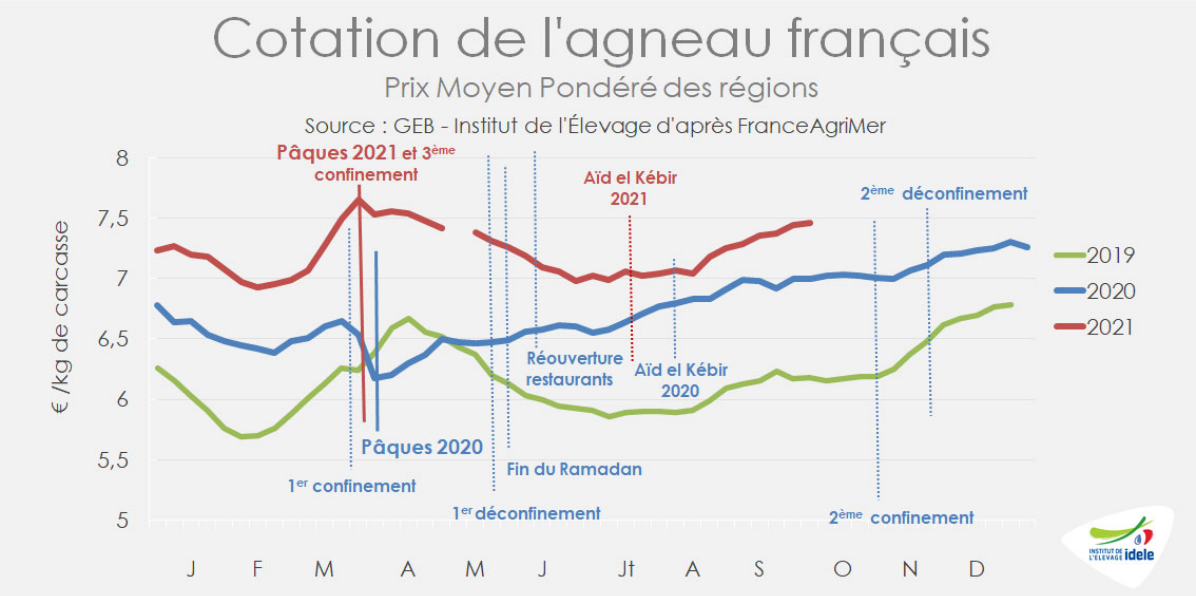
Dernière révision le 19 octobre 2021

La production française a diminué en août, conjointement à une baisse des importations d'agneaux espagnols. Quelle que soit la provenance, les importations de viande ovine ont aussi nettement reculé. Face à une demande peu dynamique, les très faibles disponibilités tendent encore plus les prix.

La hausse saisonnière de la cotation s'accentue

A 7,46 €/kg en semaine 40 (se terminant le 10 octobre), la **cotation** française poursuit une hausse saisonnière très prononcée, débutée fin juin. L'offre réduite entraîne une accentuation de cette hausse des cours. En août, les abattages français ont ralenti tandis que les importations de viande ovine sont demeurées faibles.

Les cours sont certes historiquement élevés, mais dans le même temps la flambée des prix des intrants augmente les coûts de production. L'IPAMPA ovin viande continue son inexorable hausse. En août 2021, il atteignait l'indice 113,3 (+9 points /2020).

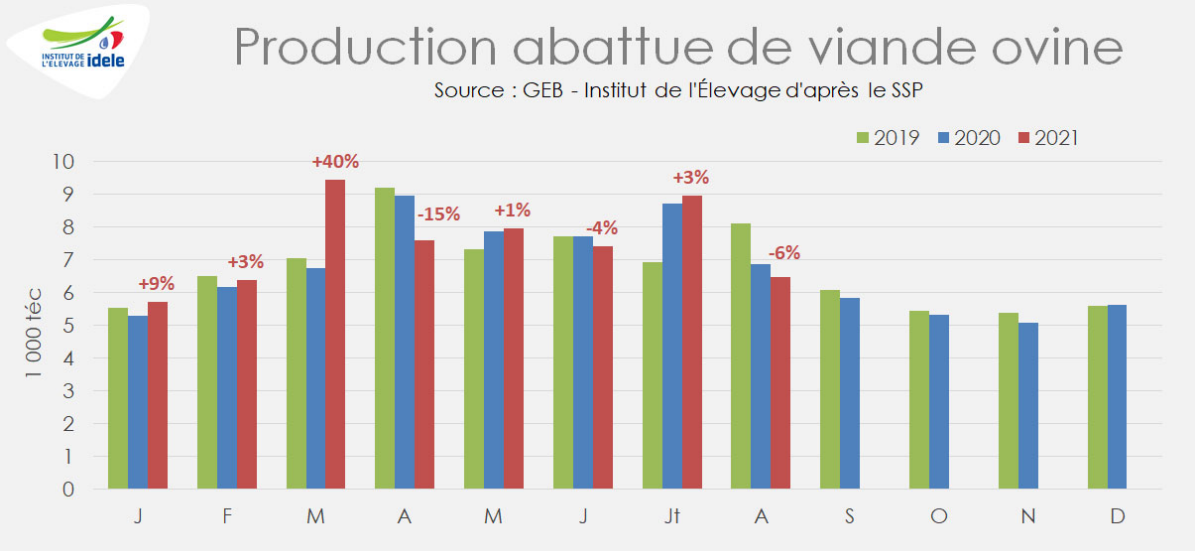


Recul des abattages d'agneaux et de réformes

En août 2021, la **production** abattue était de 6 500 téc, soit -6% /2020, via la baisse conjointe des effectifs d'agneaux abattus (-3%) et de réformes (-23%). Les carcasses de réformes se sont franchement alourdies, de +0,9 kg d'une année sur l'autre, atteignant 26,9 kg.

Le nombre d'agneaux importés était de nouveau inférieur à l'an passé (-18% à 30 000 têtes) : la forte hausse en provenance des Pays-Bas (x2,5) n'a que partiellement compensé la chute des achats d'agneaux espagnols (- 37% /2020).

Sur les 8 premiers mois de 2021, les abattages d'ovins ont toutefois augmenté de +2% /2020 et de +3% /2019, en volume. La baisse perdurerait au moins jusqu'à la mi-octobre selon les dires des éleveurs : la diminution est certes saisonnière mais sur une cette période donnée, les sorties des années précédentes étaient supérieures.



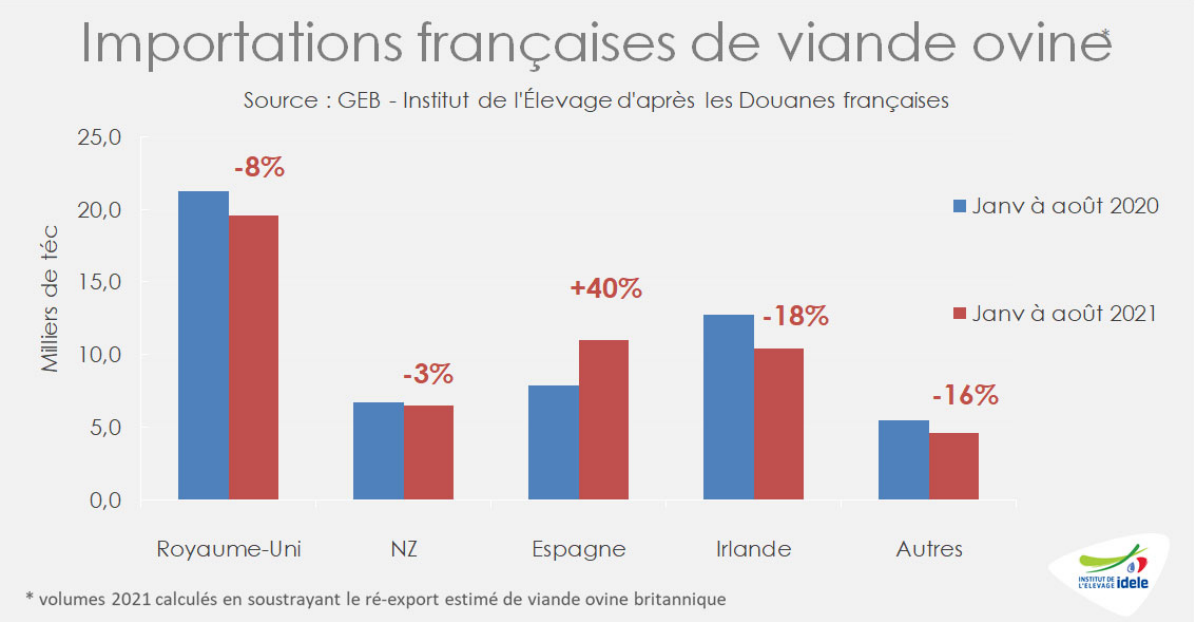
Le repli des importations de viande ovine perdure

Les **importations** de viande ovine destinées au marché français se sont encore amoindries en août (- 15% /2020), à 6 100 téc. Elles étaient largement inférieures aux volumes importés en 2019 (-27%).

Les achats en provenance de tous les principaux fournisseurs ont reculé, même d'Espagne (-13% /2020). En provenance du Royaume-Uni, la baisse était de -13%, de -12% d'Irlande et de -15% en provenance de Nouvelle-Zélande.

Sur 8 mois, les importations s'élevaient à 51 700 téc, soit -4% /2020 et -15% /2019.

Les faibles volumes de viande importée font grimper leur prix d'achat, ce qui amplifie le phénomène.



Sur 8 mois, la **consommation par bilan** était en légèrement baisse d'une année sur l'autre, de -1%, à 106 000 téc. En revanche, comparé à 2019, la baisse atteint -5%. Le niveau du disponible français en viande ovine reste donc préoccupant.

Des prix mondiaux très élevés

Dernière révision le 19 octobre 2021

Les disponibilités, toujours limitées dans les plus grandes régions productrices, soutiennent les prix mondiaux de la viande ovine. La demande d'agneau est bien supérieure à l'offre, notamment depuis la levée des restrictions sanitaires de Covid-19 au Royaume-Uni et en Europe qui a relancé la consommation dans la restauration commerciale.

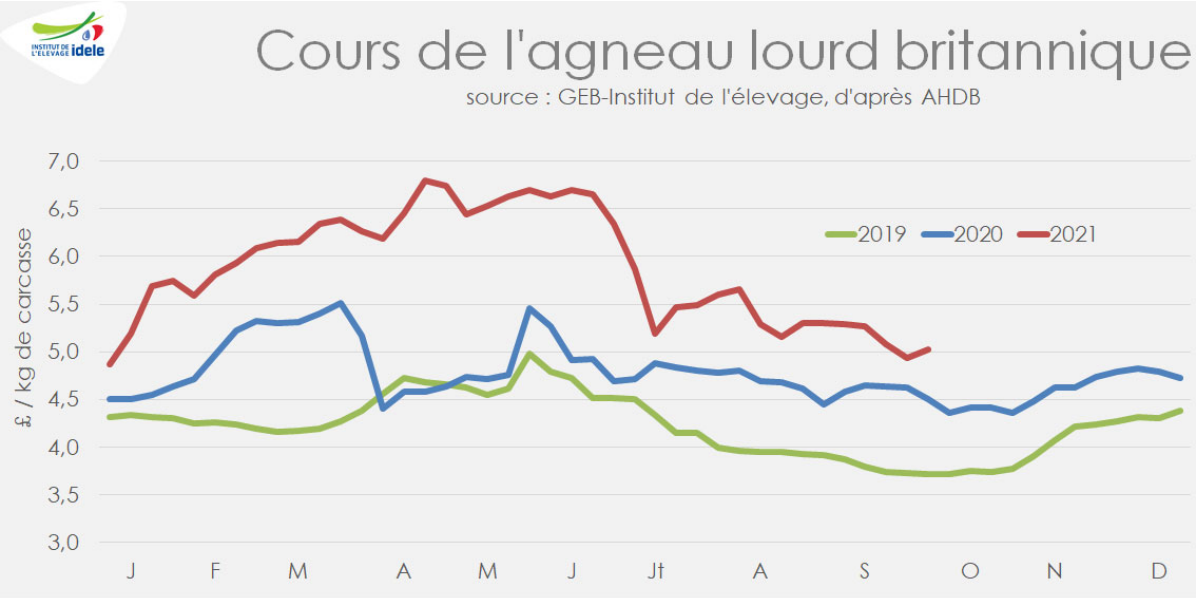
Royaume-Uni : abattages limités et prix fermes

En **Angleterre,** le cheptel reproducteur a baissé de -1,5% d'une année sur l'autre, selon l'inventaire de juin 2021 communiqué par *AHDB*. Les effectifs d'agneaux ont chuté de -4%. Qu'en est-il des autres nations du reste du Royaume-Uni ? Quoi qu'il en soit, la production ovine au Royaume-Uni pourrait atteindre en 2021 son plus bas niveau de puis 2010.

La cotation britannique a continué de se déprécier en septembre pour atteindre 4,94 £/kg en semaine 39, soit+ 0,31 £ /2020 et +1,22 £ /2019.

Les abattages britanniques étaient toujours en repli d'une année sur l'autre en août et la légère hausse des importations de viande ovine, grâce aux disponibilités néozélandaises, n'a pas permis de contrebalancer cette tendance : l'offre était toujours en recul.

Sur 7 mois, les envois britanniques de viande ovine ont ainsi chuté de -26% d'une année sur l'autre en volume et de -6% en valeur, selon HMRC. Les plus fortes baisses ont été enregistrées vers l'Irlande et l'Allemagne.



Irlande : des perspectives positives pour la filière

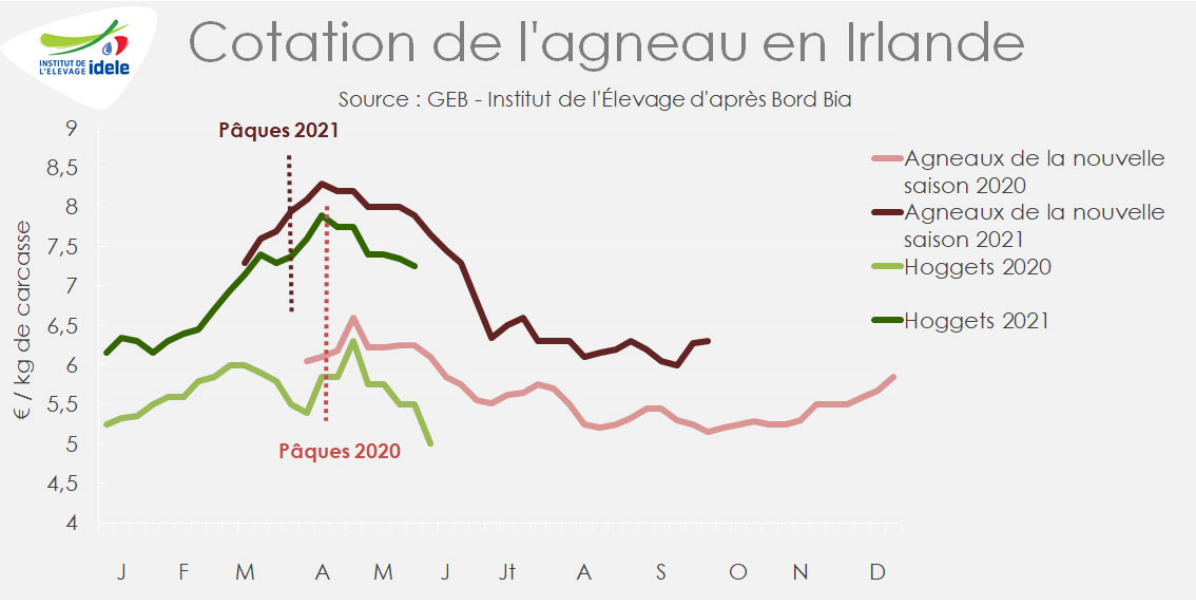
En **Irlande**, après plusieurs sursauts, la cotation de l'agneau lourd irlandais a rebondi en semaine 39 (se terminant le 3 octobre), à 6,28 €/kg, soit +1,03 €/kg /2020.

Pour la première fois depuis le début de l'année, les abattages ont dépassé ceux de l'an dernier en août, sans retrouver leur niveau de 2019 (-6%).

La chute des importations d'ovins vifs d'Irlande du Nord (-30% sur 7 mois /2020) et la hausse du taux de renouvellement expliquent la faible production irlandaise (-7% sur 7 mois). Les exportations ont davantage baissé (-18% /2020), aussi du fait de difficultés logistiques post-Brexit, comme la pénurie de chauffeurs routiers.

Par ailleurs, ces dernières semaines, le protocole d'accord entre l'Irlande et la Chine a (enfin) été signé, pour l'export d'agneau irlandais.

Le cheptel ovin irlandais a augmenté +1,4% en juin 2021 /2020 (*Irish June Livestock Survey*), via une hausse des effectifs de reproductrices de plus de 2 ans (+5%). Les effectifs d'agneaux étaient par ailleurs en baisse (-1%) du fait d'abattages précoces au 1er semestre (prix attractifs et pression de l'aval). Les bonnes conditions d'agnelage au printemps 2021 devraient rehausser les sorties d'agneaux au printemps 2022.

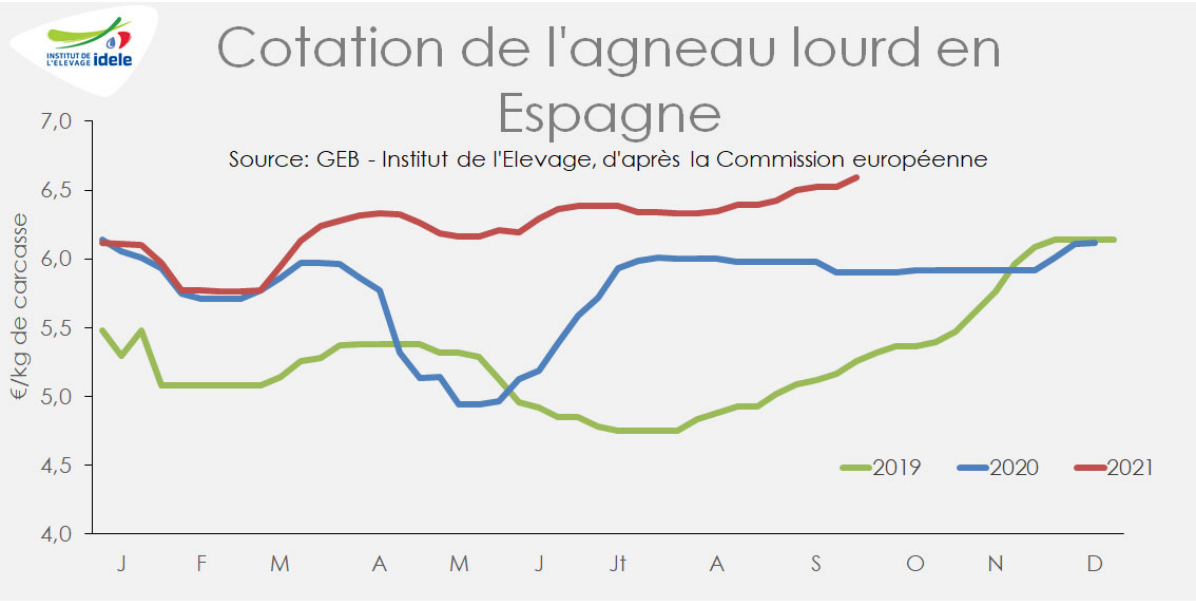


Espagne : des exportations de viande ovine toujours dynamiques

Après s'être stabilisée autour des 6,50 €/kg, la cotation espagnole est repartie à la hausse en septembre, pour atteindre 6,59 €/kg en semaine 39. La forte demande, sur les marchés intérieur comme extérieur, tire les prix de l'agneau.

L'augmentation de la production abattue sur 7 mois, de +6% /2020, a permis une forte hausse des exportations de viande ovine sur la même période de +30% par rapports aux niveaux 2020 et 2019.

Les envois d'ovins vifs espagnols sont quant à eux bien moindres qu'en 2020, -21% d'agneaux vivants exportés sur 7 mois. Selon les données du ministère espagnol, ils ont bondi de +56% en août.



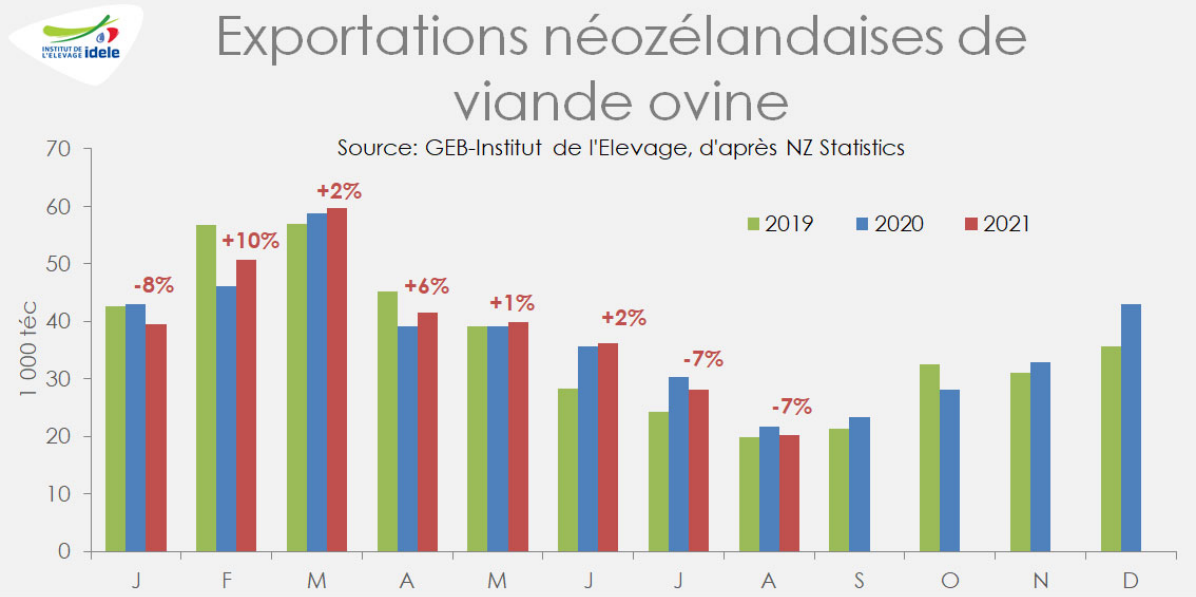
Nouvelle-Zélande : des envois vers l'Europe en forte hausse pour Noël

En **Nouvelle-Zélande**, le cheptel ovin, estimé à 25,8 millions de têtes en juin 2021, enregistrait une légère baisse de -1 % /2020. Il se situe désormais 40% sous son effectif de 2000.

En août, les abattages d'agneaux ont progressé de +8% d'une année sur l'autre, et ceux de réformes ont bondi de +50% /2020. En volume, ils ont augmenté au total de +12% /2020, à 18 000 téc. Cette forte augmentation est liée au niveau bas d'août 2020 quand la seconde vague de covid-19 touchait la Nouvelle-Zélande et restreignait les abattages.

Malgré ce sursaut, la production de viande ovine a baissé sur 8 mois, de -2% /2020 : la hausse des réformes (+4%) n'a pas permis de contrebalancer la réduction du nombre d'agneaux abattus (-5%). Les exportations ont conjointement augmenté de +1%, principalement vers la Chine (+19% /2020). Elles ont bondi vers les USA (+49%) et le Canada (+18%), traduisant une reprise du secteur de la restauration nord-américaine.

Les commandes d'agneau néozélandais pour Noël auraient fortement augmenté en valeur.

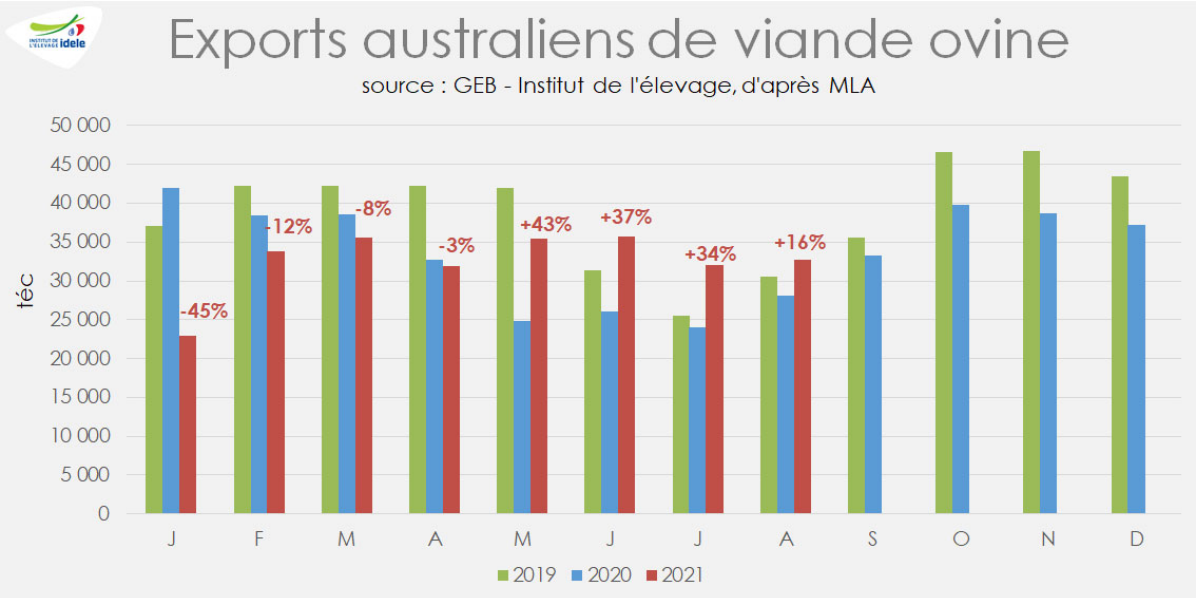


Australie : le cheptel ovin se reconstitue progressivement

En **Australie**, le cheptel ovin pourrait atteindre 76 millions de têtes d'ici 2023, dépassant 70 millions cette année, avec une augmentation des abattages d'agneaux et du poids des carcasses.

Les projections de *Meat & Livestock Australia* estiment en effet que la prévision d'un printemps humide dans de nombreuses régions productrices d'ovins stimulera la croissance du cheptel national.

Le prix de l'agneau australien en septembre était très élevé, supérieur de 31% à celui de l'an dernier à pareille époque. Il devrait rester soutenu pour le reste de l'année et en 2022, grâce à une forte demande, notamment sur les marchés d'exportation où la notoriété de l'agneau augmente toujours (*MLA*).



Marchés dégagés

Dernière révision le 19 octobre 2021

Après une année difficile, la conjoncture de la filière viande de chevreau s'améliore : les surstocks constitués en 2020 sont complètement résorbés, et les exportations se sont rétablies. Cependant, la cotation entrée abattoir est restée au plancher au pic de consommation à Pâques, et le prix moyen des envois s'est encore dégradé, alors que le coût de l'aliment s'envole.

Simultanément, les disponibilités en lait de chèvre restent limitées, face à une collecte nationale qui peine a rattraper le retard pris en début d'année, et à des importations toujours réduites. Mais la distribution de fourrages de qualité récoltés au printemps pourrait permettre de rattraper au 4ème trimestre le retard cumulé de janvier à août.

Le difficile équilibre de la filière chevreau

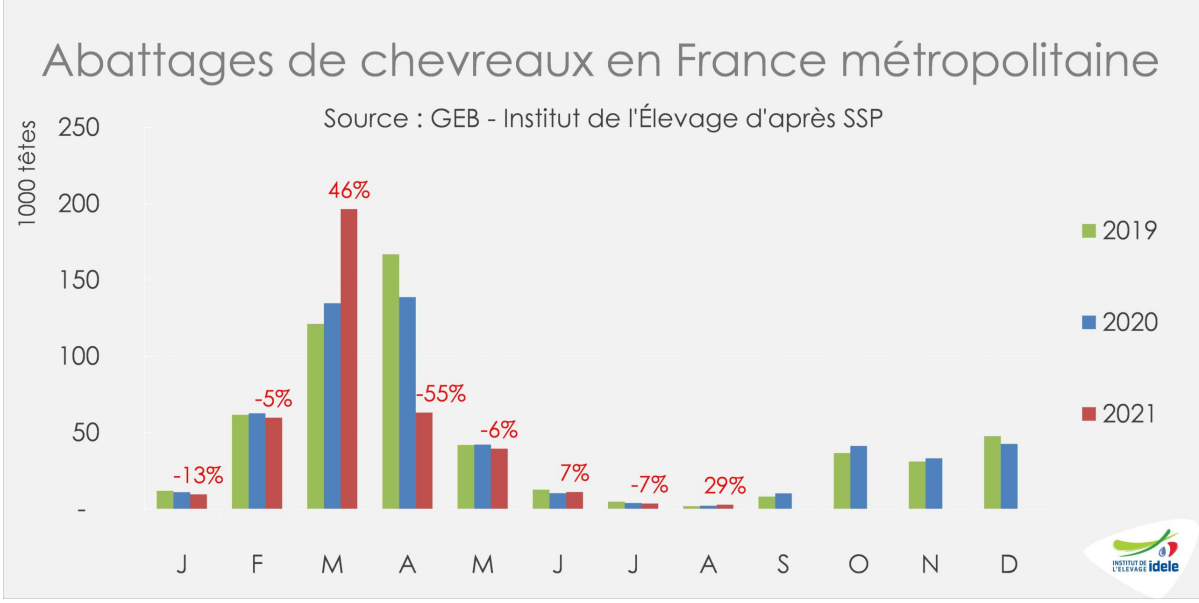
Dernière révision le 19 octobre 2021

L'horizon de la filière viande de chevreau, affectée au printemps 2020 par une crise importante, semble s'éclaircir : les stocks constitués alors sont complètement résorbés et les exportations se sont rétablies. Cependant, la cotation entrée abattoir est restée au plancher au pic de consommation à Pâques, et le prix moyen des envois s'est encore dégradé, alors que le coût de l'aliment s'envole.

Repli des abattages de chevreaux

Après un premier bimestre morose (-6% /2020), les effectifs de chevreaux abattus ont fortement progressé en mars (+40% /2020, avec 196 000 têtes), et ont chuté en avril (-55%, à 63 000 têtes) par « effet calendrier ». Les abattages de l'été ont ensuite connu une évolution en dents de scie (mais sur des volumes anecdotiques). Cumulés depuis janvier, les abattages de chevreaux ont reculé de -5% /2020, à près de 386 200 têtes (une baisse imputable à la baisse des disponibilités à Pâques principalement).

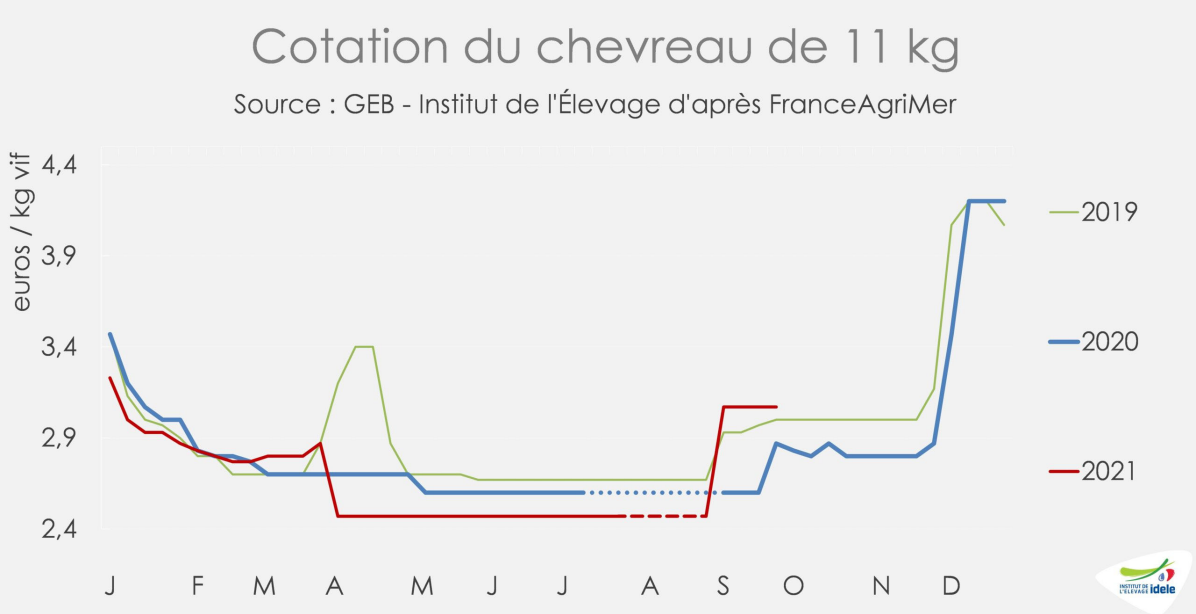
La date précoce de Pâques a incité les engraisseurs à avancer les sorties, pour commercialiser la viande de chevreau les deux semaines précédant la période pascale, au moment attendu du pic de consommation. L'avancée des sorties a conduit à un allègement du poids moyen des carcasses, de -2,4% /2020 (et -4% /2019), à 5,6 kg. Cette situation s'est directement répercutée sur la production de viande de chevreau, qui s'est contractée de -7% /2020, à 2 200 téc.



Remontée difficile des cours à Pâques, mais une bonne valorisation à la rentrée

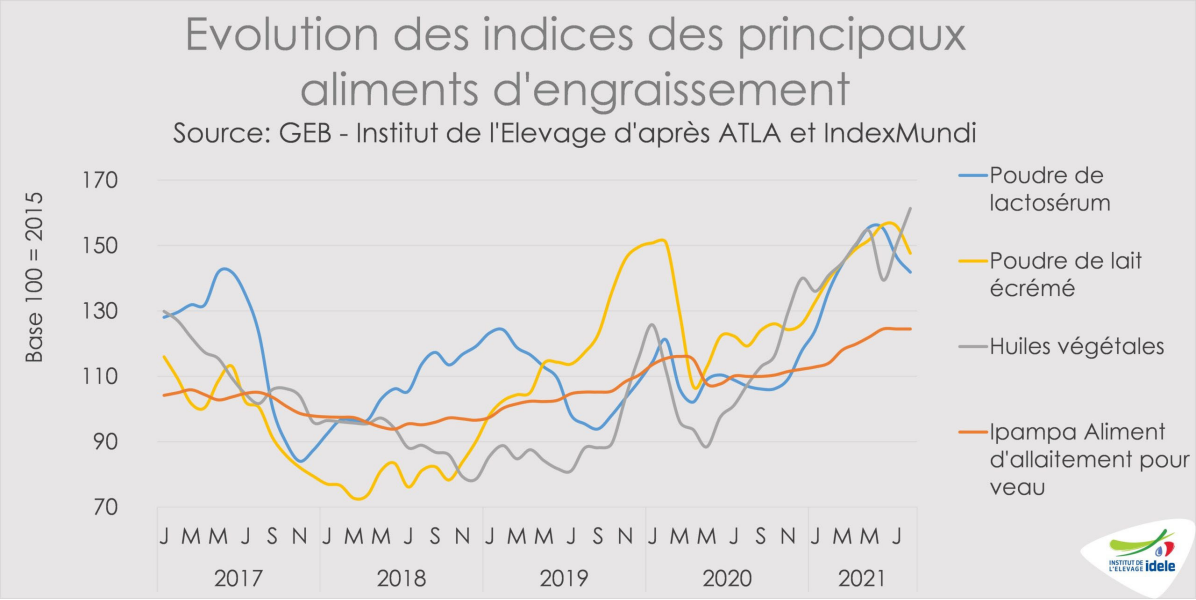
La filière a connu une campagne de Pâques difficile pour la deuxième année consécutive, avec une timide et courte remontée des cours : la cotation entrée abattoir s'est établie à 2,84 €/kg à Pâques, soit +6% /2020 mais -10% /2019. En effet les sur-stocks, constitués en 2020 et encore disponibles un an plus tard, ont pénalisé la cotation du chevreau au pic de consommation. La cotation a dégringolé aussitôt après Pâques, et est restée à 2,47 €/kg à l'intersaison.

Cependant, la reprise des exportations et l'écoulement des stocks ont favorisé une remontée importante des cours à la rentrée de septembre. Sa hausse automnale, qui a débuté en semaine 36 (soit deux semaines plus tôt qu'il y a un an), a porté la cotation entrée abattoir à 3,07 € /kg, soit +18% /2020, et +5% /2019.



Cette remontée automnale de la cotation était attendue par la filière, alors que le coût des principaux ingrédients laitiers (poudre de lactosérum et poudre de lait écrémé) qui entrent dans les aliments d'engraissement de chevreaux reste élevé.

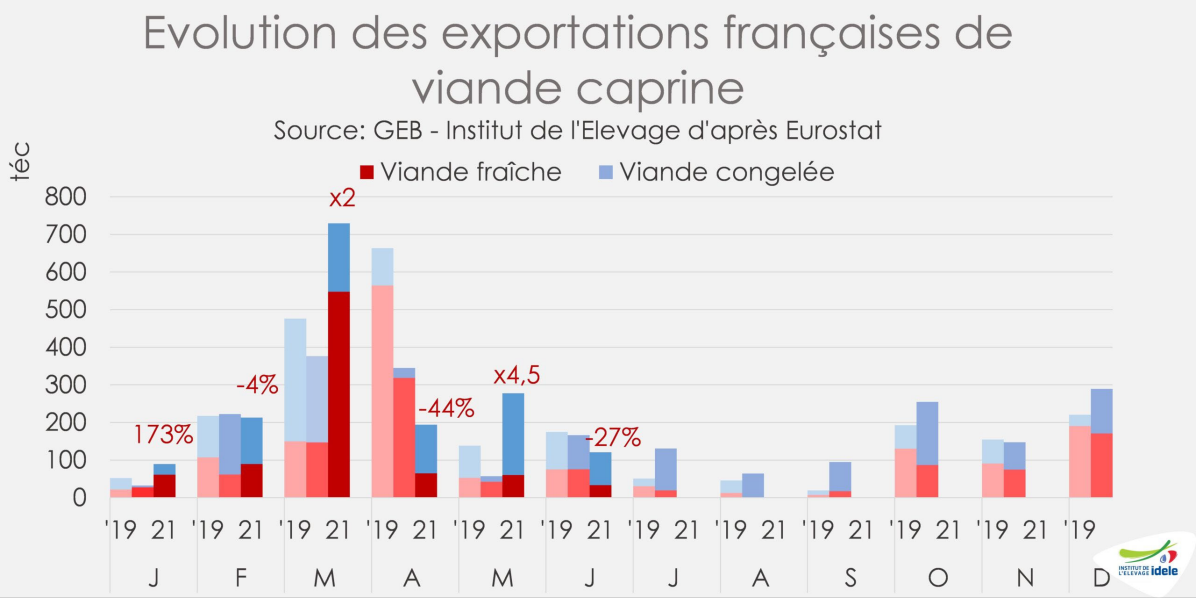
Le coût de l'aliment d'engraissement du chevreau au plus haut



Si la filière connaît une hausse continue du coût des principaux produits d'engraissement de chevreau depuis le printemps dernier, cette tendance s'est accélérée au 2nd trimestre 2021. L'indice de prix de la poudre de lactosérum s'est établi à 155 en juin (base 100 = 2015), une hausse de +41% en un an. Simultanément, celui de la poudre de lait écrémé a grimpé à 156, soit +28% /2020. Ces deux produits laitiers ont toutefois amorcé une baisse en août, tandis que le prix des huiles végétales s'est envolé après un court repli, à l'indice 161 en août, soit un bond de +43% en 12 mois.

A l'indice 124,5 en juillet, l'IPAMPA Aliment d'allaitement pour veau (dont la structure de charges est similaire à celle de l'aliment d'engraissement de chevreau) s'est apprécié +13% /2020.

Les envois de congelé décollent au 1er semestre



Les envois de viande caprine ont été dynamiques en 2021, encouragés par les aides de l'État octroyées aux abatteurs. Les exportations de mars ont doublé en un an, avec 730 téc composées principalement de la viande fraîche. En avril, elles ont ensuite chuté de -44% /2020 à 190 téc… une évolution à rapprocher de celles des abattages de chevreaux. Les exportations ont ensuite été multipliées x 4,5 en mai, avec 220 téc de viande composées principalement de viande congelée.

Au total, avec 1 620 téc au 1er semestre, les exportations de viande caprine ont bondi de +35% /2020, sans retrouver le niveau de 2019 (-6%). Les abatteurs ont dû faire des concessions tarifaires pour écouler leurs stocks de viande congelée. Certes, les ventes de viandes exportées en 2021 ont rebondi de +25% /2020, mais elles se situent -12% sous celles de 2019, à 10,7 millions d'euros. Le prix moyen pondéré des exportations de viande caprine s'établit à 6,62 € /kg, soit -3% du prix déjà dégradé enregistré en 2020, et -9% /2019.

Au 1er semestre, les envois vers le Portugal, premier acheteur de viande caprine française, ont rebondi de +32% /2020, mais de +5% /2019, à 880 téc. Ils ont également progressé vers l'Italie, second débouché, après plusieurs années de tendance baissière, de +31% /2020, à 420 téc, sans pour autant égaler le niveau enregistré en 2019 (-20%).

La part de la viande fraîche dans les expéditions totales représente désormais 52%, contre 56% en 2019 et 67% en 2018.

Où va le jeune bovin ? Quel produit pour quel marché ?

Dernière révision le 19 octobre 2021

Comment se valorise une carcasse de jeune bovin ? Quelles sont les forces et faiblesses de l'offre française sur les marchés export face à ses concurrentes ? Quelles sont les pistes de développement pour la viande de JB sur le marché français ?

Cette étude a été réalisée à la demande et avec le financement d'Interbev, dans le cadre d'une réflexion plus large sur la valorisation des bovins mâles. Pour ce faire, nous avons mené 17 enquêtes auprès d'opérateurs de la filière au printemps 2021.

Recherche permanente d'équilibre entre les différentes parties de la carcasse

54% des tonnages de JB de type viande sont valorisés à l'export, ainsi que 26% des tonnages de JB de type lait. Les différentes parties d'une carcasse sont orientées vers les débouchés les plus rémunérateurs : quartiers arrières vers l'Italie, quartiers avants vers la Grèce, vers la Allemagne ou vers la fabrication de haché en France. Quand les quartiers sont découpés en pièces de gros, le globe est plutôt destiné aux marchés italien et allemand, l'aloyau aura tendance à rester en France où il sera en partie congelé en hiver et décongelé en été pour répondre à la forte de demande en pièces à griller.

Une viande appréciée sur les marchés exports, mais concurrencée par d'autres origines

La qualité de la production française est appréciée sur les marchés export. Elle répond à la demande pour de la viande claire et maigre. Les races françaises sont connues et prisées. Les volumes importants permettent la constitution de lots homogènes. Les clients ont confiance dans le système de traçabilité français. Le débouché allemand est prometteur pour la viande française, mais avec des exigences sur un étiquetage bien-être animal et une garantie sans OGM. En Europe du Sud, la viande française est concurrencée par la viande polonaise, dont le principal atout est le prix, et par la viande espagnole (petites carcasses bien conformées à bon prix).

Des piste de développement sur le marché français

Sur le marché français, la viande de jeune bovin pourrait permettre à certains circuits, notamment la restauration hors domicile, de s'approvisionner en viande bovine française. Toutefois, la restauration collective est à la recherche de produits labélisés pour répondre aux objectifs de la loi EGALIM. Or la viande de JB est très peu labellisée. Elle ne pourrait donc s'y inscrire qu'en passant par les plans d'alimentation territoriaux. En restauration commerciale, le JB pourrait se positionner chez les grandes chaînes qui sont à la recherche de viande française. Mais la taille de certaines pièces à griller et le manque de gras intramusculaire peuvent être des freins. Les enseignes de GMS sont majoritairement tournées vers de la viande de femelles. Seules deux d'entre elles utilisent le JB pour le fond de leur rayon libre-service tout en recherchant une viande la plus rouge possible. Le débouché phare du JB sur le marché français reste la boucherie halal qui prend de plus en plus de carcasses entières mais qui s'approvisionne aussi de plus en plus en viande de femelles.

+d'infos : Où va le jeune bovin ? – Septembre 2021